

David Lange jette l'éponge

Enfant prodige de la politique néo-zélandaise, M. David Lange a jeté l'éponge, lundi 7 août, en renonçant au poste de premier ministre qu'il occupait depuis 1984. Ainsi se retire, du moins provisoirement, de la direction des affaires un personnage qui a largement contribué à faire connaître un pays qui, jusqu'alors, demeurait dans l'ombre de son grand voisin, l'Australie.

M. Lange, qui n'est âgé que de quarante-sept ans, avait conduit le Parti travailliste à deux succès électoraux, en 1984 et en 1987. Il renonce au pouvoir après avoir subi une défaite. Quatre jours plus tôt, un vote des parlementaires travaillistes, qui nomment les membres du gouvernement, avait réintégré au sein du cabinet M. Roger Douglas, ancien ministre des finances, que M. Lange avait limogé en décembre dernier. Le premier ministre ne pouvait alors trop forte la dose de réformes théoriques imposées par ce grand argentier pour redresser une économie en récession depuis le krach boursier de 1987.

M. Lange aurait pu choisir de faire face à la « guerre d'usure » — selon son expression — que M. Douglas, un ancien allié, lui imposait depuis de longs mois. Il aurait suffi de remanier le gouvernement pour faire une place à ce dernier. Mais, tout en conservant son siège de député et en annonçant qu'il sera candidat aux élections législatives de 1990, il a préféré faire place nette, sa popularité étant au plus bas. Sa démission a surpris les marchés financiers, mais le dollar néo-zélandais a vite retrouvé son niveau initial après avoir brusquement chuté. Son départ ne sera pas regretté, en effet, par ceux, nombreux, qui s'inquiètent de l'augmentation du chômage et de la multiplication des faillites de sociétés.

Pour les travaillistes, M. Lange n'était donc plus le locomotive qui leur avait permis de détrôner les conservateurs lors du scrutin de 1984 et de se maintenir au pouvoir depuis. Les alliés traditionnels de la Nouvelle-Zélande ne pleureront pas, non plus, sur son retrait du devant de la scène publique.

Personnalité très affirmée et pacifiste convaincu, il s'était d'abord fait connaître à l'étranger en interdisant aux navires de guerre nucléaires américains de faire escale dans les ports néo-zélandais. Cette décision avait provoqué le retrait effectif, en février 1985, de la Nouvelle-Zélande de l'ANZUS, l'alliance militaire avec les États-Unis et l'Australie.

En France, il était surtout connu depuis l'affaire du « Rainbow Warrior », navire-amiel de l'organisation écologiste Greenpeace coulé en 1985 dans le port d'Auckland par un commando français. Cet attentat a provoqué un long gel des relations entre les deux pays, et le récent rapprochement en France des « faux époux » Turange, deux agents des services secrets français impliqués dans l'opération, a relancé la polémique.

Aujourd'hui, le retrait de M. Lange de la scène offre aux travaillistes, qui doivent désigner mardi un nouveau premier ministre, l'occasion de tenter de regagner au moins une partie du terrain abandonné aux conservateurs pour ne pas perdre des élections législatives qui doivent se tenir au plus tard en octobre 1990. M. Douglas, qui n'affiche pas de grandes ambitions politiques, devrait laisser la tête du gouvernement à une personnalité chargée de calmer le jeu. Les réformes économiques reprendront leur cours et la Nouvelle-Zélande pourrait se diriger vers des eaux plus calmes que celles choisies par le bouillant David Lange.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0808 0 - 4,50 F



3790147004500 08080

Le grand marchandage sur les otages a commencé

La crise des otages est entrée dans une phase diplomatique. Le grand marchandage a commencé entre Washington et Jérusalem d'une part, Téhéran et Damas de l'autre. Les ravisateurs de Joseph Cicippio (l'OJR), dont les intérêts concordent avec ceux de l'Iran, ont en effet proposé d'attribuer à la Syrie le rôle de principal médiateur, une suggestion qui n'a pu être faite sans l'accord de Téhéran.

La Syrie pourrait jouer le rôle de médiateur

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

En moins de quatre jours, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), dont les intérêts ont toujours été concordants avec ceux de l'Iran, a transformé sa « menace d'exécution immédiate » d'un des otages américains qu'elle détient, M. Joseph James Cicippio, en une promesse de libération non moins « immédiate ». Incontestablement, l'affaire des otages occidentaux au Liban, qui dure depuis plus de quatre ans, prend un tour nouveau. Peut-être s'achemine-t-on vers un dénouement général de la crise, même si les négociations risquent d'être très ardues et seront de toute façon longues.

Dimanche 6 août, dans la soirée, dans un nouveau communiqué authentifié par une photo instantanée couleur de M. Edward Austin Tracy, le deuxième otage américain détenu par l'OJR depuis octobre 1986, cette organisation a précisé ses conditions, mais cette fois non plus pour

« suspendre la sentence de mort » contre Joseph Cicippio, mais pour le libérer « immédiatement ». Et pour cela, fait particulièrement significatif dans le contexte actuel de la crise libanaise, l'OJR « souhaite que le commandement syrien accepte de mener pour les faire aboutir les négociations par l'intermédiaire des organisations internationales ».

Les conditions posées par l'OJR concernent tout à la fois les Palestiniens des territoires occupés et les résistants libanais à l'occupation israélienne. La première de celles-ci omet d'ailleurs le cheikh Obeid, le dirigeant du Hezbollah, dont l'enlèvement par un commando hébraïque israélien au Liban sud est à l'origine de la réouverture brutale du dossier des otages, pour exiger, « conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (...), le retour dans leurs foyers et à partir du Liban sud des Palestiniens expulsés depuis le début de l'intifada ».

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

Vague de grèves en Pologne

PAGE 22

M. Paz Zamora, nouveau président bolivien

PAGE 22

Mise en garde de l'ex-FLNC

PAGE 22

1938-1940, l'année terrible

XVI - Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir
PAGE 2

Le Monde

ÉCONOMIE

Hongrie : la fin des tabous - La chronique de Paul Fabra
PAGES 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 22



EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cursus de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (paris 16), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par : European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : Ph.D.

Fondateur du « Monde » en 1944

Hubert Beuve-Méry est mort

Hubert Beuve-Méry, le fondateur du « Monde », dont le premier numéro a été publié le 18 décembre 1944, est mort dimanche 6 août à Fontainebleau. Il avait dirigé le journal jusqu'en 1969. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Il y a tout juste six semaines, nous étions réunis autour de Jean-Marie Théodores, au Palais de justice, à l'occasion de son départ en retraite. Comme il avait fait précédemment pour Pierre Drouin, Jean Planchais, Claudine Escoffier-Lambiotte, Hubert Beuve-Méry avait très gentiment accepté de prendre la parole pour lui dire, en notre nom à tous, notre estime et notre amitié.

On le savait fatigué, gêné pour se déplacer par une colonne vertébrale qui le faisait de plus en plus souffrir. Pendant une demi-heure peut-être, pourtant, il avait parlé debout, sans notes, dans la langue parfaite qui était la sienne. Il n'avait rien perdu de sa finesse, de sa clarté d'esprit, de son autorité exemplaire : personne n'aurait pu brosser de notre camarade un portrait d'une telle justesse. Et puis il était resté longtemps, un

verre à la main, à bavarder avec les uns et les autres.

On sentait, bien sûr, l'effort qu'il faisait sur lui-même. Mais à voir le manière dont il s'animait, si tôt que la conversation venait sur un sujet qui l'intéressait, à commencer par son cher journal, à l'entendre raconter des anecdotes, évoquer des souvenirs, on était tenté de ne pas le prendre trop au sérieux lorsqu'il se disait très « usé », « au bout du rouleau ».

Il avait malheureusement raison. Tombé dans un escalier, il y a dix jours, il avait dû être hospitalisé. Bien que les examens pratiqués n'aient pas fait apparaître de lésion importante, au point qu'il avait été décidé de le ramener très vite chez lui, il a été emporté dimanche après-midi par une syncope. Il avait beau être bâti, quoi qu'il en ait souvent dit, à chaux et à sable, il avait quatre-vingt-sept ans — et la capacité de résistance du plus solide a ses limites. Du moins pouvons-nous nous dire qu'il est mort avant d'avoir connu la disgrâce horrible du déclin.

Pour nous, qui étions tous plus ou moins ses enfants, sa seconde famille, c'est bien la seule consolation. C'est peu de dire que va cruellement nous manquer celui que nous appelions tous, au hasard des jours, « Beuve », « HBM », le « père

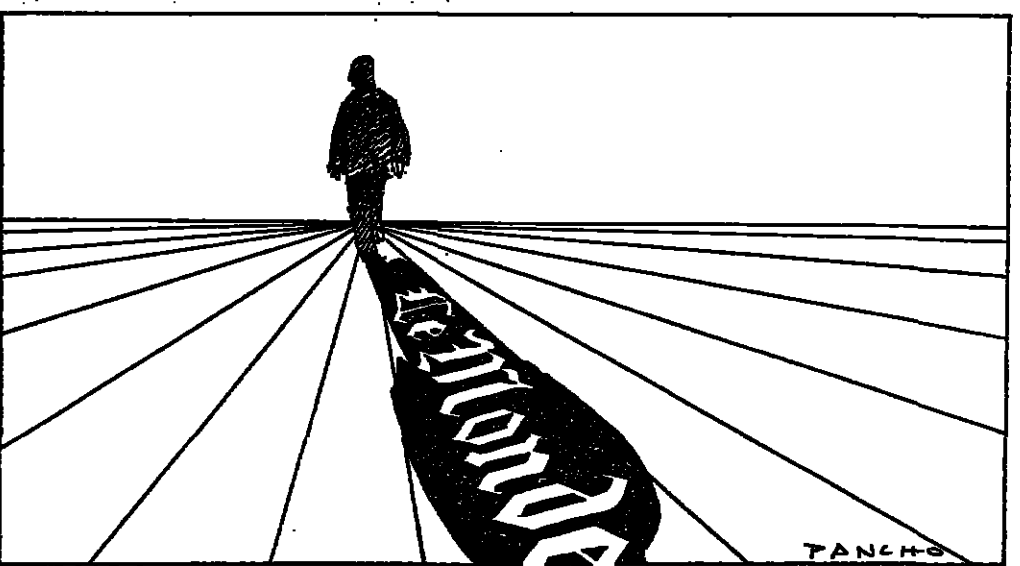
fondateur », voire le « père prêtre », et qui, pour les anciens, demeurait l'un des pères du journalisme.

Cer il ne s'est pas contenté de créer ce journal, d'en défendre, avec l'opiniâtreté bretonne qui était sa marque, l'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs — à commencer par celui, qu'il avait en totale défiance, de l'argent. — Il n'a cessé, jusqu'au dernier jour, d'en surveiller les pas. Combien de fois ne lui avons-nous pas rendu visite, les uns et les autres, dans le petit bureau qu'il avait conservé sous les combles de la rue des Italiens, pour lui demander conseil ou solliciter ses interventions...

Tout au long de la crise larvée qui a perturbé, pendant des années, la vie de l'entreprise, il a bien souvent, avec la discrétion qui le caractérisait, fait entendre la voix de la sagesse et de la mesure. Et il a joué un rôle essentiel dans son dénouement.

La pudeur d'Hubert Beuve-Méry était extrême, et il n'attendait aucun des siens. On comprendra donc qu'un homme qui lui doit tout dise à M^{me} Beuve-Méry, à ses enfants et petits-enfants, que leur chagrin — ils le savent bien — est le sien, le nôtre, et qu'il s'en tienne là.

A. F.



Un combattant sans illusions

Pour qui a connu Hubert Beuve-Méry, l'idée même d'une oraison funèbre paraît quasi sacrilège. Son orgueil modeste n'en aurait pas supporté la possibilité. Il l'aurait repoussée d'une bonté. De cette même voix assurée avec laquelle il acceptait, feignant la lassitude, de se précipiter dans des aventures dont il venait d'analyser minutieusement les risques. Quitte à développer aussitôt une inusable énergie pour assurer leur réussite, comme ce fut le cas pour la création — on n'ose dire le lancement tant les moyens étaient modestes — du journal le Monde en décembre 1944.

De cette énergie, il avait dû faire preuve dès l'enfance. Non pas une enfance modeste. Une enfance pauvre. Il était né « à l'ombre de Notre-Dame », comme il aimait le rappeler, et l'aide de religieux amis lui permit tout juste de commencer ses études secondaires au collège du Sacré-Cœur d'Yssingaux. Il y passe son baccalauréat de rhétorique. Il est ensuite livreur chez un restaurateur de meubles rue de la Santé, employé aux écritures aux chemins de fer du PLM, puis à la compagnie d'assu-

rances La Conservatrice. Il peut ainsi passer en 1922 son baccalauréat de philosophie. L'aide du R. P. Janvier, illustre prédicateur dominicain, lui permet d'entreprendre des études de droit et de s'initier au journalisme à la rédaction des Nouvelles religieuses. Il présente une thèse sur Francisco de Vitoria, théologien espagnol du seizième siècle, et sa théorie des pouvoirs publics.

En 1928, à vingt-six ans, il est nommé directeur de la section juridique et économique à l'Institut français de Prague et, plus tard, professeur à l'École tchécoslovaque des hautes études commerciales. La jeune République avait besoin de la France. Hubert Beuve-Méry remplit, parallèlement à son enseignement juridique, les fonctions de conseiller technique au ministère des affaires étrangères de Prague. Le président Benès l'écoute. Il est l'ami de Jan Masaryk, fils du fondateur de la République, qui, devenu ministre des affaires étrangères, périt défenestré en 1947.

Il est, en même temps, le correspondant de plusieurs journaux parisiens à grand tirage. Il gardera de ces pre-

mières expériences au *Matin* de Bunau-Varilla, au *Journal* et au *Petit Journal* une horreur sacrée de la vénalité et de la malhonnêteté intellectuelle de la grande presse française. Il démissionne successivement de tous.

En 1935, il devient correspondant du *Temps*. Il s'efforce de dénoncer la montée du péril hitlérien dans l'Europe balkanique. Il vient à Paris, réussit à forcer la porte de plusieurs ministères. En vain. On n'écoute pas Cassandre.

Lorsque, le 12 avril 1938, au lendemain de la mainmise nazie sur l'Autriche, le professeur Joseph Barthélemy publie dans le *Temps* un article retentissant où il assure, à la grande satisfaction de Berlin, que le traité d'assistance mutuelle franco-tchécoslovaque est caduc, Hubert Beuve-Méry lui adresse une lettre indignée : « Ne criez pas (aux Allemands) que la voie est libre, que l'on peut y aller et que vous avez déjà au bord des cils le pleur discret que vous versez sur Prague quand elle aura fait sa soumission... »

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 8.)

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

En juin 1940, Jean Moulin est préfet de Chartres. La population fuit, l'armée française est en déroute, ses collaborateurs l'abandonnent. Lui décide de rester, et affronte les Allemands, qui l'attirent dans un véritable traquenard. Pour échapper au déshonneur, il tente de se suicider. Vichy le révoque.

« **V**OUS ne saviez pas, ma sœur, que votre préfet avait des mœurs spéciales ? Il a voulu passer la nuit avec un nègre, et voilà ce qu'il lui est arrivé. » C'est ce que déclarait, entre autres contre-vérités, au petit matin du 18 juin, l'un des officiers de la Wehrmacht entrés en conquérant dans Chartres. Sœur Henriette, des Sœurs de Saint-Paul, soignait, elle, Jean Moulin — qui venait de se tailler la gorge.

Le préfet de Chartres, à quarante et un ans, n'était pas connu du grand public. Il avait fait une carrière classique de sous-préfet, tout en se liant d'amitié avec Pierre Cot, l'un des jeunes Turcs du parti radical, qui animait le courant de gauche du mouvement valoisien. Devenu ministre de l'air dans le cabinet Blum, Cot faisait de Jean Moulin son chef de cabinet, un poste sensible, tout en lui confiant la mission délicate de suivre le dossier de l'aide aux républicains espagnols. En mai 1938, le Front populaire s'effondrait, Moulin retournait à son corps d'origine, gagnait d'abord Rodez, puis, en février 1939, Chartres, dans une autre préfecture de troisième classe. Si tous ses administrés reconnaissent ses compétences, les esprits de la droite autoritaire étaient irrités par des sentiments antimunichois qu'il ne parvenait pas à dissimuler. Le préfet d'Eure-et-Loir eut à affronter la débâcle : sa conduite dans cette circonstance aurait eu à elle seule de quoi le faire passer à la postérité. Car ce qui lui advint n'est pas, même dans ces temps d'exception, banal. De surcroît, il eut le réflexe, dont les historiens ne sauraient trop le louer, de rédiger, il est vrai après coup, pendant le printemps 1941, une brève relation de ses affrontements avec l'occupant. Ce *Journal* (Chartres, 14-18 juin 1940), c'est le titre qu'il donne, nous servira de guide.

JUSQU'AUX premiers jours de juin, le préfet parvient à gérer, tant bien que mal, une situation qui se dégrade au fil des jours. En dépit de l'optimisme de commande officiel que répercuta la presse locale, ses ouailles sont inquiètes : elles font de discrets préparatifs de départ. Elles y sont incitées par le nombre sans cesse croissant de réfugiés, que les services préfectoraux doivent le plus souvent aider, voire nourrir. A compter du 10 juin, l'afflux des réfugiés en provenance de la région parisienne fait tout basculer. Pour sa part, Jean Moulin a décidé de rester à son poste quoi qu'il arrive. Cette attitude tranche sur celle qu'adoptent la quasi-totalité de ses honorables collègues. Il aurait même souhaité que les responsables des services administratifs du département fissent de même : bon nombre d'entre eux étaient — comme lui — des « affectés spéciaux » : mobilisés, ils avaient été jugés indispensables à leur poste, et donc maintenus sur place. Le préfet avait déjà bien de la peine à retenir ces fonctionnaires ou employés municipaux, petits et grands, qui redoutaient l'arrivée d'un ennemi que la propagande présentait comme une horde de Huns.

Le 14 juin, le gouvernement, bien mal inspiré, donne l'ordre aux affectés spéciaux de se replier vers le sud. C'est la ruée. En moins de quarante-huit heures, Jean Moulin se retrouve sans pompiers — partis avec l'auto-pompe toute neuve, — sans gendarmes, sans volontaires de la défense civile, sans médecins, sans pharmaciens. Le Chartrain moyen, lui aussi, cède à la panique depuis que les bombardements allument des incendies dans une bonne partie de la ville. Les notables ont donné le signal : monseigneur l'évêque, par exemple, avait justement dû procéder de toute urgence à des ordinations, et ce, la Providence faisant bien les choses, dans le sud du département : dans sa grande bonté, il avait laissé sur place son coadjuteur et quelques Sœurs de Saint-Paul ; il ne restait plus qu'un seul conseiller municipal ; tous les autres, de cette droite qui abon-

dait naguère en discours patriotiques, avaient déguerpi ; le sénateur et maire partit le premier se terrer aux Sables-d'Olonne. Jean Moulin ne pouvait plus compter, en tout et pour tout, que sur l'unique conseiller municipal Benard, sur un ancien maire, Vidon, sur un consul honoraire, échoué dans un des hôtels de la ville, sur le dentiste militaire Foubert, qui fera fonction de chirurgien, et sur Mgr Lejards, coadjuteur. C'était maigre ; et il avait depuis le 14 juin perdu tout contact avec le gouvernement.

Il ne restait plus à Chartres que 700 ou 800 habitants sur 23 000. Les réfugiés il est vrai, avaient fait plus que compenser les départs, transformant la ville en un incroyable caravansérail. Pour les plus chanceux, ceux qui étaient motorisés, c'était une étape à franchir le plus rapidement possible ; pour les plus démunis, alignés le long des trottoirs en espérant que le conducteur d'un véhicule aurait pitié d'eux, c'était devenu un lieu sans nom. A deux reprises au moins, Jean Moulin fut violemment pris à partie quand il dut les affronter. Il fallait nourrir tous ces migrants. Or les commerçants, eux aussi, avaient plié bagages ; si on put mettre la main sur des stocks de farine, la viande était devenue inutilisable à cause des coupures d'électricité. Il parut plus simple de se servir soi-même. Ce furent des soldats du 7^e régiment de dragons portés, ultimes défenseurs de la ville, qui enfoncèrent les premiers les portes des épiceries, des débits de boissons et aussi des bijouteries : une quarantaine de boutiques furent immédiatement mises à sac (le reste le sera par les troupes allemandes, qui organiseront un pillage en bonne et due règle). Deux dragons n'hésitèrent pas à fracturer la porte de la préfecture pour s'emparer de la Citroën personnelle de Jean Moulin. Cette description, même sommaire, serait incomplète si on passait sous silence les agissements d'agents de la « cinquième colonne » semblant sortir tout droit d'un mauvais roman-feuilleton : faux mutilé de guerre portant une vraie jambe de bois et sa prétendue compagne, tout aussi forte en gueule, stipendiés par les services de l'Abwehr.

Et c'est alors qu'arriva, sur les talons des dernières forces françaises qui, sur ordre, ne cessaient de reculer sans combattre, l'armée allemande. A l'aube du 17 juin, les premiers side-cars précédèrent les automitrailleuses. Puis des officiers de renseignement, qui se dirigèrent tout droit vers la préfecture, pour y trouver Jean Moulin entre un ancien maire et le coadjuteur. Le préfet leur avait préparé un discours de circonstance — une variation sur la « fortune des armes », — cherchant avant tout à sauvegarder les vies de la population civile, notamment celles des femmes et des enfants. Les vainqueurs donnent des assurances, tout en déclarant tenir le préfet pour responsable du maintien de l'ordre dans la ville conquis.

Jusque-là, la présence du préfet mise à part, rien que de très banal... Mais en quelques heures tout bascula. Moulin, convoqué par trois officiers, est en effet sommé de contre-signer un « protocole » au contenu stupéfiant : il affirme que la Wehrmacht a trouvé en dehors de Chartres les corps d'une dizaine de femmes et d'enfants, mutilés après avoir été violés par des tirailleurs sénégalais. Refus indigné de Moulin. Il s'ensuit une violente passe d'armes verbales, où le préfet est accusé pêle-mêle d'être « à la solde » du « juif Mandel... de ce pourcentage de juif vendu aux Anglais » et d'être demeuré à son poste « pour provoquer les Allemands ». Aux injures succèdent bourrades, gifles, coups de crosse ; bref, un passage à tabac en règle. Et, comme Moulin continue de tenir tête, on l'emmène à une quinzaine de kilomètres de la ville, près de Saint-Georges-sur-Eure, à proximité d'une voie ferrée. Mis en présence de neuf cadavres, il lui est expliqué de façon musclée que « les violences qu'elles [les victimes] ont subies offrent toutes les caractéristiques



Jean Moulin avec le Feldkommandant Göttingen dans le jardin de la préfecture d'Eure-et-Loir. L'écharpe blanche dissimule la cicatrice au cou.

18 juin 1940

XVI - Jean Moulin préfet d'Eure-et-Loir

des crimes commis par les nègres ». Comme les corps des malheureux étaient bourrés de fragments d'obus et de mitraille, Moulin peut rétorquer qu'ils ont été tués lors du bombardement d'un train, ce qui lui vaut de nouveaux coups ; puis on le laisse quelques heures enfermé avec le cadavre d'une femme, avant de le ramener à Chartres, où l'on revient au point de départ : refus de signer, et passage à tabac.

La nuit venue, le préfet Jean Moulin est enfermé dans la loge du concierge de l'hôpital civil, en compagnie d'un Sénégalais fait prisonnier. Avec ce commentaire : « Comme nous connaissons maintenant votre amour pour les nègres, nous avons pensé vous faire plaisir en vous permettant de coucher avec l'un d'eux. » Jean Moulin estima qu'au rythme où allaient les choses il risquait de finir par contresigner un faux parfaitement déshonorant pour l'armée française. Dans cette nuit du 17 au 18 juin, il opta pour le suicide, s'entaillant la gorge avec des morceaux de verre qui jonchaient la pièce. Découvert à l'aube, ensanglanté mais encore vivant, il put être sauvé.

Ses bourreaux, vraisemblablement tancés par leurs supérieurs, parlèrent officiellement de « malentendu », tout en réglant quelques comptes : non seulement la mairie de Chartres eut à inhumer immédiatement les neuf victimes, mais la Wehrmacht organisa un ratis-sage musclé dans les bois alentour. Ces pratiques ne doivent pas étonner. Les Français, qui avaient eu tellement peur de l'envahisseur, en vinrent par la suite à souligner sa « correction ». La Wehrmacht pilla et viola comme sans doute toutes les armées du monde. Mais, quand elle rencontrera des résistances locales relativement âpres, elle n'hésitera pas à abattre les prisonniers et des otages : près de Bourg-en-Bresse, 48 soldats français furent fauchés à la mitrail-

les réglementations et l'exercice de ces droits, ainsi que l'exécution avec le concours de l'administration française. Le gouvernement français invitera immédiatement toutes les autorités et tous les services administratifs français du territoire occupé à se conformer aux réglementations des autorités militaires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une manière correcte. » En conséquence, il appellera immédiatement ses administrés au « calme » et à la « dignité ». Quant à lui, il s'efforcera de les protéger contre le bon plaisir de l'occupant.

RÉTROSPECTIVEMENT, on fait de Jean Moulin tenant tête à l'occupant le premier résistant de France. Il ne fut pourtant pas le seul, si l'on considère que résistaient déjà celles et ceux qui surent spontanément, individuellement, pour des raisons diverses, dire non. A Brive, en juin 1940, Edmond Michelet et ses amis tiraient au duplicateur un texte affirmant avec Péguy que « celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend ». Moins connu, Etienne Achavanne paiera de sa vie le sabotage, le 20, près de Rouen, des lignes de communications téléphoniques entre la Feldkommandantur et le terrain d'aviation de Boos, qui fut pilonné par la RAF.

Jean Moulin avait une raison personnelle de tenir tête : il faisait une sorte de complexe de n'avoir pu se battre en 1918. Mais, dans ces circonstances, il ne donnait pas seulement une preuve de son caractère, il révélait aussi la pertinence de ses analyses politiques. S'il était resté à son poste, c'est bien, comme il l'écrivit, « pour opposer aux Allemands, lors de leur arrivée, une armature sociale et morale digne de notre pays ». Il est vraisemblable que la débâcle de 1940 influera sur des choix futurs : elle lui fera privilégier la France libre, la nécessité de reconstruire un Etat qui devrait, c'est la leçon qu'il avait retenue de la guerre civile espagnole, bénéficier d'appuis extérieurs. Lui qui mourra gaillien était déjà devenu un autre homme.

A Vichy, on tint compte, dans un premier temps, des bruits concernant ce préfet hors pair. C'est sans doute ce qui lui valut de n'être pas dans la toute première charrette des préfets révoqués. Mais, bientôt, il lui fut reproché de conserver des relations cordiales et confiantes avec Maurice Violette, l'homme fort de Dreux, républicain et frano-maçon notoire, qui disait ouvertement ce qu'il pensait du nouveau régime et de son abaissement devant l'occupant. Ingrand, le préfet délégué du ministère de l'Intérieur en zone occupée, avait noté pour sa part : « Fonctionnaire de valeur, mais prisonnier du régime ancien. » C'était une condamnation sans appel. La décision fut prise selon toute vraisemblance dans la première quinzaine d'octobre, et Philippe Pétain signa le décret de révocation le 2 novembre. Le successeur fut installé le 16. Le nouveau Feldkommandant, le major Ebmeier, en poste à Chartres depuis septembre, se donna le luxe de couvrir de fleurs ce grand commis rejeté par l'Etat français : « Je vous félicite de l'énergie avec laquelle vous avez su défendre les intérêts de vos administrés et l'honneur de votre pays. »

Jean Moulin, qui avait, localement, fait fonction de bouclier et, également, servi bon gré mal gré de relais à l'occupant, recouvrerait sa liberté pleine et entière. Il allait l'utiliser de la manière que l'on sait. L'homme qui désormais portait le plus souvent une écharpe pour dissimuler une cicatrice aisément reconnaissable ne devait être rattrapé par un destin tragique que le 21 juin 1943, à Caluire.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean Moulin, *Premier Combat*, Editions de Mirluit, 1947, 170 pages.

► On se reportera aussi obligatoirement à la biographie hors pair de Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, dont les premiers volumes doivent paraître très prochainement.

Demain :
Le piège du « Massilia »

Etranger

Le sort des otages occidentaux au Liban Le grand marchandage a commencé

La Maison Blanche a refusé, dimanche 6 août, de commenter l'offre de l'OJLR de libérer Joseph Chéhab en échange de la libération du cheikh Obeid et de prisonniers palestiniens et chiites. « Nous essayons de ne pas réagir à chaque rumeur ou information. La situation est très mauvaise, ce ne serait pas une bonne chose », a simplement indiqué un porte-parole de la Maison Blanche, M. Bill Harlow.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a pour sa part souligné que les Etats-Unis

ne négocieraient pas avec les extrémistes chiites qui déclenchent des otages occidentaux au Liban. « La politique bien établie des Etats-Unis est que nous ne négocions pas avec des terroristes. Nous pensons que si nous entrons dans ce jeu, il y aurait encore bien plus d'Américains pris en otage à travers le monde », a-t-il déclaré aux journalistes à bord de l'avion qui le conduisait à Mexico. Il a toutefois reconnu que le gouvernement de M. Bush, en contact avec l'Iran par

l'intermédiaire de pays tiers comme la Suisse, avait exprimé le souhait de discuter du dossier des otages avec Téhéran sous certaines conditions, à savoir que les Iraniens s'engagent à faire tout leur possible pour la libération des otages et qu'ils renoncent à soutenir le terrorisme.

A Téhéran, le Téhéran Times, considéré comme proche du ministère des affaires étrangères, a estimé que « la balle est maintenant dans le camp de Washington ». « Il revient aux responsables américains de décider s'ils veulent agir

avec prudence et accepter l'initiative de M. Rafsanjani ou poursuivre la politique d'aventure », écrit son éditorialiste.

A Londres, citant de hauts responsables de la Maison Blanche, l'hebdomadaire britannique Sunday Express croit savoir que le président Bush est prêt à entamer des discussions en vue du déblocage de près de 3 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés aux Etats-Unis si Téhéran aide à la libération des otages occidentaux au Liban.

Jérusalem n'accepterait pas un accord qui n'engloberait pas tous les soldats israéliens détenus par les chiites

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Après la guerre des nerfs et des communiqués, les Israéliens sont à présent plus que jamais confrontés à un de leurs grands principes moraux : ne jamais abandonner de soldats aux mains de l'ennemi. Il s'agit d'un principe « sacré » qui, pour certains, a des origines religieuses et bibliques (un hébreu : *Pituyon Shvudim*, le rachat des prisonniers). Tout le monde est conscient, cependant, que s'en tenir à une telle position peut avoir des conséquences contradictoires. Les dirigeants israéliens ont l'habitude d'expliquer que ce principe du « rachat des prisonniers » a pour effet de renforcer la motivation des soldats. Pour justifier l'enlèvement du cheikh Obeid, le ministre travailliste Ezer Weizman a récemment expliqué dans un entretien à la radio : « Lorsque j'étais commandant de l'armée de l'air, et que j'envoyais mes soldats en mission, je leur disais toujours : « Vous pouvez être sûrs qu'en cas de pépin nous ferons tout pour vous récupérer ».

Cependant, l'astre royaume de ce principe, c'est pour Israël, de prêter le flanc aux pressions en cas de négociations sur un échange de prisonniers. Au cours d'une rencontre avec une délégation de juifs arabes, le premier ministre Itzhak Shamir a d'ailleurs justifié, lui, l'enlèvement du cheikh Obeid de la manière suivante : « C'est parce que nous savons que nos ennemis considèrent notre pays faible que nous sommes parfois obligés nous aussi de porter atteinte à leurs nerfs sensibles ». Ce « point faible » d'Israël a été surtout mis en évidence, il y a quatre ans, lors de l'échange de prisonniers avec l'organisation palestinienne d'Achmed Jibril.

Le précédent de 1985

L'accord intervenu le 21 mai 1985 a ensuite été considéré, de l'avis général, non seulement comme une « grave erreur », mais comme une « expérience très maladroite ». Pour récupérer trois soldats détenus au Liban par l'organisation

d'Achmed Jibril, Israël avait alors relâché mille cent cinquante prisonniers, pour la plupart palestiniens dont les auteurs d'attentats sanglants qui avaient fait des dizaines de victimes. De surcroît, Israël avait accepté que ces prisonniers libérés paissent, s'ils le désiraient, réintégrer leurs villages en Cisjordanie ou à Gaza. Ce que firent environ six cents d'entre eux, qui, selon les services de sécurité, ont ensuite constitué les cadres de l'intifada, le soulèvement palestinien.

Il est évident que, dans le grand marchandage qui s'engage, les dirigeants israéliens gardent à l'esprit cet exemple de 1985. Les organisations chiites aussi, sans doute. Leurs revendications, qui incluent la libération de prisonniers palestiniens et le retour des expulsés de l'intifada, semblent calquées sur les résultats de l'accord d'il y a quatre ans avec l'organisation d'Achmed Jibril. A ce stade, Israël refuse de réagir officiellement aux communiqués des organisations chiites et n'entend négocier qu'avec un interlocuteur en qui il peut avoir confiance, comme la Croix-Rouge internationale. On répète en tout cas à Jérusalem qu'il n'est pas question d'accepter un accord qui n'engloberait pas tous les soldats israéliens détenus par les chiites.

Toutefois, certains en Israël reprochent déjà au gouvernement d'avoir au départ commis une erreur tactique en se déclarant prêt à libérer, au cheikh Obeid, des centaines de détenus chiites. Cela ne peut ensuite que faire monter les enchères, disent-ils, et aboutir également à la libération de prisonniers palestiniens. « C'est oublier », a répondu le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens que, cette fois, Israël possède une carte maîtresse : le cheikh Obeid. Et ce n'est certainement pas un hasard si, à Jérusalem, on a tenu à faire savoir qu'au cours de ses interrogatoires, le cheikh Obeid avait révélé des informations « encore plus importantes que prévu » sur le fonctionnement du Hezbollah et sur le rôle et l'influence exercés par l'Iran sur les groupes chiites qui lancent des attaques contre Israël. (Interim.)

La Syrie pourrait jouer le rôle de médiateur

(Suite de la première page.)

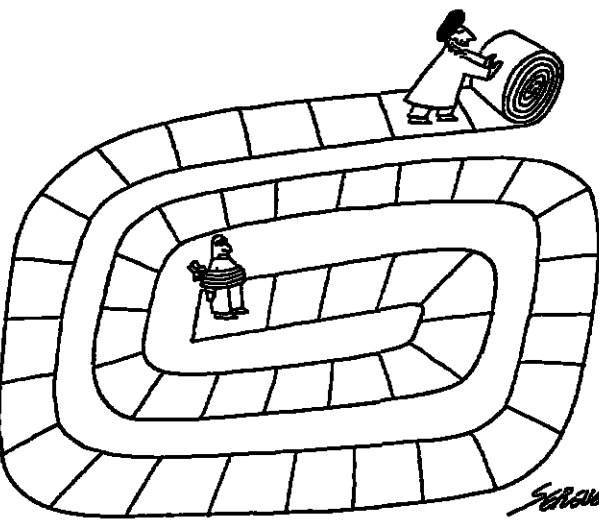
L'OJLR exige ensuite « la libération du cheikh Obeid, de tous les otages détenus de la résistance libanaise appartenant à toutes formations nationales et islamiques et de trois cents prisonniers de l'intifada répartis à égalité entre le mouvement Amal, le Jihad islamique et la direction unifiée de l'intifada ». L'examen des notes se fera lors de l'acceptation de l'autre « partie », poursuit l'OJLR, qui « remercie toutes les parties qui ont contribué au succès de la diplomatie, en particulier la Syrie, qui a fait preuve de sa détermination à atteindre cet objectif ».

Pourquoi ce brusque revirement ? L'OJLR le justifie dans son communiqué par « les réactions positives, la souplesse de toutes les parties et les développements régionaux encourageants, qui augurent une fin heureuse à l'affaire des otages ».

Entrée en scène de Hezbollah libanaise

Depuis le rebondissement de cette affaire et surtout la pénétration annoncée lundi dernier du lieutenant-colonel américain de l'ONU, William Richard Higgins, la diplomatie engagée tous azimuts par le président américain George Bush — qui a félicité tout à la fois l'Iran, la Syrie plus discrètement, l'Union soviétique, l'Algérie — a abouti, il est vrai, à une offre d'aide de Téhéran, première ouverture publique du dialogue faite par M. Rafsanjani et, fait plus surprenant, sur le terrain, à la même offre du Hezbollah libanaise, le parti intégriste iranien, qui est entré dimanche dans la partie de façon spectaculaire.

Dans un entretien organisé avec la presse dans son hôtel de Basselbek, dans la plaine orientale de la Bekaa libanaise, un des principaux dirigeants de cette formation intégriste, M. Hussein Moussawi, a en effet déclaré : « Si les Américains adoptent une position qui nous encourage à les aider nous le ferons... Il faudra, a-t-il toutefois ajouté, que les Américains cessent leur soutien à Israël et leur participation au conflit contre la nation libanaise ». Tout en se démarquant officiellement des organisations clandestines intégristes qui déclenchent



les otages — « Nous n'avons aucun lien organisationnel avec elles, notre appartenance à l'islam est notre seul lien », a-t-il dit — M. Moussawi a quand même affirmé, et c'est une première : « Nous connaissons certains membres des organisations détenant des otages et il se peut que les ravisés soient réceptifs à nos propos. Nous leur parlerons si nous voyons qu'il y va de l'intérêt de l'islam, des musulmans et des opprimés. Il n'y aura pas de négociation directe » avec Israël pour un échange de prisonniers, « mais il pourrait y avoir un moyen de libérer les prisonniers sans négociation directe », a-t-il poursuivi avant de reprendre quasiment les mêmes revendications que l'OJLR. « Nous réclamerons alors la libération des détenus palestiniens et des Libanais relevant d'autres formations avant de demander celle de nos membres », a-t-il enfin déclaré. Interrogé sur le rôle de Téhéran, M. Moussawi a été un peu plus clair : « Les Iraniens ne retarderont pas le règlement de la crise des otages, à condition que les Américains et les parties concernées s'accordent, au moins comme l'a fait la France ».

Cette dernière mention est d'autant plus à souligner que toutes les organisations intégristes ayant détenu des otages français avaient

elles aussi réclamé un changement de la politique française au Proche-Orient, notamment la fin de son soutien à l'Irak, ce qui n'a jamais été véritablement le cas, et n'a pas compromis la libération des otages français, même si les récompenses obtenues pour cela ont été pour le moins substantielles.

Dans le vaste marchandage proposé par l'OJLR, on souligne toutefois particulièrement à Beyrouth le rôle joué par cette organisation à la Syrie. Ce n'est pas la première fois que l'OJLR remercie Damas pour son rôle, mais c'est la première fois qu'elle lui demande de jouer celui de principal médiateur, ramenant ainsi la Syrie au premier plan de la négociation sur l'affaire des otages. Or cela n'a pu se faire qu'avec l'accord de Téhéran, qui paraît ainsi faire un « cadeau » à Damas dans une négociation qui implique avant tout Washington.

Damas, dit-on à Beyrouth, s'inquiète de plus en plus des contacts directs entre Washington, l'OJLR et Israël, qui paraissent en quelque sorte l'exclure au stade actuel de la recherche d'une solution dans la crise du Proche-Orient. Le voyage à Jérusalem, au Caire et à Amman du sous-secrétaire d'Etat américain pour le Proche-Orient, M. John Kelly, venu dans la région explorer les possibilités de faire

avancer les négociations après le plan de paix israélien proposé par M. Shamir, ignorait superbement la Syrie, qui n'a pu qu'en prendre ombrage. « La solution de la crise libanaise passe par l'attitude face au conflit israélo-arabe », rappelait dimanche le quotidien gouvernemental syrien *Techrine*.

En donnant à la Syrie le premier rôle de médiateur pour les otages, l'OJLR, c'est-à-dire politiquement l'Iran, tente d'obliger en quelque sorte Washington à passer à un niveau supérieur et à élargir les contacts repris avec Damas depuis une semaine à propos des otages. Recevant dimanche le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Markack Goulding, le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk al Chareh, rappelait d'ailleurs que « les circonstances favorables pour résoudre l'affaire des otages dépendent des Etats-Unis et de leur attitude ».

Ce cadeau iranien prouve aussi l'importance de fait qui s'est renforcée dernièrement à propos du Liban entre la Syrie et l'Iran. Damas paraissant consentir actuellement un rôle politique sur la scène libanaise à Téhéran. « Si la rentrée récente des pasdaran iraniens au Liban s'est faite en fonction des intérêts locaux syriens, elle répondait aussi à une demande de Téhéran », affirme à ce propos un responsable politique libanais qui souligne l'aide apportée par l'Iran aux partis nationaux libanais qui ont fait le voyage de Téhéran, il y a une quinzaine de jours. En donnant le premier rôle à la Syrie, l'OJLR exclut aussi en quelque sorte l'Algérie, ce qu'on interprète à Beyrouth comme la réponse de Damas au rapport du triumvirat arabe sur le Liban publié à Alger et qui la mettait en cause pour son attitude dans le pays du cèdre.

Les termes de la négociation posée, les principaux acteurs désignés, il reste maintenant à accomplir le plus difficile : faire aboutir ce vaste marchandage qui nécessitera des concessions de part et d'autre. La volonté semble toutefois s'être, et, dès samedi, l'ambassadeur d'Algérie au Liban, M. Hassanoui, nous déclarait : « On s'achemine aujourd'hui vers un règlement global de l'affaire des otages car il existe une nouvelle attitude de compréhension sur la scène internationale et régionale. Les Etats importants veulent aider à résoudre cette affaire dans un cadre politique global et non seulement dans le cadre sécuritaire ».

Pour sa part, l'ambassadeur d'Union soviétique à Beyrouth, M. Kolotcha, affirmait aussi samedi que « les contacts pour régler la question des otages ont progressé de manière substantielle ».

De l'enlèvement du cheikh Obeid, dont on se demande de plus en plus s'il n'a pas été concerté avec Washington pour ouvrir le dossier des otages au moment même où M. Rafsanjani prenait ses nouvelles fonctions à Téhéran, à un éventuel règlement de l'affaire qui devra inclure les soldats israéliens, la route sera sans aucun doute encore très longue et les embûches et rebondissements nombreux.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Deux jeunes Palestiniens tués à Gaza. — Des affrontements entre manifestants et militaires israéliens dans les camps de réfugiés de Shatit et Jabalya, dans la bande de Gaza, ont fait un mort, un jeune homme de quinze ans, et dix blessés parmi les Palestiniens, dimanche 6 août. Un autre Palestinien âgé de seize ans est mort des suites de ses blessures.

Dimanche matin, un soldat israélien avait été blessé par un cocktail Molotov à Naplouse (Cisjordanie). Dans cette même région, près de Tulkarim, le corps d'un Palestinien, assassiné apparemment pour collaboration avec les autorités israéliennes, a été découvert samedi. Dans la nuit de vendredi à samedi, deux prisonniers palestiniens du camp de Katziot (Négev) avaient été tués par leurs codétenus, qui les soupçonnaient de collaboration avec Israël. — (AFP, Reuters.)

Europe

URSS

Les mineurs de Vorkouta, en Sibérie, ont repris le travail

Après une grève de vingt-quatre heures, les mineurs de Vorkouta, dans le nord de la Sibérie, ont décidé « à l'unanimité », selon l'agence Tass, de reprendre le travail dimanche 6 août. Les ouvriers de onze des treize puits du centre minier avaient débarrayé samedi pour appuyer leurs revendications relatives aux salaires et à l'autonomie économique de leurs entreprises. Ils reprochaient en particulier aux autorités de ne pas avoir tenu les promesses faites le mois dernier aux grévistes et à l'administration des mines de la ville. Ils ont mis fin à leur mouvement après avoir pris connaissance des documents adoptés par le gouvernement « qui remplissent leurs exigences ».

Bien que les ouvriers se soient engagés à ne plus faire grève avant la fin de l'année, le chef du parti

communiste de la région bouillière de Kouzbass, en Sibérie, n'exclut pas « une nouvelle vague de mécontentement ». Dans une interview publiée dimanche 6 août par *Sovetskaya Rossiya*, M. Alexandre Melnikov estime que « les événements de juillet n'ont rien appris à Mikhaïl Tchichadov », le ministre soviétique de l'Industrie du charbon. « L'autonomie comptable des mines amorce ces derniers jours, ajoute-t-il, ne sera possible dans la pratique qu'à la faveur d'un changement de toute la structure de la direction du pays, actuellement en préparation. Or nous craignons que ces changements ne soient préparés de la pire manière ». « Les mineurs n'ont rien à perdre », déclare M. Melnikov, et ils ont montré en juillet qu'ils connaissent les vraies racines des problèmes. — (AFP.)

URSS : deux Arméniens tués en Azerbaïdjan. — Deux Arméniens ont été tués jeudi 3 août à Bakou, la capitale de la République caucasienne d'Azerbaïdjan, au cours de heurts avec des Azeris, a-t-on appris lundi de source officielle. « Des bagarres ont éclaté dans un quartier peuplé d'Arméniens, et deux Arméniens ont été tués, tandis que des Azeris étaient blessés », a précisé M. Moussa Mamedov, porte-parole du ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères.

Un membre du centre des relations culturelles de Bakou, M. Navin Ragimov, a précisé qu'un Azeri avait notamment été blessé à coups de couteau dans une bagarre. « Les Azeris ont alors décidé de se venger. Ils ont incendié une maison et tué deux Arméniens », a indiqué M. Ragimov, ajoutant que l'armée, qui maintient toujours le couvre-feu à Bakou, n'est pas intervenue. — (AFP.)

HONGRIE

Deux nouveaux sièges pour l'opposition lors d'élections partielles

Deux candidats du mouvement indépendant du Forum démocratique de Hongrie (MDF) ont remporté à une large majorité, samedi 5 août, le deuxième tour des élections partielles organisées dans quatre villes à la suite du départ de plusieurs députés, selon les résultats officiels publiés dimanche.

MM. Erno Raffay, maître assistant à l'Université, et Jozsef Debreczeni, enseignant, tous deux membres du MDF, ont été élus à Szeged (sud) et, Kecskemet (centre) avec respectivement 61,53 % et 70,41 % des suffrages, battant les candidats communistes du PSZH, qui ont obtenu 21,93 % et 19,19 %, et ceux du Front populaire (regroupant les organisations officielles), qui ont recueilli 16 % et 9,83 % des voix. A Kiskunfélegyháza, le candidat du PSZH est de nouveau arrivé en tête avec 38,59 % des suffrages, mais le taux de participation, inférieur à 50 %, était insuffisant pour son élection.

Le premier tour de scrutin, qui avait eu lieu le 22 juillet (*Le Monde* du 25 juillet), n'avait pas donné de résultats dans ces villes en raison de la faible participation au vote. Seul le pasteur protestant Gabor Roszik, membre du MDF et candidat d'une alliance entre ce mouvement et deux autres organisations indépendantes, avait été élu dès le premier tour à Godollo (nord de Budapest). — (AFP.)

Le Hezbollah tente de relancer la polémique sur la libération d'Anis Naccache

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Hussein Moussawi, l'un des principaux dirigeants du Hezbollah, est revenu sur les promesses faites, selon lui, par Paris à propos d'Anis Naccache. M. Moussawi, dont les déclarations risquent de relancer la polémique franco-française, a en effet affirmé : « MM. Chirac et Mitterrand s'étaient engagés à faire certaines choses, mais ils ne sont revenus. Tout le monde a entendu avant le 14 juillet M. Chirac conseiller [au] gouvernement d'adopter une certaine position au sujet d'Anis Naccache et d'autres. Il y a eu échange de services : les Iraniens se sont occupés des intérêts français à travers leurs bonnes relations avec les musulmans du Liban et les Français devaient en contrepartie faire quelque chose. Ils ont rempli certains engagements mais en ont renié d'autres ».

Le 14 juin dernier M. Jacques Chirac avait estimé qu'il faudrait « réfléchir à l'opportunité » de libérer Anis Naccache à l'occasion du 14 juillet, car, avait-il dit, « nous sommes en période de tension et il ne faudrait pas rajouter des raisons qui risqueraient de faire de nous des cibles du terrorisme ».

Cette « petite phrase » avait déclenché une violente polémique, notamment entre M. Pasqua, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac, et

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

M. Pasqua avait en effet affirmé à ce sujet : « Nous n'avons pris aucun engagement. Nos prédécesseurs [les socialistes] en avaient pris. J'en suis certain. Des engagements ont été pris sur Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah. » Démentant sèchement cette affirmation, M. Dumas avait, pour sa part, répliqué qu'il n'était « pas sûr » que le gouvernement de M. Chirac n'ait pas pris ce genre d'engagement « entre 1988 et 1989 ».

Interrogé le 14 juillet, M. François Mitterrand, dont dépend la grâce d'Anis Naccache, avait déclaré : « Je jugerai en conscience, en mettant dans les deux plateaux de la balance le souci de mettre un terme à une période tragique, mais en même temps un souci de justice, car je dois penser aux victimes ».

Anis Naccache est condamné à perpétuité en France pour un attentat manqué contre l'ancien premier ministre iranien, M. Chahpour Bakhtiar, au cours duquel un policier et une passante ont été tués. Georges Ibrahim Abdallah purge aussi une peine à perpétuité pour son implication dans l'assassinat de Charles Ray, attaché militaire à l'ambassade des Etats-Unis, et celui du deuxième conseiller de l'ambassade d'Israël, Yacov Barsimantov, en janvier et avril 1982 à Paris.

F. C.

لبنان في الحاضر

Proche-Orient

LIBAN

Deux fillettes noyées lors d'un bombardement syrien sur Jounieh

JOUNIEH
de notre envoyée spéciale

Lors d'une tentative de leurs parents pour quitter l'enfer de Beyrouth, deux fillettes, Maria, deux ans et demi, Roula, dix-huit mois, sont mortes noyées, dimanche 6 août à 1 heure du matin.

C'est au moment de l'embarquement des trois cent trente passagers qui, chaque nuit, prennent d'assaut le *Santa-Maria*, l'hydroglisseur qui assure depuis le 17 mai la seule liaison entre le pays chrétien et Chypre, que deux corps sont tombés dans le port de Jounieh. La plupart des passagers étant à bord, le capitaine norvégien s'est éloigné du quai d'environ 200 mètres, et deux chaloupes ont pris en charge la vingtaine de candidats au départ restants pour les conduire à bord.

C'est alors qu'une nouvelle salve de quarante fusées Grad est tombée à proximité des bateaux, déclenchant une panique indescriptible parmi les passagers, dont certains se sont jetés à l'eau. Une des chaloupes a plus ou moins chaviré sous l'effet du souffle comme de la paille. Grâce aux portefaix qui s'y trouvaient avec des bagages, les passagers ont pu être sauvés, mais manquaient à l'appel les deux petites filles, dont la mère s'est retrouvée à Chypre, où le *Santa-Maria* a accosté à l'aube, et le père, Nabil Azar, reste sur le quai de Jounieh.

Un hélicoptère de l'armée a repêché dimanche matin le corps de Roula, et les recherches effectuées à la fois par l'armée et la milice chrétienne des Forces libanaises, qui contrôlent la liaison Jounieh-Larnaca, n'avaient pas abouti pour retrouver sa sœur.

C'est la première fois depuis l'ouverture de cette liaison par

hydroglisseur que des passagers sont ainsi pris sous le feu de l'artillerie syrienne, qui, chaque soir, bombarde le littoral du pays chrétien pour empêcher l'arrivée d'armes irakiennes aux forces du général Michel Aoun, chef du gouvernement de militaires chrétiens.

Choisi pour sa rapidité (80 kilomètres-heure), ses dimensions réduites et sa grande maniabilité, le *Santa-Maria* a remplacé les deux ferries qui ne pouvaient plus sans risque accoster au port de Jounieh et qui restaient au large, le transbordement des passagers s'effectuant par barques.

Cet accident, qui s'est produit au moment où d'autres bateaux approchaient de Jounieh et des ports du pays chrétien, « ne remet pas en cause le fonctionnement du *Santa-Maria* », nous a affirmé dimanche matin un responsable du port : « En ce moment, il faut à peu près une semaine d'attente pour obtenir une place sur l'hydroglisseur, et chaque jour nous avons environ mille demandes pour trois cents sièges.

En ce dimanche matin enssoleillé, à l'endroit même où sont mortes Maria et Roula, des jeunes font du pédalo ou de la planche à voile, tandis que d'autres se baignent sur la plage.

Dans le port de Jounieh, le *Kalamaki*, vieux bateau de moyen tonnage qui fait partie de la petite flotte de navires achetés notamment par les Forces libanaises pour assurer le ravitaillement en matières de première nécessité du pays chrétien, décharge comme chaque jour sa cargaison d'essence dans la base militaire de Jounieh, où une noria de camions-citernes la transporte dans des réserves plus sûres.

F. C.

IRAN

L'ayatollah Khamenei a été réélu guide de la République islamique

Près de deux mois après sa désignation comme guide spirituel de l'Iran, en remplacement de l'ayatollah Khomeiny, l'ayatollah Khamenei a été, dimanche 6 août, réélu dans ses fonctions de guide de la République islamique par l'assemblée des experts, organe chargé par la Constitution iranienne de désigner la succession de l'imam.

Selon la radio de Téhéran, l'assemblée des experts, composée de quatre-vingt-trois religieux, a entériné cette décision intervenue le 4 juin, au lendemain de la mort de l'imam, en désignant l'ayatollah Khamenei comme guide et successeur de l'ayatollah Khomeiny, après « avoir tenu compte des qualités, responsabilités et prérogatives du guide contenues dans la nouvelle Constitution ».

Aucune explication officielle n'a été fournie sur les raisons de cette réélection, mais le président de l'assemblée des experts, l'ayatollah Mechkin, a affirmé, en s'adressant à M. Khamenei à l'issue du vote de dimanche, que sa « réélection au poste de guide avait été faite en vue de dissiper les doutes malveillants qui avaient pu subsister concernant le vote du 4 juin, stabilisant ainsi [son] élection ».

ÉGYPTE

Ouverture du procès de cinquante-quatre militants islamistes

LE CAIRE
de notre correspondant

Le procès de cinquante-quatre membres présumés de l'organisation extrémiste Al Djihad s'est ouvert, dimanche 6 août, au Caire, devant la Cour supérieure de la sécurité de l'Etat. Les accusés ont notamment été inculpés de tentatives de meurtre contre trois policiers et d'attentats à la bombe.

Deux engins de fabrication artisanale avaient explosé, de nuit, en avril, dans un théâtre de Fayoum. Estimant que les maximalistes qualifiés étaient responsables de l'attentat qui n'a fait que des dégâts matériels, la police a procédé à un coup de filet dans les milieux islamistes, arrêtant notamment le cheikh Omar Abdel Rahman, figure de proue des radicaux de la Charia. De violentes manifestations, après cette arrestation, avaient entraîné l'arrestation préventive de mille cinq cents personnes soupçonnées d'appartenir à Al Djihad au Fayoum et en Haute-Egypte (le Monde du 27 avril). Le cheikh Omar Abdel Rahman, qui avait été inculpé plus tôt lors de l'assassinat du président Sadate en 1981, est le principal accusé dans ce procès.

A. B.

La décision prise alors par l'assemblée des experts avait en effet surpris, car elle contredisait les articles 5 et 107 de la Constitution prévoyant que le nouveau guide religieux doit être une « source d'imitation ». C'est-à-dire posséder de hautes qualifications religieuses, avoir « les mêmes qualités que l'imam » et « être universellement reconnu et respecté ». Trois conditions que manifestement ne remplissent pas M. Khamenei. Par la suite, plusieurs voix se sont élevées en Iran et à l'étranger pour affirmer que le vote du 4 juin était anti-constitutionnel.

Tel était l'avis de M. Bazargan, le chef de l'opposition légale qui avait affirmé dans une déclaration rendue publique vers la mi-juillet qu'en acceptant ses fonctions de guide, M. Khamenei avait renié le serment qu'il avait prêté en tant que président de la République de « défendre la Constitution » et s'était donc disqualifié comme président et guide de la République islamique. De plus, l'authenticité de la lettre posthume de l'ayatollah Khomeiny affirmant que son successeur ne devait plus être nécessairement une « source d'imitation » avait été mise en doute (le Monde du 29 juillet).

En annonçant la réélection de l'ayatollah Khamenei, la radio iranienne n'a pas fait état de cette lettre, mais on peut penser que les remous provoqués par ce document contesté ont poussé les membres de l'assemblée des experts à vouloir « régulariser » la désignation du nouveau guide de la République islamique pour la rendre conforme aux stipulations de la Constitution amendée qui n'exige plus du guide qu'il soit une « source d'imitation ».

Par ailleurs, un des chefs de file des « durs », le ministre de l'Intérieur Ali Akbar Mohtashami, semble avoir lancé un défi au président Rafsanjani, en estimant que ce dernier ne pouvait entrer en fonction tant que l'ayatollah Khamenei n'avait pas abandonné officiellement la présidence. « Également, son excellence l'ayatollah Khamenei est président jusqu'à la fin de son mandat le 9 octobre à moins qu'il ne démissionne de son poste avant cette date », que M. Rafsanjani prête le serment constitutionnel devant le Parlement et commence officiellement son travail », a souligné M. Mohtashami dans une déclaration faite à l'agence iranienne IRNA.

La réponse à cette objection, conforme à la Constitution, n'a pas tardé et le journal *République islamique* a annoncé dimanche que le nouveau président iranien Ali Akbar Mohtashami préférait le serment vers le 15 août devant le Parlement islamique.

J. G.

La crise entre la Belgique et le Zaïre, ouverte fin novembre à la suite d'un voyage houleux du premier ministre belge à Kinshasa, s'est terminée le 28 juillet à Rabat (le roi du Maroc avait été chargé d'une mission de médiation) avec la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties. Si le Zaïre renonce à toutes les mesures qu'il avait envisagées à l'encontre de la Belgique, celle-ci consent un effort remarquable en vue d'alléger la dette de son ancienne colonie.

BRUXELLES
de notre correspondant

Le différend avait pris corps à cause de la dette. Lors de son voyage en novembre au Zaïre, M. Wilfried Martens avait, dans un premier temps, annoncé un réchauffement que le maréchal Mobutu jugeait bien peu généreux. Le premier ministre belge consentit alors un effort supplémentaire, qui fut sévèrement critiqué en Belgique et au sein même de son gouvernement. Piqué au vif, le président zaïrois annonça une série de décisions, mais que le Zaïre dans un autre pays des biens que les ressortissants zaïrois possédaient en Belgique :

départ des étudiants zaïrois du royaume ; démantèlement du siège de certaines sociétés zaïroises ; réduction des fréquences accordées à Kinshasa à la compagnie d'aviation belge, la SABENA ; menaces sur le raffinage du cuivre zaïrois par une filiale de la Société générale de Belgique.

Le gouvernement belge, long à réagir, décida pour sa part, après de nombreuses tentatives de conciliation, de ne plus lancer de nouveaux projets de coopération avec le Zaïre. Ce dernier demanda ensuite un examen du « contentieux » global existant, selon lui, entre les deux pays depuis la décolonisation, le maréchal Mobutu estimant que son pays avait été lésé par la Belgique lors des accords d'indépendance. Le roi du Maroc accepta alors une mission de médiation qui faillit tourner court, les Belges n'acceptant en aucune manière de revenir sur l'histoire de la décolonisation.

Peu à peu, pourtant, au cours d'entretiens officiels à Dakar, lors du sommet des pays francophones, au cap Martin, lieu de résidence d'été du maréchal Mobutu, comme à Paris ou à Rabat, les négociations parvinrent à rapprocher les positions pour conclure par la signature d'un protocole d'accord. La Belgique annule la dette publique du Zaïre à son égard, soit 5 milliards de francs belges (environ 800 millions de

francs français) et accepte aussi — ce qui constitue une première — de réduire de près de 6 milliards de francs belges la dette commerciale, qui se monte à 17 milliards de francs belges, contractée auprès de sociétés privées (mais qui se sont assurées auprès d'un organisme public belge). De plus, les intérêts portant sur les 11 milliards de francs belges restants pourront être payés en zaïres et non plus en devises, et serviront à alimenter un fonds d'aide au développement. Quant aux Zaïrois, ils renoncèrent à toutes les mesures discriminatoires envisagées, à la grande satisfaction des sociétés belges concernées, mais aussi des citoyens zaïrois installés en Belgique, particulièrement des étudiants.

Sang-froid

Il est difficile de déterminer qui sort gagnant, ou perdant, de cette crise. Si le maréchal Mobutu obtient plus que satisfaction en ce qui concerne la dette, il a, en revanche, totalement échoué dans sa volonté d'ouvrir le dossier de la décolonisation. S'il a accepté de renouer tous ses liens avec la Belgique, c'est aussi, semble-t-il, parce qu'il a compris qu'aucun autre pays, la France particulièrement, n'avait envie, comme il l'imaginait au préalable, de remplacer la Belgique. Une leçon que tous les Africains devraient méditer.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Afrique

ZAIRE : après huit mois de brouille

Les relations entre Kinshasa et Bruxelles reviennent au beau fixe

Le maréchal Mobutu avait peut-être aussi surestimé l'importance que les responsables politiques et économiques belges eussent eue, de nombreux dirigeants flamands n'auraient pas vu d'un mauvais œil la rupture nette des relations avec le Zaïre, pays francophone, ce qui aurait permis un rééquilibrage « linguistique » de la coopération belge. De même, de nombreux hommes d'affaires semblaient plus tentés par les marchés prometteurs du Sud-Est asiatique.

Bruxelles a géré cette crise avec sang-froid et un sens remarquable de la mesure et du compromis. Aggravée par Kinshasa, la Belgique fait figure de précurseur, puisqu'elle est le seul pays à avoir accepté une réduction de la dette commerciale d'un pays en voie de développement. A cet égard, la crise ouverte par les autorités zaïroises se révèle peut-être bénéfique pour l'ensemble des pays pauvres.

Dernière pièce au dossier : le maréchal Mobutu a décidé de faire don à l'Etat zaïrois des propriétés qu'il possédait personnellement en Belgique. Cinq d'entre elles : le roi Léopold II n'avait-il pas jadis décidé d'offrir tout simplement le Congo belge tout entier, qui était alors sa propriété personnelle, à la Belgique ?

AFRIQUE DU SUD : à l'approche des élections législatives

La campagne de désobéissance civile contre l'apartheid prend de l'ampleur

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La campagne de l'opposition extraparlementaire contre la ségrégation raciale dans la vie quotidienne, qui a débuté, le 2 août, par les hôpitaux (le Monde du 4 août), semble devoir faire tache d'huile, comme l'avait annoncé, dès la semaine dernière, le Mouvement démocratique de masse (MDM), qui rassemble les mouvements anti-apartheid. Dans l'immédiat, le Syndicat national des mineurs noirs (NUM) s'est joint à la campagne afin d'obtenir des sociétés minières qu'elles ouvrent leurs installations à toutes les races. A l'heure actuelle, en effet, mineurs blancs et noirs disposent de cautions, toilettes et vestiaires distincts. Cette action a déclenché une guerre de communications entre le syndicat (qui revendique quelque 200 000 membres) et la plus importante des compagnies minières, l'Anglo-American Corporation (AAC), qui se flatte d'être à la pointe de la lutte contre l'apartheid, mais que le NUM accuse de l'hypocrisie la plus totale.

La multinationale a expliqué la persistance de l'apartheid dans ses mines en affirmant qu'un décret adopté, l'an dernier, par le gouvernement obligeait le patronat à obtenir l'accord de toutes les parties concernées avant de prendre une mesure de déségrégation, ce qui donne un droit de veto aux syndicats de mineurs

blancs, connus pour leur ultraconservatisme. Le patronat minier a fait appel aux tribunaux pour obtenir l'abrogation de ce décret mais, pour l'instant, entend suspendre scrupuleusement la loi, ce qui a déjà entraîné des frictions avec les mineurs noirs. L'un d'entre eux pourrait, par exemple, faire l'objet de mesures disciplinaires pour avoir préparé du thé dans une cuisine réservée aux blancs.

Se tenir prêt

En outre, les principaux chefs de file des Eglises protestantes d'Afrique du Sud ont appuyé sans réserve l'action du MDM. Le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, a ainsi indiqué que les Eglises projetaient, dans les deux mois à venir, des « actions ciblées », sans plus de détails. A cet égard, se trouvait l'archevêque du Cap, Mgr Desmond Tutu.

Mis bout à bout, ces événements confirment le regain de militantisme de l'opposition noire à l'approche des élections législatives du 6 septembre, réservées aux minorités blanches, indiennes et métisses. L'état d'urgence est toujours en vigueur et les restrictions prises à l'encontre des organisations anti-apartheid les plus importantes le sont aussi. Mais ces organisations ont visiblement décidé d'ignorer ces restrictions, avec l'apparente conviction que le pouvoir, qui cherche actuelle-

ment à convaincre les gouvernements occidentaux de sa bonne foi réformatrice, ne peut se permettre de déclencher une nouvelle vague de répression. Elles ont, toutefois, pris certaines précautions.

Des propos des dirigeants de l'opposition noire, il ressort que ce militantisme retrouvé a deux raisons. Il y a, d'abord, les élections du 6 septembre, qu'ils contestent puisque les trois quarts de la population en sont exclus. On sait que le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a d'ores et déjà annoncé une « action de masse » d'une semaine à compter du 1^{er} septembre.

Mais cette campagne répond aussi au désir de l'opposition noire d'être prête pour le cas où Pretoria et le Congrès national africain (ANC) entameront des pourparlers. On en est, certes, encore très loin, les deux camps mettant des conditions qui semblent exclure toute possibilité de discussion. Mais même l'ANC et ses

alliés ne considèrent pas cette éventualité comme complètement insensée, puisqu'un débat se déroule en leur sein depuis plusieurs semaines afin de définir une stratégie. La réponse, le 5 juillet au Cap, entre le président Pieter Botha et le chef historique de l'ANC, M. Nelson Mandela (qui est entré, samedi 5 août, dans sa vingt-huitième année d'emprisonnement), n'a fait qu'accroître, au sein de l'opposition noire, le sentiment qu'il est urgent de se préparer, au cas où. Or cette opposition est consciente qu'elle ne peut négocier avec Pretoria dans la position de faiblesse où elle se trouve actuellement. D'où cette décision de reprendre l'initiative afin de placer le pouvoir sur la défensive avec une campagne qui rappelle beaucoup la campagne de désobéissance civile des années 1952-1953 organisée par Nelson Mandela et l'ANC, alors légale. — (A.F.P.)

● Frontière électrifiée avec le Botswana. — Une clôture électrique installée par l'armée sud-africaine pour empêcher l'infiltration de « terroristes » s'étend désormais, sur une longueur de 23,6 kilomètres, l'Afrique du Sud et le Botswana. L'information a été confirmée, dimanche 6 août, par un porte-parole des forces armées sud-africaines. Cette clôture, parcourue par un courant de 20 000 volts, est la troisième du genre. — (A.F.P.)

● TUNISIE : nouvelle opération pour l'ex-président Bourguiba. — L'ex-président Habib Bourguiba, opéré le 19 juillet de la prostate, devra subir, dans les jours à venir, une nouvelle opération chirurgicale, s'en est assuré, dimanche 6 août, le service médical. M. Bourguiba, âgé de quatre-vingt-six ans, et qui est hospitalisé depuis vingt jours à Tunis, souffre toujours d'une rétention d'urine, et une deuxième opération est nécessaire. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Visite éclair de M. Chevvardnadze

L'Union soviétique continuera à aider le régime de Kaboul à « défendre la République » à rapporté dimanche 6 août, dans la soirée, l'agence Tass, à l'issue d'une visite éclair « de travail » en Afghanistan de M. Edouard Chevvardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. Le chef de la diplomatie soviétique, qui a quitté dimanche soir Kaboul, où il était arrivé en milieu de journée, a transmis au président Najibullah un « message personnel amical » de M. Michail Gorbatchev, a indiqué l'agence officielle soviétique dans une dépêche datée de Kaboul.

« L'URSS soutient pleinement la politique du gouvernement afghan, et elle continuera à fournir à l'Afghanistan une assistance multiple pour son développement économique et culturel, ainsi que pour la défense de la République », a précisé Tass.

« Cinq mois ont passé après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, et nous avons décidé de dresser un bilan avec le président Najibullah », a par ailleurs indiqué M. Chevvardnadze, dans une interview à la télévision soviétique diffusée dimanche soir, insistant sur la nécessité de parvenir à un « règlement politique du conflit afghan ». « Lorsque l'URSS a décidé de retirer ses troupes d'Afghanistan, elle a également décidé que nous accorderions à Kaboul une aide morale, économique et matérielle », a ajouté le

ministre soviétique des affaires étrangères.

D'importants tirés de roquettes sur la capitale afghane, faisant huit morts et vingt-cinq blessés, se sont produits au moment de la visite de M. Chevvardnadze. Les moudjahidines afghans ont intensifié leurs attaques en particulier contre la capitale afghane, où au moins cent cinquante civils ont été tués et cinq cents autres blessés au cours du mois de juillet, selon les autorités de Kaboul. — (A.F.P.)

Bénin

Une femme au gouvernement

Une femme et un avocat ont fait leur entrée dans le nouveau gouvernement béninois, lequel compte moins de militaires et moins de responsables du Parti révolutionnaire du peuple béninois (PRPB) que le précédent. M^{me} Karimou Rafatou, nouveau ministre de la santé publique, est la première femme ministre du Bénin. Enseignante, elle préside l'Organisation des femmes révolutionnaires. Quant à M^{me} Robert Dossou, bâtonnier des avocats, il a accepté le portefeuille du plan, de la statistique et de l'analyse économique. Le président Mathieu Kérékou conserve le portefeuille de la défense et a introduit au gouvernement deux hommes qui lui sont proches. Ainsi, le directeur de son cabinet civil, M. Daniel Tawera, devient ministre des affaires étrangères et de la coopération. — (A.F.P.)

Mozambique

Premiers pourparlers avec la RENAMO

M. Afonso Dhlakama, chef des rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), et d'autres hauts dirigeants de ce mouvement devaient rencontrer, en ce début de semaine à Nairobi, des représentants mozambicains. Mais ils n'auront, pour l'instant, aucune conversation directe avec le gouvernement de MAPUTO. Invités par le président kényan, M. Daniel Arap Moi, les dirigeants de la RENAMO doivent aborder avec leurs interlocuteurs le problème des pourparlers de paix avec un gouvernement qu'ils combattent depuis quatorze ans. Dans le même temps, le président zimbabwésien, M. Robert Mugabe, est arrivé à Nairobi pour y rencontrer son homologue kényan. Les deux chefs d'Etat ont été sollicités par Maputo comme médiateurs dans le conflit. — (Reuters.)

Turquie

Le gouvernement annonce un assouplissement du régime pénitentiaire

La modification de la réglementation des prisons, annoncée samedi 5 août par le ministre turc de la justice, n'a pas fait baisser le terrorisme dans les pénitenciers. Dans la région d'Izmir par exemple, quinze détenus

de la prison d'Aydin poursuivaient dimanche leur grève de la faim commencée il y a trente-neuf jours. Ils protestent en particulier contre la « circularité du 1^{er} août 1988 » sur la sécurité à l'intérieur des prisons, qualifiée d'« inhumaine » par l'Association turque de droits de l'homme (ATDLH).

Les changements annoncés par le gouvernement concernent certains articles de cette circulaire relative à la diffusion des journaux dans les prisons et le secret des conversations entre avocats et détenus. Le ministre de la justice a également indiqué que deux commissions seraient mises en place pour mettre les nouvelles mesures « en conformité » avec les règlements européens. Cinq jours après le décès de deux prisonniers, l'opposition et les groupes de défense des droits de l'homme en Turquie ont jugé ces modifications « insuffisantes ». — (A.F.P.)

Publicité

FRANCE - MONDE ARABE : 20 ANS DE VŒUX PIEUX ?

L'amen de deux décennies d'engagement français au Proche-Orient, entamées avec brio par le Général de Gaulle, dégage une impression d'amertume. Des objectifs ambitieux, des moyens substantiels, mais des résultats négligeables. Pourquoi un tel décalage ? Une enquête de J.-P. Chagnolland, codirecteur de la Faculté de droit de Nancy. Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy - 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Asie

CHINE : une exposition à Pékin

Les « preuves » de la « conspiration anticomuniste »...

PÉKIN
de notre correspondant

On ne pensait pas revoir à Pékin sur un écran de télévision, même en circuit fermé, cette image emblématique de l'insurrection de juin montrant un civil s'interposant sur le chemin des chars au point de leur faire s'arrêter à plusieurs reprises. Pourtant, c'est d'un certain côté que l'on a vu un film vidéo projeté ces jours-ci dans le cadre d'une exposition consacrée à « l'écrasement de la rébellion contre-révolutionnaire » au Musée d'histoire militaire. L'exposition en soi tout à fait extraordinaire en regard des habitudes du régime : ses précédentes crises n'avaient donné lieu à aucune manifestation de ce type, les responsables de la propagande s'ingéniant au contraire à faire disparaître le passé plutôt qu'à le préserver.

La petite histoire veut que l'exposition ait été ordonnée par M. Yang Shangkun, chef de l'Etat, qui, selon un journal bien informé de Hongkong, aurait menacé de faire passer par les armes quiconque se serait montré indigne quant à l'opportunité de célébrer ainsi la fête de l'armée, le 1^{er} août. M. Yang est d'ailleurs montré, encadré par les membres du nouveau bureau politique, sur une des grandes photographies qui concluent la rétrospective pour démontrer comment la République populaire a été sauvée de la ruine. Cependant, l'ambiance régnant dans les vastes salles du musée militaire conduit à se demander si cette exposition n'a pas un effet inverse à celui recherché, qui est de glorifier l'action de l'armée sous les ordres de M. Deng Xiaoping.

Les visiteurs ne se pressent pas particulièrement devant les panneaux photographiques et vitrines illustrant la gratitude de la population envers la troupe venue délivrer Pékin du « chaos contre-révolutionnaire ». Les marques de cette gratitude — cadeaux de civils aux soldats, friandises, chapeaux de coton, un parasol contre le soleil torride des longues heures de faction, une carotide ayant servi à transporter des mil-

itaires blessés — n'attirent guère le Pékin, et le provincial y jette tout juste un bref coup d'oeil.

En revanche, on se presse devant les vitrines exposant avec la plus désarmante ingénuité les preuves du caractère « antisocialiste » du soulèvement : citations intégrales des dissidents en vue, carnets de notes personnelles des agitateurs étudiants, banderoles et drapeaux, bandeaux serre-tête frappés des slogans du mouvement — « A bas la corruption », « Vive la démocratie » — et autres démonstrations symboliques et matérielles de soutien de ces forces « réactionnaires » extérieures, notamment de Hongkong, que le régime dénonce aujourd'hui : vivres et fonds recueillis par les occupants de la place Tiananmen, deux boîtes de lait entier, des radiocassettes, des messages d'encouragements... A l'appui de la thèse du complot soutenu par l'Occident, les photographies de deux journalistes américains expulsés, prouvant leurs contacts avec des dissidents : ils sont présents à des rassemblements publics d'agitateurs.

Un invraisemblable inventaire

Que pense donc le visiteur, venu individuellement ou en famille pour les civils, en groupe transporté en autocar pour les militaires, de cet invraisemblable inventaire de l'insurrection qui comprend également un assortiment important d'armes de guerre confisquées — « volées » — avec leurs munitions par les insurgés ou soldats ? Impossible à déterminer dans ces lieux où l'atmosphère n'est pas à la discussion libre. Certains prennent des notes sur le contenu des tracts, des revues de Hongkong où les dissidents se sont exprimés, ou se poussent du coude devant telle ou telle photo particulièrement parlante. La foule assise face à l'écran géant de vidéo retient son souffle devant les évolutions du civil et du char tandis que la voix de la commentatrice donne le la de la propagande officielle.

Une chose est certaine : l'exposition ne se donne même pas la

peine de chercher à convaincre sérieusement les indécis ayant pu douter du Parti communiste. Les violences physiques commises par des insurgés contre des soldats n'y sont même pas exposées dans l'horreur crue à laquelle la télévision s'était adonnée sur le moment en diffusant par exemple les images de cadavres émasculés et brûlés. L'exposition paraît plutôt destinée à rassurer, par l'énoncé sans nuance d'une thèse peu crédible, les éléments de la société qui sont prêts à accepter sans discuter la vérité des médias. A moins que l'armée dans son ensemble n'ait pas jugé opportun de prendre trop ouvertement parti pour cette vérité d'aujourd'hui ?

Dans la cour du musée, des familles se pressent en photo devant les carcasses rouillées de quelques-uns des engins blindés détruits par la foule dans la nuit du 3 au 4 juin. A côté, trône une petite berline japonaise blanche offerte aux agitateurs étudiants par une compagnie d'informaticiens chinois qui s'était déclarée favorable au mouvement contestataire. Preuve de la « conspiration anticomuniste », comme l'affirme l'argumentaire officiel ? Ou rappel du désarroi profond dans lequel est plongée la population chinoise devant le dernier zigzag en date du régime ? A tant faire état de son bon droit, celui-ci est peut-être en train de fournir des arguments à ses opposants.

FRANCIS DERON.

● CHINE : dix Tibétains condamnés. — Dix Tibétains ont été condamnés à des peines de prison de moins de deux à trois ans pour destruction de biens, participation à des émeutes et « activités contre-révolutionnaires » lors des manifestations anti-chinoises de mars dernier, qui s'étaient soldées par la mort d'au moins seize personnes à Lhassa, a rapporté dimanche 6 août l'agence Chine nouvelle. Celle-ci a également fait état d'une déclaration d'un haut responsable communiste tibétain, M. Ngapoi Ngawang Jigme, laissant entendre que Pékin n'a pas encore l'intention de lever la loi martiale, en vigueur dans la capitale tibétaine depuis bientôt cinq mois. — (AFP, Reuters)

JAPON

Manifestation pour le quarante-quatrième anniversaire d'Hiroshima

Le quarante-quatrième anniversaire du bombardement atomique américain qui a mis fin à la seconde guerre mondiale a été marqué, dimanche 6 août, à Hiroshima par une cérémonie rassemblant cinquante-cinq mille personnes, qui ont lancé un appel à l'interdiction immédiate des armes nucléaires.

Le maire de la ville, M. Takeshi Araki, a affiché, face au monument à la mémoire des victimes, une liste des noms des 4424 personnes décédées depuis un an et considérées comme victimes de l'explosion. Ce qui porte à 157071 le bilan officiel des morts des suites du bombardement du 6 août 1945. Leur mémoire a été saluée par une minute de silence des participants à la cérémonie, qui s'est déroulée dans le Parc de la paix.

Le premier ministre japonais, M. Souda Uno, rappelant que l'accord soviéto-américain sur l'élimination des armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) a pris force l'an dernier, a déclaré que « les armes nucléaires stratégiques doivent être réduites et les armes chimiques totalement interdites ».

Le chef du gouvernement a ajouté que le Japon allait jouer un rôle plus actif au sein de la communauté internationale pour apporter sa contribution à l'instauration de la paix et de la sécurité.

M. Araki a lu une déclaration de paix demandant notamment que « les armes nucléaires soient bannies ». « Hiroshima a servi à maintes reprises d'avertissement sur l'impossibilité d'une coexistence des êtres humains et des armes nucléaires. Cet appel a produit un effet sur l'opinion mondiale, à la suite de quoi des négociations pour la réduction des armes furent engagées », a souligné le maire. — (AFP)

SRI-LANKA

Nouveau retrait de troupes indiennes

Colombo. — Un contingent de huit cent cinquante soldats indiens a quitté, dimanche 6 août, Sri-Lanka, à la veille d'une réunion de crise du gouvernement sri-lankais, qui doit examiner les propositions de l'Inde pour le retrait des troupes de la Force de maintien de paix indienne (IPKF), a-t-on appris de sources diplomatiques. Ce nouveau retrait porte à près de mille cinq cents le nombre des militaires indiens retirés de Sri-Lanka depuis le 29 juillet. Quelque quarante mille soldats de l'IPKF sont toujours stationnés dans le nord-est du pays en vertu d'un accord bilatéral signé en 1987 pour mettre fin à la guérilla séparatiste tamoule.

Depuis octobre 1987, début de l'intervention indienne visant à désarmer les forces des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), principal groupe de guérilla, plus de mille soldats de l'IPKF et plusieurs milliers de guérilleros présumés ont été tués dans des accrochages. Le LTTE, qui a répudié l'accord de paix de 1987, mène des négociations directes avec les autorités sri-lankaises depuis le mois d'avril dernier. Des retraits de troupes indiennes avaient eu lieu au début de 1989, avant d'être interrompus le 1^{er} juin, après un appel du président de Sri-Lanka, Ranasinghe Premadasa, réclamant le départ de l'IPKF avant le 29 juillet. Après d'intenses contacts diplomatiques, les relations entre les deux pays se sont améliorées et le gouvernement sri-lankais se réunit, lundi, pour étudier une proposition indienne de retrait progressif des troupes de l'IPKF. — (AFP)

CAMBODGE

Une mission de l'ONU attendue à Phnom-Penh

L'équipe technique des Nations unies chargée par la Conférence de Paris d'étudier la situation au Cambodge aura toute latitude pour mener à bien sa mission dans ce pays ravagé par la guerre, a déclaré dimanche 6 août son chef, le lieutenant-général Martin Vastet, à son arrivée à Bangkok. « Toutes les factions cambodgiennes et les pays de la région ne se sont pas fait prier pour nous accorder leur soutien. Nous sommes donc persuadés que nous pourrions faire ce que nous voulons », a dit aux journalistes l'officier norvégien.

L'équipe de quinze personnes, qui devait partir lundi pour Phnom-Penh, a l'intention de rassembler des informations dans tous les domaines en vue de la formation d'un mécanisme international de contrôle chargé de superviser le retrait des troupes vietnamiennes, l'application d'un cessez-le-feu et l'organisation d'élections générales. L'indiqué le lieutenant-général Vastet. Jusqu'à présent, le Vietnam et ses alliés de Phnom-Penh refusaient toute intervention de l'ONU dans le règlement de l'affaire cambodgienne, en raison de la reconnaissance par les Nations unies de l'opposition tripartite khmère comme représentant légal du Cambodge. L'opposition réunissant les partisans du prince Norodom Sihanouk, les nationalistes de l'ancien premier ministre Son Sann et les Khmers rouges, accusés d'avoir massacré des centaines de milliers de personnes pendant leur règne de près de quarante ans.

Le ministère thaïlandais des affaires étrangères a annoncé que l'équipe de l'ONU visitera la frontière avec le Cambodge où vivent près de 300 000 réfugiés khmers, et aura également des entretiens avec les dirigeants de l'opposition khmère.

Pendant son séjour d'une semaine au Cambodge, la mission technique doit inspecter les frontières avec le Vietnam, la Thaïlande, et peut-être le Laos, a-t-on ajouté au ministère. A son retour à Phnom-Penh, le premier ministre

cambodgien, M. Hun Sen, a pour sa part assuré la mission de l'ONU d'une « coopération étroite » et a promis de lui fournir toutes les « informations adéquates », a rapporté l'agence cambodgienne SPK, reçue à Bangkok.

A Paris, entre-temps, le prince Sihanouk a proposé, vendredi après-midi, devant le comité ad hoc sur la « réconciliation nationale » de la Conférence sur le Cambodge, une solution de compromis concernant l'organisation du pouvoir pendant la période transitoire, a-t-on appris de source cambodgienne informée.

Le prince, qui avait été appelé par les coprésidents — français et indonésien — à exprimer ses positions devant le comité, a proposé notamment une formule prévoyant le fonctionnement parallèle d'une « haute autorité provisoire », présidée par lui-même et composée de quatre ministères (affaires étrangères, défense, intérieur, information), et d'un gouvernement rebaptisé « administration d'unité nationale », chargé d'expédier les affaires courantes.

Selon cette formule, le gouvernement de Phnom-Penh, dirigé par M. Hun Sen, resterait donc provisoirement en place, comme le souhaitent Hanoi et Phnom-Penh, même s'il change de nom. D'un autre côté, la « haute autorité provisoire » se rapproche du gouvernement quadripartite que souhaiterait former l'opposition avant les élections.

EN BREF

● BANGLADESH : cent cinquante-cinq morts dans de graves inondations. — Les graves inondations qui frappent le nord-est du Bangladesh ces derniers jours ont déjà affecté cinq régions, faisant au moins cent cinquante-cinq morts alors que trois cent mille personnes sont isolées par les eaux, a-t-on appris dimanche 6 août, de sources officielles. Le président Ershad s'est rendu à Zakigan, annonçant une aide d'urgence de 1,25 million de dollars à ce comté, le plus sinistré.

● CORÉE DU SUD : réfugiés chinois. — Un officier de l'armée populaire chinoise, le commandant Zuo, passé avec son épouse, le 29 juillet, de Corée du Nord en Corée du Sud (Le Monde daté 30-31 juillet), a quitté Séoul pour les Etats-Unis où le couple souhaite obtenir le statut de réfugié, a annoncé, lundi 7 août, un porte-parole du ministère sud-coréen des affaires étrangères. — (Reuters)

NOUVELLE-ZÉLANDE : la démission du premier ministre

David Lange, apôtre perdu dans la politique

SYDNEY
de notre correspondant

David Lange effectue le coup d'éclat. Il en a même fait un art en politique. Enfant terrible d'une Nouvelle-Zélande ombragée, il n'a pas craint d'aller dire leur fait à de grandes puissances, comme la France et les Etats-Unis, rendant ainsi familier à l'opinion extérieure un visage joutif et une silhouette bonhomme pourtant peu féroce. Peu versé dans l'idéologie, il croit surtout, avec la conviction tranquille d'un adepte de l'Eglise méthodiste, en quelques vérités simples sur lesquelles il ne transige pas. Ronald Reagan, lors de la crise de l'ANZUS, puis François Mitterrand et Jacques Chirac, dans l'affaire du Rainbow Warrior, se sont heurtés à un interlocuteur taigieux, coriace, pesantiment imperturbablement de grands principes, tandis qu'on le menaçait d'une batterie de mesures de rétorsion.

Mé il y a quarante-sept ans dans la banlieue d'Auckland, David Lange, aîné d'une famille de quatre enfants, est très tôt marqué par l'enseignement reçu à l'Eglise méthodiste. Les questions sociales l'attirent. C'est donc tout naturellement que, son diplôme de droit en poche, il se tourne vers une carrière d'avocat spécialisée dans la défense des déshérités et des exclus. Il rentre en politique en 1977 au sein du Parti travailliste, à l'époque dans l'opposition. Ses compétences juridiques sont mises à profit par la direction du parti qui, un an plus tard, lui confie la tâche de justice-parole pour les affaires de justice. C'est le début d'une brillante carrière. En 1983, il est promu à la tête du mouvement travailliste. Et il accède, en juillet 1984, après l'échec du Parti conservateur de Sir Robert Muldoon, à la charge de premier

ministre. Il est le plus jeune chef de gouvernement depuis le début du siècle.

La Nouvelle-Zélande va alors se trouver tirée d'un long sommeil par ce jeune hussard conduisant des réformes au pas de charge tout en s'isolant entre les factions travaillistes. A l'aile gauche, il offre sur un plateau une politique étrangère de rêve : pacifisme, anti-américanisme, campagne antinucléaire. A l'aile droite, il concède une politique économique ultralibérale dont le maître d'œuvre sera son ministre des finances d'alors, Roger Douglas — qui dégringole à tour de bras et taille dans les dépenses sociales. Ce savant dosage lui a pleinement réussi, puisque les travaillistes sont réélus en 1987. Mais la contradiction se révèle vite insupportable. Estimant que Roger Douglas va beaucoup trop loin dans ses potions thésauriennes, David Lange freine des quatre fers, plaide pour une réhabilitation des anciennes politiques sociales et exclut du cabinet, en décembre dernier, son ancien compère devenu rival.

Ce nouveau coup de barre à gauche ne suffit pourtant pas à enrayer l'érosion de sa cote de popularité, qui chute, en deux ans, de 70 % à 11 %, tandis que se développe la fronde des parlementaires du parti, favorables à un retour aux affaires de Roger Douglas. Avec le superbe détachement qui sied si bien à son personnage d'apôtre perdu dans la politique, David Lange décide alors de jeter l'éponge, argument de problèmes de santé — il a été opéré du cœur l'an dernier, — sûr qu'il ne lui déplaira pas de retrouver, dans son pavillon d'Auckland, sa famille, qui ne l'avait pas suivi dans la capitale, Wellington. On dit qu'il était las de cuisiner ses spaghettis tout seul.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Amériques

Le sommet des chefs d'Etat centre-américains

Un plan de démobilisation des « contras » nicaraguayens serait agréé

Les cinq chefs d'Etat centra-américains réunis samedi à Tela, petit port de la côte septentrionale du Honduras, pourraient signer lundi 7 août un accord en vue de faciliter le retour à la paix dans l'isthme. Un bon climat avait été créé d'emblée par l'annonce, faite par le chef de l'Etat nicaraguayen M. Daniel Ortega, de la signature, la veille, d'un protocole avec l'opposition anti-sandiniste en vue d'assurer un déroulement régulier des élections générales du 25 février prochain (Le Monde daté 6-7 août).

Le projet d'accord de Tela, qualifié de « volumineux » par M. José Azcona, hôte en sa qualité de président hondurien du sommet, traite en priorité de la situation au Nicaragua. Il comporte, en particulier un plan précis de démobilisation des « contras » — ces quelque douze mille opposants au régime de Managua, longtemps soutenus militairement par les Etats-Unis, et qui se trouvent aujourd'hui, inactifs, dans des camps sûrs, précisément, au Honduras. M. Azcona a indiqué que le plan de Tela comporte un calendrier de remise des armes des « contras » à une « commission d'appui et de vérification » à mettre sur pied par les secrétaires généraux des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains.

Les cinq présidents, pourtant, achoppaient encore, dimanche, sur la définition du point de départ du processus de démobilisation. Or cet élément est décisif : les Etats-Unis, en effet, estiment que la « désactivation » des opposants au régime sandiniste ne pourra être entreprise « qu'après la tenue d'élections libres au Nicaragua et en liaison avec un

gouvernement désigné démocratiquement ».

L'observateur de Washington invité à Tela, a, dès lors, émis les plus expresses réserves sur une formule organisant la démobilisation des « contras », sous l'égide des anciens dirigeants de Managua. Or la position des Etats-Unis est d'autant plus importante que c'est eux, sans doute, qui devraient accueillir la plupart de ces opposants qui renonceraient à rentrer dans leur patrie. C'est d'ailleurs leur opposition qui avait paralysé un précédent accord des cinq chefs d'Etat au sommet de Costa del Sol, au Salvador, le 15 février dernier.

Un autre élément de détente a également été apporté à Tela par le président Ortega. Celui-ci a en effet annoncé à ses pairs qu'il était porteur de propositions de paix du Front Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador — l'autre pays de la région enfoncé dans une guerre civile depuis près de dix ans. La guérilla de la petite république centraméricaine est notamment influencée par les sandinistes (et Cuba) depuis le déclenchement de ses actions, en 1980. Le FMLN, dans son message, propose, une nouvelle fois, l'ouverture d'un « dialogue » avec le régime du président Alfredo Cristiani, au pouvoir depuis le 1^{er} juin, sous les couleurs du parti d'extrême droite Arena. M. Cristiani avait, quant à lui, annoncé avant le sommet qu'il ne signerait aucun accord ne comportant pas également une formule de paix concernant son pays.

Le projet d'accord de Tela envisage, enfin, ce que serait le statut de l'ONU, une force de l'ONU en Amérique centrale.

J.-P. C.

CUBA

Suicide d'un officier du ministère de l'intérieur

La Havane. — Le chef de la direction financière du ministère cubain de l'intérieur, le colonel Rafael Alvarez Cuetto, s'est suicidé, par « désespoir », pour honorer [en raison] de la situation que traverse l'institution », ont annoncé dimanche 6 août des sources officielles à La Havane.

Le colonel Cuetto a laissé plusieurs lettres adressées à sa famille et à ses proches expliquant qu'il souffrait depuis quelque temps d'une grave dépression, assure l'agence officielle Prensa Latina. L'officier n'avait pas été inculpé et avait même été confirmé dans son poste lors de la restructuration, toujours en cours, au ministère de l'intérieur, qui a suivi l'annonce, le 12 juin, d'une retentissante affaire de trafic de drogue impliquant de hauts fonctionnaires. Il exprime, par ailleurs, dans ses messages, « sa confiance dans la révolution et dans le leadership de Fidel Castro ».

L'ancien titulaire du portefeuille de l'intérieur, le général José Abrantes, qui avait été remplacé à la fin du mois de juin par le général de corps d'armée Abelardo Colomé, est actuellement en état d'arrestation, ainsi que plusieurs autres officiers.

Un colonel et un commandant appartenant aux services de ce ministère, Antonio de la Guardia et Amado Padron, ont été fusillés le 13 juillet — en même temps que le général Arnaldo Ochoa, « héros de la République », et son aide de camp, le capitaine Jorge Martinez — à la suite du procès qui avait suivi.

Neuf autres officiers du ministère de l'intérieur avaient été condamnés à des peines allant de dix à trente ans de prison dans le cadre de ce procès. En outre, quatorze officiers au moins ont dû démissionner. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

كثير من الجاهل

Politique

Un entretien avec M. Jean-Yves Le Gallou chef de file de l'extrême droite au conseil régional « L'Ile-de-France doit affirmer son pouvoir »

Avant de révéler son dispositif pour la région parisienne, à la fin juillet, M. Michel Rocard, soucieux de concertation, avait recueilli les avis des responsables des partis composant le conseil régional, ainsi que ceux de MM. Pierre-Charles Krieg (RPR) et Jean-Pierre Fourcade (UDF), président et premier vice-président du conseil. Mais, volontairement, il n'avait pas invité à l'hôtel Marignan le Front national qui, avec dix-neuf élus sur cent quatre-vingt-dix-sept, joue un rôle charnière empêchant le RPR et l'UDF d'avoir une majorité absolue.

Le président du groupe FN, M. Jean-Yves Le Gallou, conseiller municipal de Colombes, a répondu à nos questions.

« Avant d'annoncer le 26 juillet au conseil des ministres son plan pour l'agglomération parisienne, M. Michel Rocard a organisé une large concertation et s'est entretenu avec des personnalités du RPR, de l'UDF, du PS, du PC. Le Front national a été laissé sur la touche. Cela vous choque ?

« A vrai dire, je n'ai pas été vraiment surpris, mais le procédé du premier ministre dénote une attitude parfaitement antidémocratique. Sachez que le FN représente, sur la base des scrutins présidentiel et européen, 15 % des électeurs en Ile-de-France. Apparemment, pour M. Rocard, le critère de la représentativité d'un groupe politique n'est pas dans sa capacité à mobiliser des électeurs mais à produire des fausses factures. J'ai d'ailleurs protesté contre cet ostracisme en demandant mi-juillet par lettre des explications au préfet de région. J'attends toujours sa réponse.

« Et si vous aviez franchi le porron de Matignon, qu'auriez-vous dit au premier ministre ?

« J'aurais insisté sur deux points. D'abord les problèmes de société qui relèvent de l'autorité de l'Etat et de lui seul. C'est à l'Etat d'assurer la sécurité des citoyens et de se donner les moyens de stopper le flux migratoire en Ile-de-France. Ce flux d'étrangers constitue d'ailleurs l'une des causes – pas la seule – des pressions sur le logement. Autre point : la région doit affirmer son pouvoir sur toutes les questions relatives à l'aménagement, l'équipement, la circulation et les grandes infrastructures de transports. Dans ce dernier domaine, à l'évidence, il manque une autorité unique coordonnant les compétences des entreprises, des collectivités locales, de l'Etat, de la RATP ou de la SNCF. Cette dispersion est source de paralysie mutuelle.

« Au conseil régional donc de piloter l'ensemble ?

« Oui, cet organisme de régulation auquel je pense devrait être mis en place autour des autorités régionales. Quand les citoyens et les usagers sont mécontents, il

faut qu'ils sachent clairement quel est leur interlocuteur.

« Le contenu du dispositif annoncé par M. Rocard vous convient-il ?

« Non, je suis très déçu. A toutes les lignes de son communiqué, il parle au futur, il emploie le terme « je réfléchirai... » Et puis il met toujours en avant la concertation comme un moyen pour éviter d'agir. C'est la palme comme paravent de l'impuissance. Il s'agit d'une politique de simulation.

« Et le Livre blanc que doit-vent préparer les experts d'ici à la fin de l'année ?

« Encore une façon de perdre six mois. Mais la mesure à mes yeux la plus urgente – une autorité régionale des transports – est repoussée aux calendes grecques.

Souplesse sur la fiscalité

« Il y a pourtant du concret, 2,3 milliards de francs supplémentaires pour le logement social.

« C'est un bon point mais toute la question est de savoir à qui et comment seront attribués les logements. Vous savez que c'est un immense gisement pour les trafics d'influence de tous ordres.

« Etes-vous favorables aux autoroutes à péage ?

« Oui, si cette formule permet d'accroître le programme et à condition qu'on n'y ait recours que comme appoint. Mieux vaut une autoroute « sans » qu'une avec péage. Mais mieux vaut une autoroute à péage que pas d'autoroute du tout.

« Et le rétablissement de la procédure d'agrément pour les bureaux ?

« Non, je suis hostile à toute mesure administrative et technocratique supplémentaire.

« Quelles sont les priorités du groupe Front national pour la région ?

« D'abord accélérer les dépenses du budget consacrées aux infrastructures.

« Alors vous acceptez un relèvement des impôts prélevés sur les Franciliens, qui sont d'ailleurs les moins lourds en France ?

« Nous sommes prêts en effet à être plus souples sur la fiscalité à condition que les impôts financiers effectuent les routes ou les transports, mais pas le gouffre sans fond de l'éducation nationale et des lycées, car dans ce domaine, l'Etat fait tout payer aux régions, qui, elles, n'ont aucun droit au chapitre pour la pédagogie ou la gestion. Je demande aussi une répartition différente des ressources fiscales entre ce qui revient aux communes – aux départements, à la région... au bénéfice de cette dernière.

« Vous apparaissez très régionaliste.

« Il faut aller vers la « prise du pouvoir régional ». Aujourd'hui, la région est un peu un tiroir-caisse dans lequel tout le monde vient se servir. Or si la région ne s'est pas suffisamment affirmée dans le passé en tant qu'institution majeure, c'est parce que celui qui l'a présidée pendant douze ans – je parle de Michel Girard – était un homme en demi-teinte qui n'a jamais eu assez de « coffre » et de courage pour taper du poing sur la table.

« Son successeur a-t-il plus de « coffre » ?

« Faute d'avoir passé un accord stratégique avec le Front National, M. Pierre-Charles Krieg ne peut s'appuyer sur une majorité confortable, et du coup il est en position de fragilité vis-à-vis des socialistes.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

Après leur succès aux élections européennes

Les Verts s'interrogent sur les structures de leur mouvement et sur leurs relations avec les partis

Réunis à Sophia-Antipolis, du 30 juillet au 6 août, les Verts français ont débattu d'écologie, d'économie et de politique. Les cinq cents militants présents ont abordé de manière informelle les problèmes d'organisation et de choix politique nés de leur récent succès aux élections européennes.

SOPHIA-ANTIPOLIS
de notre envoyée spéciale

Les Verts sont comme les jeunes couples. Aveuglés par leur désir (de victoire) jusqu'au soir des élections, ils réalisent seulement au lendemain de leur succès que le « plus dur reste à faire » et que « les difficultés ne font que commencer ». Loin d'être une lune de miel, leurs dixième Journée d'été auront témoigné des premières jalousies et des premières inquiétudes entre les députés européens et ceux qui sont restés simples militants.

Certains, parmi ces derniers, remarquent que leur chef de file, Antoine Waechter, bénéficie des privilèges si convoités de la représentation médiatique. Cette situation est contestée par le député européen, Yves Cochet, qui considère qu'il ne doit pas y avoir au sein des Verts de monopole de la prise de parole. Cela ne peut fragiliser notre mouvement, dit-il. Nous avons tous des compétences différentes. C'est notre diversité qui fait notre richesse.

D'autres militants expriment leur désarroi devant « la relative distance » qui s'est établie au fil des mois entre Antoine Waechter et les Verts. Devançant les criti-

ques, le chef de file a reconnu qu'« à force de répondre à la sollicitation des médias et d'apporter son soutien à différents groupes, [il] avait été ces dernières semaines plus absent qu'[il] ne l'aurait souhaité ».

D'autres encore s'inquiètent devant l'ingérence de fait « entre ceux qui ont accédé à la vie politique et ceux qui n'ont pas de mandats ». « Nous devons, dit un responsable, rééquilibrer l'ensemble de notre mouvement et être unis dans l'égalité au travail. »

Réformer une stratégie

An-delà de ces petites querelles d'intérêts, les Journées d'été de Sophia-Antipolis auront montré l'urgence pour les Verts, au lendemain de leur succès électoral, de redéfinir ou clarifier leur stratégie interne et externe. Les écologistes français doivent gérer l'afflux des nouveaux adhérents – ils étaient 2 000 l'an dernier, ils sont aujourd'hui plus de 5 000 – et adapter en conséquence leurs statuts et leurs structures. Cette réforme doit, pour certains, faire l'objet de leur prochaine réunion en novembre, qui prendra la forme d'un congrès ou d'une assemblée générale.

Pour d'autres, comme Yves Cochet, cette réforme statutaire ne « doit pas être une priorité ». « Les vrais problèmes, dit-il, sont à l'extérieur du mouvement et pas tellement chez les Verts. Nous ne devons pas réfléchir de manière nominaliste. Ce n'est pas ça notre responsabilité. Ce n'est pas le moment de bouleverser les

statuts. Laissons nous d'abord le temps d'acquiescer une maturité suffisante. »

Les Verts doivent aussi déterminer la stratégie qu'ils appliqueront dans les relations avec les autres partis politiques. Le débat oppose traditionnellement les partisans de l'autonomie, surnommés « les Verts inoxydables », proches de M. Waechter, et les partisans d'une politique souple, proches de M. Cochet. M. Waechter a rappelé « la nécessité pour les écologistes français de conserver la radicalité de leur démarche ». « Si l'on s'engage dans le compromis, on a perdu la moitié de la bataille », a-t-il averti. M. Cochet refuse pour sa part de passer « une sorte de contrat de gouvernement avec un quelconque parti » mais demande que « des accords ponctuels soient passés avec ceux qui seront les plus à même de défendre le combat écologiste ».

Malgré ces différences stratégiques, M. Cochet a exhorté les militants à soutenir unanimement leur chef de file dans ses fonctions de président de la commission européenne pour le développement régional et l'aménagement du territoire. « Nous ne sommes pas majoritaires à Strasbourg. Antoine va être soumis à des pressions considérables de la part de tous les lobbies. Il peut en être la victime et le mouvement avec. Nous devons, donc, être totalement solidaires d'Antoine. Nous sommes au pied du mur. Les Verts gagneront unis ou ne gagneront pas. »

S. L.

Communication

La libéralisation de l'audiovisuel en Hongrie

Une chaîne commerciale sur les bords du lac Balaton

La première télévision commerciale dans un pays de l'Est a fait son apparition sur les écrans hongrois. Bien avant, donc, le vote au Parlement d'une nouvelle loi sur l'information, prévue à l'automne, l'audiovisuel prend ses distances avec le Parti.

Les vacanciers allemands n'en reviennent pas ! Franchement débarqués à Siofok – ville-frontière du grand lac d'Europe centrale, le Balaton – ils suivent un programme télévisé auquel ils ne s'attendaient pas. Depuis le 1^{er} juillet, l'histoire de l'audiovisuel hongrois connaît une nouvelle étape. A 8 heures sonnant, en effet, débiteront les images de la première télévision commerciale hongroise : Balaton Channel. Images de synthèse, musique branchée, rythme soutenu... tous les ingrédients électroniques ont été réunis pour rendre cette télévision locale miroitante.

Tourisme oblige, la moitié du programme est traduit ou simultanément sous-titré en allemand (pas moins de 1,3 million d'Allemands ont séjourné à Siofok en 1988). De 8 à 10 heures et de 20 heures à minuit, des séquences de trois à huit minutes se succèdent, dont la grande majorité sont en direct. « A tout seigneur, tout honneur », c'est une prière protestante qui ouvre la voie aux autres émissions. Cours de gymnastique, conseils médicaux, recettes de cuisine s'enchaînent, entrecoupés de vidéoclips et d'informations brèves officielles.

« Enfin le rêve cède à la réalité », soupire, satisfait, Peter D. Kovacs. Maître à bord de Balaton Channel, le directeur général est sur la brèche depuis cinq ans, impatient depuis

une décennie et opérateur depuis toujours... Il a débuté sa carrière comme correspondant à Pecs, pour la radio nationale. Après quelques années passées à la tête d'une chaîne câblée municipale à Zalaszeg (centre ouest de la Hongrie), il s'est porté tout naturellement candidat à l'achat de l'installation de la télévision hertzienne de Siofok créée, il y a un an, par et pour la mairie. A la mi-août 1988, il acquiesce avec le soutien financier de Filmprimier – une société de production privée sise à Budapest – 54 % du budget d'investissement qu'il représente, au total, 20 millions de forints (2,2 millions de francs). Le reste appartient à la municipalité.

Recours à la publicité

Installés provisoirement dans le centre culturel, les studios, prêts par la ville, se sont vus dotés d'un matériel performant au printemps. Avec des caméras, dernier modèle japonais, et une régie ITT, la rédaction n'a pas lésiné sur les moyens « pour un travail professionnel et de qualité ». La jeune équipe, une quinzaine de permanents et huit rédacteurs occasionnels, est sur le pont depuis six mois, dans une ambiance bon enfant.

Seconde originalité de Balaton Channel, ce sont des ressources publicitaires, sous la forme de paratextes d'émissions ou de promotion directe d'un produit, qui alimentent la trésorerie. Si un spot d'une minute coûte 80 000 forints (8 000 francs) sur la chaîne nationale Magyar TV, il ne revient qu'à 8 000 forints (200 pour la publicité locale sur ce programme).

Pourtant, les vacances terminées, les maillottes bouclées leurs valises, les présentatrices bilingues, séduisantes, et la publicité alléchante hibernent jusqu'à la prochaine saison ou la chaîne libère l'ancrage au profit de l'autre « télévision M. le maire ». « La mise en place de deux émetteurs supplémentaires consacrera notre ténacité », poursuit, inébranlable, Peter D. Kovacs (1).

Balaton Channel est l'un des symboles de la libéralisation du secteur de la communication en Hongrie. La prochaine législation sur l'information permettra aux personnes, non seulement juridiques mais encore physiques, de fonder des journaux. Car si la Constitution hongroise garantit la liberté de la presse, dans les faits seule une poignée de publications commerciales ont été autorisées depuis 1957.

Il faut attendre 1980 pour voir légaliser quelques titres autres que les gazettes humoristiques ou les huit semaines (hebdomadaires clandestins). Pour l'audiovisuel, c'est en 1985 seulement que l'introduction de la publicité est autorisée sur Radio-Danubius, première du genre. Placée sous le contrôle de l'Etat, cette radio commerciale émet en allemand. Deux ans plus tard, la poste hongroise obtient le droit de capter et de distribuer les programmes anglais (Sky Channel, Super Channel) et français (TV 5) retransmis par satellites. Ceux qui habitent près des frontières suivent déjà – et depuis longtemps – les émissions allemandes et autrichiennes. Entrée en vigueur en septembre 1986, la deuxième loi sur la presse sanctionne l'existence des télévisions municipales par câble si « elles répondent aux exigences politiques, économiques et culturelles locales ».

Celle qui devrait être votée cet automne élargira justement ces conditions et autorisera officiellement la publicité comme ressource principale. Peu à peu, la loi du marché rattrape donc les nécessités politiques.

LUC FOURNIER.

(1) Actuellement, Balaton Channel peut être reçue par 1,5 million de télé-spectateurs.

POINT DE VUE

La couleur de l'argent

par Michel Becq

administrateur de la commission des affaires sociales du Sénat

Le dimanche 6 août, après plus d'une année de combats juridiques, la cinquième chaîne de télévision a finalement diffusé une version « colorisée » du film de John Huston *Asphalt Jungle* (Quand la ville dort). Le droit américain a triomphé des droits – seulement français ? – des auteurs : la chaîne de télévision française n'a rien oublié ni rien appris. Depuis un an, tout a été dit sur les mérites ou la honte de la « colorisation », ce nouveau « lifting » des bobines hollywoodiennes, mais le fait demeure.

Les auteurs doivent juridiquement s'incliner devant le viol de leurs créations au nom de l'amélioration de l'écoulement du catalogue noir et blanc de certains distributeurs américains de films. Autant jouer Bach au harmonium, Molière en maot ou coler des moustaches à la Jocrisse. Mais ces innovations, elles aussi, ne donneraient probablement des idées noires qu'à ceux qui n'aiment pas la couleur de l'argent.

Quoi qu'il en soit, deux idées s'imposent. D'une manière générale, l'évolution rapide du paysage audiovisuel international ne peut être maîtrisée par la France et ses partenaires européens qui se replacent au cœur du débat et en prenant comme point de départ obligé de toute réflexion ou action, puis comme point d'appui, le respect des droits des auteurs et de leurs créations. Faute d'accepter ce fil conducteur, beaucoup de temps et d'énergie ont déjà été et seront encore perdus à s'aventurer sur de fausses pistes ; les exemples abondent.

● Aventure FM diffusée par Télécom 1C. – La radio Aventure FM, déjà présente par voie hertzienne à Paris, Lyon, Chambéry et Grenoble, est diffusée depuis le mardi 1^{er} août par le satellite Télécom 1C. Cette filiale de la C.T.T. (Compagnie française de télécommunication), qui s'était portée candidate pour être distribuée via le satellite TDF 1, rejoint ainsi les vingt programmes radiophoniques déjà transmis par Télécom 1, parmi lesquels on trouve des réseaux de radios locales privées ainsi que les grandes radios nationales ou périphériques.

Dans le cas particulier de la diffusion de films « colorisés », la chaîne de télévision qui y procède doit tirer toutes les conséquences juridiques de son audacieuse initiative expérimentale de type ciné-club, et, en conséquence, renoncer à interrompre la diffusion de ces œuvres cinématographiques par des messages publicitaires, conformément à l'article 73 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. Cette fois, le droit américain n'y peut rien. Alors, le public jugera si le respect que lui accorde le diffuseur conduit à lui concéder des œuvres cinématographiques par tronçons de préférence à des œuvres dénatées, ou le contraire, ou bien plutôt à se garder de ces deux excès.

Respecter les œuvres et leurs créateurs, respecter le public, respecter le droit : que les diffuseurs dépassés par les hautes exigences de ces trois principes aillent se faire « coloriser » ailleurs.

Mort de Louis Le Cunff

Louis Le Cunff, ancien journaliste et écrivain, est décédé samedi à son domicile de Versailles.

« Né le 27 juin 1919, à Lorient, Louis Le Cunff, après des études de droit, prend une part active à la Résistance. Journaliste à la radio puis à la télévision, de 1944 à 1974, il sera notamment rédacteur en chef du journal télévisé en 1962, délégué adjoint aux stations régionales en 1966 et 1967, puis rédacteur en chef à la régie de radiodiffusion de l'ORTF de 1973 à 1984. Chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45, et médaille de la Résistance, Louis Le Cunff est également l'auteur de nombreux ouvrages sur la mer et la Bretagne. »

Publicité

KRYNICKI JOZEF (aussi connu sous le nom de : EDWARD KRYNICKI et JAKOB KATRA), né en 1899 à Chmielów, dans le Woi Kielecki, Cracovie, Pologne. A travaillé à Lens de 1925 à 1939 comme mineur avant de s'engager dans l'armée et à être en Angleterre jusqu'à son décès, en 1985. Les membres de sa famille sont priés de se faire connaître (dans leur intérêt) auprès du cabinet d'avocats : AMHURST BROWN COLOMBOTI, 2 Duke Street, St. James's, London SW1Y 6BJ, Angleterre.

INSCRIPTIONS ENCORE POSSIBLES DÉBUT SEPTEMBRE

Californie, Florida, Nord-Est.

ETUDES EN USA

● L'année américaine sera le bac (17 à 24 ans).
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 35 ans).
● Stages linguistiques : année, semestre, etc. (18 à 35 ans).
● Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., MASTER, Ph. D.).

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 47.22.94.94.

La communauté musulmane envisage une grève des impôts locaux

L'introuvable mosquée de Cavaillon

L'Association culturelle islamique de Cavaillon (Vaucluse), qui demande à la mairie un lieu de prière depuis 1986, a invité ses adhérents à ne plus payer leurs impôts locaux si une salle ne leur était pas accordée dans les mois à venir. Le maire RPR de la ville, M. Maurice Bouchet, a décliné son offre en mars dernier. Il n'a reçu, dit-il, aucune demande officielle et présente de la part de la communauté musulmane de Cavaillon.

CAVAILLON
de notre envoyée spéciale

La «mosquée» de Cavaillon est une petite pièce recouverte de tuiles, située au cœur du foyer Sonectra, au rez-de-chaussée d'un bâtiment neuf orné par des pelouses peintes. Les résidents peuvent s'y rendre à leur guise, mais les autres, les «étrangers», ne sont théoriquement pas autorisés à franchir les grilles d'entrée du foyer. Il arrive pourtant que le règlement se montre souple. Sur tout le vendredi à l'heure de la prière, ce jour-là les chaussures s'entassent à l'entrée de ce local de quinze mètres carrés qui demeure le seul lieu de culte des musulmans de Cavaillon. Un endroit «correct», disent-ils, mais «bien petit»: l'Association culturelle islamique de Cavaillon (ACIC), qui compte cent membres, affirme que la ville abrite près de deux mille musulmans.

Dès l'année 1987, l'Association se décide à écrire à la mairie afin d'obtenir un local plus vaste. Le maire socialiste de l'époque, M. Fernand Lombard, s'y déclare favorable et, à l'automne 1987, une salle située dans le lycée d'enseignement professionnel de Cavaillon est mise à la disposition de l'ACIC. Mais la toiture est totalement délabrée et les travaux sont interrompus au cours de l'hiver: le coût de la réparation du toit est jugé «prohibitif» par Fernand Lombard, qui affirme

toutefois, le 3 décembre 1987, qu'il «regrette très profondément les retards successifs qui se sont déjà enchaînés dans cette affaire». «Quoi qu'il en soit, ajoute-t-il, et si une difficulté de dernière heure devait surgir, je ne compte pas me dérober aux engagements pris avec votre association.»

Mais la tâche est difficile et les salles sont rares: un an plus tard, la situation n'a pas évolué. «Je vous avoue que je n'ai pas réussi à répondre à vos souhaits d'avoir un lieu de culte, souligne-t-il en novembre 1988. Ce problème ne pourra être résolu que par la libération de locaux scolaires, car la construction se révèle quasi impossible.»

Jusqu'ici, le ton était resté courtois. Bienveillant même. Est-ce le changement de municipalité qui voit, en mars 1988, s'installer un maire RPR, M. Maurice Bouchet? En ce la subvention de 500 000 francs accordée pour la restauration de la synagogue de Cavaillon qui n'est plus un lieu de culte mais un monument historique? Lors de l'assemblée générale de l'ACIC, le 7 juillet dernier, les discussions s'emballent. Les musulmans présents demandent, une nouvelle fois, un lieu de prière en l'absence d'un local convenable: la grève des impôts locaux.

Citoyens
à part entière

«Nous n'avons pas encore lancé de tract ou appelé publiquement la communauté à faire la grève de l'impôt», précise Brahim Abdou, le président de l'ACIC, mais nous comptons organiser une audience au maire afin d'obtenir satisfaction. Nous attendons depuis trop longtemps. Aujourd'hui, la communauté musulmane de Cavaillon se sent injustement traitée», Brahim Abdou veut avant tout «un geste», dit-il. Une salle ou à défaut la mise à disposition d'un terrain dans la région. «Parce que nous sommes des citoyens à part

entière, qui contribuent à l'essor économique de cette région», ajoute-t-il.

La municipalité, elle, semble tout bonnement prise au dépourvu. Arrivé en mars 1988, Maurice Bouchet, qui s'installe tout juste dans sa nouvelle mairie, s'est entretenu avec Brahim Abdou une seule fois au cours d'une «rencontre informelle», où le problème du lieu de prière des musulmans de Cavaillon a été «rapidement évoqué». La grève de l'impôt le fait un peu sourire: «elle concerne plus le percepteur que moi», mais le dossier, toutefois, demeure vaguement embrouillé: à peine le message de l'ACIC connu, le seul élu du Front national au conseil municipal, M. Joël Prieur, s'est empressé de «féliciter» le maire pour son intrépidité face aux «lieux de subversion et de perturbation» que sont devenues les mosquées. Un coup de chapeau suffisamment encombrant pour que Maurice Bouchet prenne la peine de souligner qu'il n'était pas en son pouvoir de refuser une mosquée... qui ne lui avait jamais été demandée.

«Je n'ai reçu aucun courrier, aucune demande officielle, précise-t-il: la question a bien été évoquée au cours de ma conversation avec Brahim Abdou en juin dernier, mais de façon très rapide et sans engagement de ma part. Bien sûr, je ne suis pas opposé à ce que les musulmans disposent d'un lieu de prière mais il m'est bien difficile de les aider: je n'ai malheureusement pas de salle à leur offrir.» La mairie dispose, dit-il, en tout et pour tout, d'une salle pour le conseil municipal et d'une salle pour les mariages. Les salles de réunion sont rares. Pour les musulmans comme pour le club de bridge.

Mais le maire sait aussi que l'ACIC aura bien du mal à se débrouiller sans lui. A Cavaillon comme ailleurs, nombreux sont les propriétaires qui hésitent à louer leur bien à l'idée de le voir se transformer en mosquée.

ANNE CHEMIN.

Un violent orage a inondé Narbonne et ses environs

Déjà victimes de la sécheresse, les agriculteurs du Midi redoutent à présent les caprices de la météo du mois d'août. Samedi 5 août, vers midi, un violent orage a éclaté sur la région de Narbonne. En trois heures, près de 600 millimètres d'eau par centimètre carré se sont abattus sur la ville et ses environs, noyant trois quartiers. Plusieurs centaines d'automobilistes, qui se rendaient à la plage et en revenaient, se sont trouvés bloqués par les eaux, qui, en certains endroits, atteignent 80 centimètres. Ils ont été délogés par les sapeurs-pompiers, et on ne déplore aucune victime. Durant la journée de dimanche, les sauveteurs se sont employés à nettoyer les rues et à évacuer les caves inondées. Une entreprise vicale située à 3 kilomètres de Narbonne a néanmoins subi d'importants dégâts. Au même moment, la foudre allumait plusieurs foyers d'incendie dans le massif forestier de la Clape, à proximité de la ville.

Orages et pluies torrentielles ont frappé également le nord-est de l'Espagne durant la journée de samedi, causant la mort d'un jeune campeur, provoquant des inondations et interrompant la circulation sur les routes et les voies de chemin de fer.

En mouillant la végétation et en faisant remonter le taux d'humidité de l'air, ces précipitations ont en au moins le mérite de réduire les risques de feux de forêt. Les incendies qui, la semaine dernière, avaient parcouru les départements du Sud-Est et de la Corse sont tous éteints, mais les responsables de la lutte anti-feu demeurent en alerte. Malgré quelques pluies, le déficit hydrique reste très élevé, les températures torrides, et il suffirait que le vent se lève à nouveau pour que les feux reprennent.

A l'étranger, notamment sur le continent nord-américain, la situation n'est pas meilleure. Cinq des dix provinces canadiennes ont été le théâtre d'incendies gigantesques, selon une première estimation, auraient détruit 3,2 millions d'hectares de forêts, soit le double de ce qui était déjà parti en fumée en

1988. Dans l'ouest des Etats-Unis, l'armée a été mobilisée pour venir en aide aux pompiers de l'Oregon, qui luttent contre plusieurs sinistres de grande ampleur. Déjà 560 000 hectares ont été parcourus par les flammes, et les experts annoncent que 1989 sera une année noire. Déjà, 1988 avait été catastrophique, puisque, dans le parc national de Yellowstone, 2 millions d'hectares de forêts avaient été anéantis. Au Mexique, la presqu'île du Yucatan est elle aussi, depuis plusieurs mois, dévastée par les flammes. Près de 150 000 hectares de forêts sont d'ores et déjà perdus.

Si les incendies sont un phénomène naturel et cyclique qui entraîne une régénération de l'écosystème forestier, ils ont pris depuis quelques années une telle ampleur que les scientifiques commencent à s'inquiéter. Certains d'entre eux mettent en cause une modification du climat, c'est-à-dire une élévation de la température moyenne qui pourrait être due à l'effet de serre provoqué par l'accumulation de polluants dans l'atmosphère.

1988. Dans l'ouest des Etats-Unis, l'armée a été mobilisée pour venir en aide aux pompiers de l'Oregon, qui luttent contre plusieurs sinistres de grande ampleur. Déjà 560 000 hectares ont été parcourus par les flammes, et les experts annoncent que 1989 sera une année noire. Déjà, 1988 avait été catastrophique, puisque, dans le parc national de Yellowstone, 2 millions d'hectares de forêts avaient été anéantis. Au Mexique, la presqu'île du Yucatan est elle aussi, depuis plusieurs mois, dévastée par les flammes. Près de 150 000 hectares de forêts sont d'ores et déjà perdus.

Si les incendies sont un phénomène naturel et cyclique qui entraîne une régénération de l'écosystème forestier, ils ont pris depuis quelques années une telle ampleur que les scientifiques commencent à s'inquiéter. Certains d'entre eux mettent en cause une modification du climat, c'est-à-dire une élévation de la température moyenne qui pourrait être due à l'effet de serre provoqué par l'accumulation de polluants dans l'atmosphère.

SCIENCES

La recherche sur les tremblements de terre

Nouvelles plongées du sous-marin «Nautile» au large du Japon

Le petit sous-marin français Nautile plongera une vingtaine de fois, entre le 8 août et le 9 septembre, dans le fossé de Nankai au large du Japon, en application de la campagne franco-japonaise Kaiko-Nankai. Ainsi, se continue la coopération franco-japonaise qui avait permis, en 1984 et 1985, la réalisation de la campagne Kaiko: en 1985, le Nautile — alors tout neuf — avait plongé à trente reprises dans les fossés océaniques qui longent le Japon du côté du Pacifique et qui marquent le passage des plaques «Pacifique» et «Philippines» sous le Japon, c'est-à-dire sous le bord oriental de la plaque «Eurasie» (le Monde du 21 août 1985).

Cette année, les plongées du Nautile auront lieu au large de la péninsule d'Izu (à 120 kilomètres au sud-ouest de Tokyo), où, depuis plusieurs années, les Japonais s'atten-

dent à ce que se produise, dans un avenir indéterminé mais probablement proche, un séisme majeur. La terre y a tremblé (assez faiblement en général) plus de vingt mille fois depuis le début de juillet et un volcan sous-marin est né, après d'elle, le 13 juillet dernier.

L'intense volcanisme et la grande sismicité de l'archipel japonais sont dus à la plongée des plaques «Pacifique» et «Philippines» sous la plaque «Eurasie». Ce phénomène est compliqué par la plongée de la plaque «Pacifique» sous la plaque «Philippines» qui se produit au sud de l'archipel nippon. Tous ces mouvements relatifs des trois plaques font que la péninsule d'Izu est dans une situation sismique particulièrement périlleuse.

Les plongées de 1985 avaient apporté des informations nouvelles

sur les mécanismes qui se produisent dans les fossés océaniques. La campagne Kaiko-Nankai sera consacrée à la zone la plus sensible des fossés japonais, c'est-à-dire au fossé de Nankai et particulièrement à la baie de Suruga, située à l'ouest de la péninsule d'Izu.

Comme Kaiko, la campagne Kaiko-Nankai est organisée à la fois par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER, auquel appartient le Nautile) et le laboratoire de géologie de l'Océan Research Institute de Tokyo. Y participent aussi, notamment, l'Ecole normale supérieure, l'Institut de physique du globe de Paris, l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), l'université japonaise de Chiba.

YVONNE REBEYROL.

JUSTICE

A Loos-les-Lille

L'avocat d'un détenu mort en prison envisage de porter plainte

LILLE
de notre correspondant

A la prison de Loos-les-Lille, un détenu de vingt-quatre ans, José Ribero, d'origine portugaise, a été découvert mort dans une cellule, le jeudi 3 août. Il avait été condamné, en juillet 1987, à trois ans de prison par le tribunal de grande instance de Lille dans une affaire de trafic de stupéfiants.

Les membres de sa famille, qui, chaque semaine, lui rendaient visite, estiment que les circonstances de sa mort sont suspectes et ne croient pas à son suicide. Le jeune homme, après bagarre avec des codétenus, aurait, selon eux, été conduit au quartier disciplinaire, où il se serait pendu avec des draps.

La famille n'a pas obtenu l'autorisation de voir le corps déposé à l'Institut médico-légal de Lille pour autopsie. L'avocat de José Ribero a l'intention de déposer une plainte pour non-assistance à personne en danger. — (Interim.)

● Viol collectif à la maison d'arrêt de Pontoise. — Quatre détenus de la maison d'arrêt de Pontoise (Val-d'Oise) ont été inculpés de viol, samedi 5 août, sur la personne d'un cinquième prisonnier incarcéré pour avoir violé une jeune fille. Les inculpés ont expliqué avoir agi par représailles: ils seront dispersés dans différents centres pénitentiaires de la région parisienne. La maison d'arrêt de Pontoise, qui héberge plus de trois cents détenus pour 97 cellules, est considérée comme l'une des plus surpeuplées de France.

Pendant sa présidence de la Communauté

Paris veut accélérer l'Europe de l'environnement

D'ici à la fin de l'année, le politicien européen de protection de l'environnement devrait subir un coup d'accélération. C'est en tout cas ce que souhaite M. François Mitterrand. L'occasion lui en est donnée par une conjonction exceptionnelle. D'une part, M. Jacques Delors continue à assumer la présidence de la Commission des Communautés européennes, et prépare donc les dossiers; d'autre part, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1989 le «tournequet» amène les représentants français à présider chacun dans son domaine les conseils des ministres des Douze. Ils ont le pouvoir de fixer l'ordre du jour des réunions, ce qui leur permet de faire passer en premier telle ou telle mesure. Il leur reste ensuite à déployer leur talent de président de séance pour les faire adopter par leurs collègues.

C'est pourquoi le chef de l'Etat arrive privé de week-end huit de ses ministres en les convoquant à l'Elysée le dimanche 2 juillet. Etaient présents, les membres du gouvernement qui, à Bruxelles, auront à couvrir dans les quatre secteurs que le président de la République estime prioritaires: les affaires sociales, la monnaie, la culture et l'environnement. Comme ses collègues, M. Brice Lalonde a reçu consigne de préparer ses dossiers et d'affirmer ses arguments.

Comme président du conseil des ministres européen de l'environnement, le ministre français aura à faire concilier une idée novatrice lancée il y a quelques mois par M. Jacques Delors. Il s'agit de créer une agence européenne de l'environnement, c'est-à-dire une nouvelle structure communautaire qui rassemblera les données scientifiques fournies par chacun des Etats membres, les harmonisera et en fera la synthèse, un observatoire de l'état européen de l'environnement en somme. Partant de là, l'agence serait en mesure de donner des avis techniques: elle deviendrait un instrument d'aide à la décision. La France voudrait en outre qu'elle vérifie l'application dans chaque Etat des décisions prises à Bruxelles et qu'elle évalue leur efficacité. Une sorte de cabinet d'audit.

Le personnel de l'agence serait peu nombreux: une quarantaine de

personnes pour commencer, et celle-ci disposerait d'environ 140 millions de francs par an. Mais ce devis fait tiquer les Irlandais, les Belges et les Britanniques. Ces derniers redoutent surtout l'émergence d'une nouvelle administration communautaire et répuent à lui confier un rôle de contrôle ou de vérification. Pour tenter d'assappler leur position, M. Brice Lalonde est allé à Londres le 17 juillet rencontrer son homologue, le comte de Cathness. Sans grand succès, semble-t-il.

Un instrument scientifique d'importance

Les arguments de M. Brice Lalonde? D'abord celui du bon sens. Si les pollutions se mesurent des frontières, ceux qui sont chargés de les observer pour mieux les combattre ne doivent pas être arrêtés non plus par des barrières de papier. L'accident de Tchernobyl a révélé les insuffisances des systèmes d'enregistrement de la radioactivité, et surtout l'incohérence des mesures prises. Tel pays interdisait de vendre certains produits agricoles, alors que ses voisins, non moins pollués, les laissaient librement circuler sur le marché. Cette évidence est-elle que d'autres Etats, comme la Suisse, l'Autriche et la Suède ont déjà fait savoir qu'ils souhaitent participer à l'agence et, en retour, profiter de ses travaux.

Cet organisme devrait logiquement devenir un instrument scientifique d'importance. Chacun en a le sentiment, et même ceux des Douze qui sont les plus réticents souhaitent l'accueillir sur leur territoire. En France même, la création de l'agence sera l'occasion de mettre un peu d'ordre parmi les dizaines d'organismes et de laboratoires qui, dans une certaine pagaille, jouent le rôle de «vigiles de l'environnement».

Dans son porte-documents, M. Lalonde a encore une dizaine de projets plus ou moins «fiocés» qu'il faudra traduire en directives. L'un des plus importants concerne les déchets. Les Douze ont déjà édicté en ce domaine plusieurs règlements de détail et vont en adopter d'autres. Là n'est pas l'essentiel. Il s'agit de savoir si les déchets doi-

vent continuer à être considérés comme des marchandises quasi ordinaires avec leur marché, leurs transports, leurs dépôts et leurs installations de destruction. La France souhaite qu'on ne perde pas de vue leur toxicité éventuelle. Elle prime leur élimination à la source ou le plus près possible de leur lieu de production. Les Britanniques sont également de cet avis.

M. Lalonde veut encore faire progresser et traduire en textes communautaires deux idées forces: d'abord celle de «produits propres». Il s'agit d'encourager les industriels à fabriquer de telles marchandises en leur attribuant un «label vert». Ne serait-ce pas le meilleur moyen de stopper à la source rejets polluants et déchets? Ensuite, celle de la libre circulation de l'information sur l'environnement. Ce principe n'est pas partout reconnu, loin s'en faut. Certains, parmi les Douze, ne disposent pas, comme la France, des procédures d'enquêtes publiques et de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Avec l'extension aux voitures de moyenne cylindrée des normes antipollution déjà prescrites pour les voitures légères, avec la limitation de l'utilisation des nitrates en agriculture et avec quelques autres directives de mêmes genres le secrétaire d'Etat à l'environnement ne manquera pas de travail à Bruxelles. Et cela, d'autant moins que lui et ses collègues n'ont, sur leur calendrier, que deux réunions prévues d'ici à la fin de l'année: le 19 septembre et le 28 novembre. Il faudra donc mettre les bouchées doubles.

MARC AMBROISE-RENDU.

● Les Mines de potasse d'Alsace condamnées. — A la demande d'une dizaine de plaignants néerlandais, dont la ville d'Amsterdam et la province de Hollande-Septentrionale qui dénoncent depuis des années les déversements de sel des Mines de potasse d'Alsace dans le Rhin, le tribunal administratif de Strasbourg vient d'annuler l'autorisation qui avait été donnée à la société française d'utiliser le grand canal d'Alsace pour évacuer ses saumures. Cette décision est un nouvel épisode de la querelle juridique qui oppose les Néerlandais aux Mines de potasse d'Alsace depuis 1983.

Après trois ans d'immobilisation

La navette Columbia devrait mettre sur orbite un satellite espion

Columbia, la plus ancienne des trois navettes américaines, devait reprendre du service, mardi 8 août, après plus de trois ans d'immobilisation, pour une mission militaire, avec cinq astronautes à bord.

Comme toujours dans ce cas, le Pentagone observe un secret quasi total, mais, selon les milieux spécialisés américains, Columbia devrait mettre sur orbite un satellite espion de dix tonnes doté de caméras ultra-sensibles, le second engin militaire lancé par une navette depuis le début de l'année. L'heure de lancement est prévue entre 13 h 30 et 17 h 30 heure française. La NASA ne devrait publier que trois informations: un rapport sur l'état de la navette quatre heures après le décollage, l'annonce du «crénau» de retour sur la base Edwards (Californie) vingt-quatre heures après le

départ, et l'heure exacte du retour vingt-quatre heures avant l'atterrissage. A part cela, le silence ne sera rompu qu'en cas de difficultés.

Le dernier vol de Columbia remonte au 12 janvier 1986, seize jours avant l'explosion Challenger qui fit sept morts. Depuis, deux cent cinquante modifications ont été effectuées par les ingénieurs de la NASA pour améliorer la fiabilité des navettes et la sécurité des astronautes. Les vols ont repris le 29 septembre 1988 avec Discovery, puis Atlantis, qui ont depuis effectué, à elles deux, cinq missions. Pendant longtemps, Columbia, qui avait fait sa première sortie en 1981, a attendu dans un hangar à Cap Canaveral, servant même parfois de réserve de pièces détachées pour ses deux «sœurs» plus récentes... (AFP, AP.)

Depuis 1980

Vingt personnes sont mortes en Chine à la suite d'accidents nucléaires

Différents accidents nucléaires survenus en Chine populaire depuis 1980 ont fait vingt morts et mille deux cents irradiés, a révélé, samedi 5 août, le quotidien officiel China Daily. Il s'agit apparemment d'incidents survenus lors de la manipulation de sources radioactives médicales ou industrielles ou de déchets.

Le China Daily cite un responsable du service national pour la protection de l'environnement, M. Luo Guozhen, qui dénonce l'ignorance des responsables sur les dangers que représentent les matériaux radioactifs et leur manipulation. La Chine doit se prêter à un contrôle plus strict de ses déchets nucléaires, produits en quantité croissante par un millier d'entreprises industrielles et scientifiques dans tout le pays, a indiqué M. Luo Guozhen. Le gouvernement, a-t-il ajouté, envisage de construire de nouveaux centres de stockage. Le China Daily précise que huit de ces centres vont être construits et que, après 1990, l'île de Hainan et le Tibet seront les deux seules régions à n'en être pas dotées.

La Chine populaire ne possède pas de centrale nucléaire en fonctionnement pour l'instant. Un réacteur de faible puissance (280 MW), de fabrication nationale, devrait entrer en fonctionnement en décem-

bre prochain. La société française Framatome a construit deux autres, de 900 MW, à Daya Bay, dans la province de Guangdong, dont la mise en service est, d'après Associated Press, prévue pour 1992.

Peste équine en Espagne

Sept cents chevaux ont été vaccinés dans le sud de l'Espagne après la mort de trois de ses animaux, possibles victimes d'une réurgence de la peste équine. Les résultats des analyses ne devraient être connus que dans une quinzaine de jours, mais la Catalogne, qui accueillera les Jeux olympiques de 1992, a demandé à Madrid l'interdiction à la vente de tous les chevaux de la région affectée. Faute de cette précaution, il serait impossible de garantir la tenue des Jeux équestres au cas où l'épizootie se confirmerait, ont estimé les responsables catalans.

La peste équine a tué cent soixante-sept chevaux ces deux dernières années en Espagne, et tous les chevaux espagnols sont interdits d'exportation pour deux ans depuis octobre 1988. — (Reuters.)

Jorge Luis Borges

Ultimes dialogues

avec Osvaldo Ferrari

Traduit par Claude Zoëf

éditions Zoëf
éditions de l'aube

هذا هو الجواب

Un combattant sans illusions

(Suite de la première page.)

Barthélemy, futur garde des sceaux de Vichy, ne répond pas. Les articles de l'encadrant correspondant à Prague sont amputés de tout argument en faveur de la Tchécoslovaquie.

Hubert Beuve-Méry, reçu par le codirecteur du *Temps*, Jacques Chastenet, se heurte à un mur d'incompréhension courtoise. Il quitte, démissionnaire une fois de plus, l'immeuble de la rue des Italiens, où il siègera six ans plus tard.

Il retourne à Prague, où il assiste à l'entrée des troupes allemandes en mars 1939, avant de publier à Paris une nouvelle dénonciation de l'expansionnisme nazi : « Vers la plus grande Allemagne ».

La guerre. En septembre 1939, le lieutenant Beuve-Méry commande une compagnie de frontaliers en Lorraine, devant la ligne Maginot. Au début de 1940, il est nommé au deuxième bureau à Nancy, puis, au bout de quelques semaines, envoyé en mission auprès de deux régiments tchèques en formation dans le Midi. Sa tâche consistera surtout à les aider à s'échapper de France au moment de l'armistice pour aller combattre aux côtés des Alliés.

Démobilisé, il est envoyé au Portugal par le service des relations culturelles du ministère des affaires étrangères. Mission très officieuse : établir des contacts avec nos « anciens » alliés.

Le château de Bayard

Fin 1940, Hubert Beuve-Méry s'installe à Lyon. Il y retrouve ses amis du groupe *Esprit* et son fondateur, Emmanuel Mounier, et ceux de l'hebdomadaire catholique *Temps présent*, lui-même issu du journal dominicain *Sept* et qui a pris après l'armistice le titre *Temps nouveau*. Pour peu de jours. Lui qui n'est pas sûr de croire en Dieu croit à la foi. Il écrit et diffuse quelques textes plus ou moins clandestins, acharné à dénoncer le nazisme vainqueur.

Le château de Bayard, à Uriège, au-dessus de Grenoble, est devenu le siège d'une école de cadres créée par le capitaine Dunoyer de Segonzac. On entend y former des hommes capables — qu'ils appartiennent ou non aux « élites traditionnelles » — de relever une France écorchée. Au nom de quelle vision du monde ? Entre le jeune officier monarchiste et traditionaliste et le groupe *Esprit* le contact s'établit. Hubert Beuve-Méry accepte, après une nuit de discussions en décembre 1940, de devenir directeur des études. Uriège devient non seulement un lieu de formation physique et morale, mais un laboratoire d'idées.

Hubert Beuve-Méry trouve à Uriège cette austérité de vie, cette décontraction, cette amitié, cette atmosphère d'ordre de chevalerie aussi dont rêvent ceux qui ne conçoivent pas l'action sans la réflexion et l'ascèse. Trois mille stagiaires se succèdent dans le château de Bayard. Vichy s'inquiète, menace. Fin 1942, Laval dissout l'école, devenue un centre de résistance, et installe à sa place une école des cadres de la milice.

« Uriège » entre dans la clandestinité puis prend les armes. Hubert Beuve-Méry parcourt le maquis. Il faut préparer pour l'après-guerre des hommes lucides. Le professeur d'avenir n'est pas toujours bien reçu lorsqu'il évoque la nécessité d'une entente future avec les jeunes générations allemandes et d'une unité de l'Europe. Puis, avec Dunoyer de Segonzac et le maquis du Tarn, auquel s'est joint le maquis juif, l'intellectuel, en grommelant parfois, se mue en soldat et guerrier contre les troupes allemandes dans la région de Castres.

La Libération venue, Hubert Beuve-Méry revient à Paris où *Temps présent* reparaît. Il en est le rédacteur en chef. Il publie sous un pseudonyme autrefois collectif, Sirius, des articles de politique étrangère.

La naissance de « Monde »

Le Temps n'avait pas été autorisé à repartir, pour des raisons qui tenaient autant et même plus à ses parrainages d'avant-guerre qu'à son retard avec lequel il avait arrêté sa publication après l'inva-

sion de la zone non occupée. Le général de Gaulle et son entourage souhaitaient la création d'un journal de référence, notamment dans le domaine de la politique étrangère. Hubert Beuve-Méry, sur les conseils de Georges Bidault, qu'il a connu avant guerre au quotidien *L'Aube*, et du professeur Paul Reuter, est présenté par Pierre-Henri Teitgen, alors ministre de l'information. Il accepte de devenir gérant-directeur de la publication, comme le lui demandent de leur côté les anciens rédacteurs du *Temps*.

ans d'avance, l'accord d'achat amiable qu'ils avaient conclu.

Mais pour lui, l'entreprise n'a d'intérêt que moral et intellectuel. C'est-à-dire si elle porte à son public le respect qui lui est dû en l'informant sans céder aux pressions qu'il lui faut à contre-courant des opinions officielles.

Très vite les pouvoirs successifs s'aperçurent que le *Monde* n'avait rien d'un organe officieux. Parallèlement, Hubert Beuve-Méry, marqué par son expérience avec les dirigeants du *Temps*, donna à

son journal un homme dont ils respectaient la rigueur.

De son côté, la rédaction, « anciens » et « nouveaux » confondus, se refusait à un changement de direction qui l'amènerait, comme le dit le critique littéraire de l'époque Emile Henriot, qui jeta son épée d'académicien dans la balance, « à être vendue avec les meubles ». Il fallut d'abord convaincre Hubert Beuve-Méry de renoncer à s'en aller. Non sans peine. Il fallut ensuite reconstituer une majorité en sa faveur. C'est à cette occa-

l'indépendance. Mais très vite, il discerna la paralysie de la politique extérieure française qu'entraînait ce nouveau conflit, le pourrissement des institutions qu'il provoquait, le pourrissement des consciences aussi.

Après avoir, dans ses éditoriaux, lancé de vains avertissements, tenté des démarches personnelles auprès des présidents du conseil et des ministres responsables, il se résigna à publier les rapports qui décriaient et dénonçaient certaines méthodes employées par une armée que l'incohérence du pouvoir politique avait enfoncée dans une tragédie impasse. Les gouvernants de l'époque, Guy Mollet notamment, ne le pardonneront ni au journal ni à son directeur.

Lors de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, qui d'ailleurs n'annonçait en rien, bien au contraire, la politique qu'il allait suivre en Algérie, Hubert Beuve-Méry ne se résigna pas sans peine au « oui ». Un « oui » chargé de « mais ». Entre le général et lui, peu d'atomes crochus. Ils se ressemblaient trop par leur pessimisme souverain. Et Sirius se défiait du pouvoir personnel. Face au général, qui l'avait reçu avec une hauteur sarcastique, il exerça du haut de sa chaire du *Monde* une forme d'opposition morale. Il chercha sous les mots du grand manieur de mythes français le grain des choses et les prolongements dangereux. Cette sorte de dialogue agaçait le général qui, l'apostrophant un jour, cita Goethe en allemand : « *L'esprit qui toujours nie* ».

Le mythe de Sisyphe

Son pessimisme, paradoxalement assorti d'une volonté de mouvement, Sirius Pa lui-même défini le 22 juillet 1969, à l'occasion de la rivalité américano-soviétique dans la conquête de la Lune : « De génération en génération, Sisyphe, joyeux, inquiet ou torturé, accompli inlassablement son destin. Au lendemain de chaque triomphe son propre mystère demeure, pour lui, de tous le plus immédiat et le plus impénétrable. Pourra-t-il jamais cesser d'interroger son intelligence ou sa foi et de leur demander : « Oui, mais pourquoi ? »

Sirius-Sisyphe ne cessa de se battre, par générosité naturelle, pour le progrès des sociétés et des idées, en guerrier sans illusion, mais persuadé de la nécessité du combat. A la différence de celui du général, son pessimisme ne se nourrissait pas du mépris des hommes. Hubert Beuve-Méry n'avait pas seulement des fidèles, il avait des amis. Sa sévérité, sa grogne parfois, étaient une armure autour d'une sensibilité dont il se méfiait. Ce passionné de la montagne, de l'effort et de l'austérité qu'elle implique considérablement hargne les hommes de la plaine. La malhonnêteté et l'hypocrisie l'écœuraient. Plus que le mépris, c'était la déception que lui inspirait la médiocrité. Et il en souffrait.

JEAN PLANCHAIS.

Il en est le gérant et le directeur de la publication, entouré d'un comité de direction où figurent René Courtin et Christian Funck-Brentano.

En juillet 1951, un conflit avec eux l'amène à présenter sa démission. Il est maintenu en fonctions le 17 décembre 1951 à la majorité des associés au nombre desquels figure désormais la Société des rédacteurs du *Monde*.

Il prend sa retraite le 29 décembre 1969 à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du journal, et cède ses fonctions à Jacques Fauvet, et demeure l'un des associés de la S.A.R.L. le *Monde*. Il entre au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (1970-1973) et de l'Institut Pasteur (1970-1972).

Il préside celui du Centre de formation des journalistes (1973-1979), dont il restera président d'honneur, et enseigne comme professeur associé à l'université Paris-I (Institut français de presse) (1970-1973). Il siège de 1971 à 1975 au Haut-conseil de l'environnement.

Hubert Beuve-Méry a publié depuis la guerre *Réflexions politiques 1932-1952* et *Le Suicide de la IV^e République*.



Ce n'est pas le moindre paradoxe du *Monde* que, créé sur l'initiative du pouvoir politique, il deviendra rapidement un symbole d'indépendance et d'esprit critique, une sorte de contre-pouvoir. Hubert Beuve-Méry reste hanté par le souvenir de la presse d'avant-guerre, de ses compromissions politiques et de ses rapports étroits avec l'« argent ».

Il s'estime « le libre gestionnaire d'un service du public ». Le professeur René Courtin représente dans le comité de direction de 1944 la sensibilité libérale protestante et la résistance, Christian Funck-Brentano la sensibilité gaulliste.

Le 18 décembre 1944 paraît le premier numéro du *Monde*. Hubert Beuve-Méry s'est installé dans le bureau solennel, tour à tour étouffant et glacial, où siègeait le conseil d'administration du *Temps*. Il est persuadé, selon son habitude, qu'il n'y restera guère et s'acharne, toujours selon son habitude, à faire mentir ses propres pronostics. A l'équipe venue du *Temps* s'ajoutent progressivement de jeunes rédacteurs. Pour eux, Hubert Beuve-Méry est le « patron », une sorte de père qui règne par la force de ses silences et de son courage. Il intervient directement fort peu lors des réunions du matin qu'il institue au bout de quelques années, où tout le monde est debout autour de son bureau. Le « bout du couloir » où il siège est une sorte de sanctuaire sévère et rassurant.

Hubert Beuve-Méry mènera de là une série de rudes batailles. D'abord pour la survie du très fragile journal qui vient de naître. Les uns l'accusent, contre toute évidence, d'être l'héritier moral du *Temps*, de ressusciter « le journal du Comité des forges » et de n'être pas directement issu de la Résistance. Les autres lui font reproche, là aussi contre toute évidence, d'avoir pris les propriétés du même *Temps*. Hubert Beuve-Méry, peu porté à l'autosatisfaction, montrera avec quelque fierté, en 1959, la lettre du représentant des actionnaires du *Temps* le remerciant d'avoir scrupuleusement rempli, et avec trois

ses collaborateurs une liberté d'expression qui apparaît comme une nouveauté. Il ne lui paraissait pas abusif que deux collaborateurs du journal publient à l'occasion dans le même numéro deux articles d'une orientation opposée, sur la guerre d'Indochine, par exemple. Au lecteur, honnêtement informé par ailleurs, de se faire une opinion. *Le Monde* avait hérité du temps d'Uriège une discipline et une austérité, mais aussi une grande liberté dans la recherche de la vérité, cette vérité difficile à atteindre, mais que le *Monde* devait s'efforcer de dispenser.

La crise de 1951

Très vite, cependant, au sein du comité de direction, des tensions se firent sentir. René Courtin, libéral, européen, partisan passionné du pacte atlantique, était surtout en désaccord avec les articles du grand médiéviste Etienne Gilson et ceux d'Hubert Beuve-Méry lui-même. On baptisa « neutralisme » les positions de l'un et de l'autre. Objet du débat : l'Europe et son rôle entre les deux Grands. Pour Etienne Gilson, elle doit être puissante et indépendante de l'Est comme de l'Ouest. Pour Beuve-Méry, beaucoup plus nuancé quoi qu'on en ait dit, une Europe forte ne doit pas se lier trop étroitement avec les Etats-Unis. Elle doit rester maîtresse de son destin.

René Courtin ne put admettre ces thèses. Après de nombreux rebondissements, il refusa de poursuivre sa collaboration au *Monde*, qu'il attaqua même dans d'autres journaux. Hubert Beuve-Méry, constatant la rupture de l'accord original, annonça, le 27 juillet 1951, qu'il quitterait le 1^{er} novembre suivant la direction du journal. Ce départ suscita de vives réactions non seulement dans la presse et les milieux politiques, mais parmi les lecteurs. Beaucoup, sans considération de parti, considéraient que le *Monde*, grâce à son directeur, était devenu un élément essentiel de la vie politique et intellectuelle française et apportèrent leur sou-

sion que, transformant en participation un droit de veto de fait, fut créée une société des rédacteurs, disposant de 80 des 280 parts du journal. Le 12 décembre, celles-ci assurèrent le maintien à la barre d'Hubert Beuve-Méry.

Celui-ci, déterminé, il l'avait dit, à rester le maître à bord, ne chercha pas à fuir la tempête. Loin de là. Il n'hésita pas à publier, le 10 mai 1952, un document attribué à l'ambassadeur américain Fechteler, et fort contesté par la suite, selon lequel l'Europe ne serait pas obligatoirement défendue par les Etats-Unis en cas de conflit.

Ses positions, Sirius les résuma dans un article du 19 juin 1954, où il saluait l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France : « Il a constamment été écrit dans ce journal que la guerre d'Indochine était une folie, que l'alliance atlantique ne pouvait être saluée et forte que si nous savions tenir aux Américains le franc langage de l'amitié et non celui du serviteur à gages, que l'Allemagne devait être progressivement réintégrée à l'Europe avec tous les droits d'un peuple libre sans devenir pour autant le fer d'une lance pointée vers l'Est, que l'application des mêmes méthodes, le renouvellement obstiné des mêmes erreurs nous conduiraient finalement en Afrique aux mêmes tragiques déboires qu'en Asie, enfin qu'il était vain de prétendre à quoi que ce soit aussi longtemps que des fétidités de toute nature feraient prévaloir au Parlement l'intérêt des clients sur celui de la nation ».

La guerre d'Algérie

Tous les grands combats d'Hubert Beuve-Méry sont dans ces pages prémonitoires. La guerre d'Algérie, quelques mois plus tard, ne fera que confirmer ses analyses.

Elle sera aussi l'occasion d'une des plus rudes batailles qu'il aura menées. Non que, dès le début, le directeur du *Monde* réclamât

a mort d'Hubert

Beuve-Méry

Des extraits de ses principaux articles

Munich et la trahison

A l'occasion des accords de Munich en octobre 1938, au cours desquels la France et l'Angleterre plient devant les exigences de Hitler concernant les revendications territoriales en Tchécoslovaquie, Hubert Beuve-Méry adresse un long texte à la revue *Politique*, dont nous publions les premières lignes :

« Il est inutile de se mettre en colère. Mais il est nécessaire, tant qu'on le peut encore, de dire la vérité et d'appeler les choses par leur nom. La France vient de manquer, à la face du monde, à des promesses mille fois répétées et répétées par tous. Elle l'a fait pour sauver la paix. L'intention est louable et l'excuse plus que suffisante. Mais à une condition : que la paix soit, effectivement, assurée. Si, demain, des millions de Tchèques retombent en servitude, si le maintien de la paix apparaît plus difficile et plus onéreux encore qu'il n'était hier, la France aura trahi purement et simplement. Et l'échec politique s'aggravera du déshonneur. »

(Politique, octobre 1938.)

Le réarmement de l'Allemagne

Le pacte atlantique, alliance des pays occidentaux contre la menace communiste, induit le réarmement de l'Allemagne. Mais quel réarmement ? Et dans quelle Europe ? C'est tout le sens du grand débat qui divise la France au début des années 50.

« Invité à réarmer ou plus vite, l'Allemagne, qui ne pouvait raisonnablement espérer pareille aide, pose aussitôt ses conditions. Elle demande la parfaite égalité des droits, ce qui pour elle implique la réhabilitation de la Wehrmacht et de l'honneur allemand ; l'oubli, en attendant mieux, des condamnations de Nuremberg et la libération des criminels de guerre ; l'admission dans le concert des puissances atlantiques (NATO) ; la remise en question (en attendant la réélection) du statut de la Sarre, juste prélude à une entreprise commune de reprise des territoires perdus à l'est ; enfin, l'abolition de toute discrimination d'ordre militaire ou économique. Moyennant quoi l'armée européenne sera d'autant mieux accueillie à Bonn qu'elle aura de sérieuses chances de se confondre, en fait, avec l'armée allemande. »

Aussi, les conséquences ne se font pas attendre : ceux des Allemands qui optent pour une Europe pacifique, une et vraiment respectueuse des droits essentiels de l'homme hésitent à poursuivre plus avant un combat qu'ils ont de bonnes raisons de croire perdu d'avance. Et ceux des Français qui étaient plus résolus à bâtir l'Europe sur la réconciliation franco-allemande craignent d'être dupes une fois de plus. De part et d'autre, le nationalisme reprend ses droits, et les arguments déçus, voire déjà les investissements, rappellent 1914, à moins que ce ne soit 1870. On voulait porter au maximum et au plus vite la puissance militaire de l'Europe, et l'on compromet les premiers résultats si péniblement obtenus. On voulait intimider Staline, et l'on fait apparaître en pleine lumière les contradictions profondes du camp occidental. »

(Le Monde du 20 février 1952.)

Témoin de Taizé

A l'occasion du concile des jeunes de Taizé, communauté ecuménique groupant protestants et catholiques, Hubert Beuve-Méry salue une expérience qui a toute sa sympathie :

« Peut-être le secret se trouve-t-il déjà entre les mains nues d'hommes apparemment démunis qui cherchent en tâtonnant à reconstruire une échelle de valeurs et à retrouver un style de vie. Peut-être ce qui manque le plus à ce monde en proie à tous les vertiges n'est-il qu'une manière de Chury avec toutes les transpositions qu'appelle le vingtième siècle. (1) »

Est-ce d'avoir écrit ces lignes — un peu comme on lance une bouteille à la mer — alors que la IV^e République entrait en agonie, qu'un homme de soixante-trois ans peut se croire autorisé à parler aujourd'hui de Taizé ?

Est-ce d'avoir toujours pensé que, de siècle en siècle, divers ordres religieux avaient puissamment contribué à réadapter et à revigorer des sociétés chancelantes ou les « ressuscitant », suivant un mot cher à Péguy ?

Tortures en Algérie

Les « événements » d'Algérie, comme on qualifie pudiquement cette guerre, posent le problème de la torture. S'irrigue l'évoque ici comme il le fera dans bien d'autres éditoriaux :

« Ainsi la guerre continue, développant chaque jour ses conséquences absurdes, et M. Lacoste peut se flatter publiquement que rien n'a changé depuis son départ. Une guerre qui n'est pas dire son nom va de pair avec une entreprise de pacification et de promotion qu'elle rend trop souvent impossible. Parce que c'est la guerre, des soldats, officiers et hommes de troupe, tombent tous les jours, mais parce que ce n'est pas la guerre ils ne sont pas « morts au champ d'honneur », et il a fallu créer pour récompenser l'héroïsme une décoration nouvelle. Parce que c'est la guerre, la durée du service militaire a été prolongée de six mois et, trop rapidement menée, la chasse aux sautis abrutit risque d'écarter de l'enseignement supérieur des jeunes gens qui en sont dignes, mais parce que ce n'est pas la guerre tous les jeunes fonctionnaires peuvent être envoyés en stage en Algérie. Parce que c'est la guerre, des douars entiers sont arrachés à leurs maîtres et parqués dans des camps où s'aggravent encore leur dénuement et leur faim. Mais parce que ce n'est pas la guerre les industriels français sont pressés — contre forte récompense — d'orienter leurs investissements vers l'Algérie. Parce que c'est la guerre, toutes les libertés plus ou moins menacées ou même déjà compromises en France sont supprimées en Algérie. Chacun peut y être à tout moment suspecté, »

La dernière rencontre avec de Gaulle

Le général de Gaulle fut son fantôme, dit-on souvent. Beuve-Méry évoque ici leur dernière rencontre :

« Le 21 juin 1960, le général, suivi de son cortège habituel, traversait les salons du Palais-Royal, où le président du conseil constitutionnel donnait sa réception annuelle. La veille, j'avais écrit, à propos du projet de rencontre qui devait avoir lieu à Melun, qu'un million de Français ne pourraient indéfiniment imposer leur loi à neuf millions d'Algériens, qu'un temps précieux avait été perdu et que le « cesse-le-feu » ne pouvait plus être la condition préalable de toute négociation. Le général ayant fait allusion à cet article en passant devant moi, j'en profitai pour lui demander un nouvel entretien privé. « A quel bon ? Vous connaissez mes idées et moi je connais les vôtres. Alors... »

Ce congé — à demi public — n'appela pas de réplique, mais le général revint un instant sur ses pas. « Et puis, vous êtes comme Méphisto. — III — Mais oui, rappelez-vous, quand Méphisto dit à Faust : « Ich bin der Geist, der stets verneint (1). » Revens de ma surprise, je ne pus que répondre : « Pas toujours, mon général, vous savez que je n'ai pas toujours dit « non ». »

Ainsi prirent fin mes relations personnelles avec le chef de l'Etat. (Orse ans de règne, Flammarion, 1974.)

(1) « Je suis l'esprit qui toujours nie. »

Est-ce d'avoir vécu une aventure, par certains points analogue, bien qu'elle ne fût pas d'essence religieuse, au sein d'une communauté (2) où elle aussi de la défiance et de la Résistance, d'avoir partagé et parfois nourri ses rêves d'avenir ?

Est-ce d'avoir presque toujours mené de front journalisme et enseignement, gardant ainsi un contact étroit avec la jeunesse ?

Tout cela, qui explique les sentiments que dès le premier jour ont pu m'inspirer le cadre naturel et le mode de vie vécus par la communauté monastique de Taizé, n'édit certainement pas suffi sans la douce mais insistante incitation du prient. On ne résiste pas aisément au frère Roger.

Il ne saurait s'agir ici, en tout cas, que d'un simple témoignage qui ne se défend pas d'être partial mais seulement d'être aveugle. (...)

(« Taizé. Le concile des jeunes. Pourquoi ? » Les presses de Taizé, 1975)

(1) *Le Monde*, 2 mai 1952.

(2) Ecole nationale des cadres d'Uriage.

Mai 68

La révolte étudiante des mois de mai et juin 1968 conduisit Hubert Beuve-Méry à mettre en garde contre une victoire du « nihilisme » :

« Les élections ne sont certes pas une panacée, mais elles ont ouvert une issue à une situation devenue insupportable. Quel qu'en soit le résultat, la brèche ouverte dans la vieille forteresse universitaire par la révolte étudiante ne sera pas comblée. Et déjà, ici où là, ce sont beaucoup plus que des maquettes qui prennent forme avec les concours des enseignants et des enseignants. »

« Les meneurs d'une révolution pour l'instant sans but ont de tout autres soucis. Il s'agit pour eux — ils ne s'en cachent pas — de « casser la baraque ». Toute tentative de solution, élections comprises, n'est à leurs yeux qu'une « trahison », tout appel à l'ordre le plus élémentaire une insupportable provocation. Leur victoire serait celle d'un pur nihilisme, et nul ne peut prévoir jusqu'où ira la tragédie. »

On épiloguera plus tard sur les fautes, parfois très lourdes, commises de part et d'autre. Pour l'ensemble des étudiants, et plus encore pour cette minorité active qui, dès l'origine, s'est courageusement engagée, il est grand temps de signifier aux plus irresponsables que, sans rien abandonner de leurs justes exigences, ils ne les suivront pas n'importe où. »

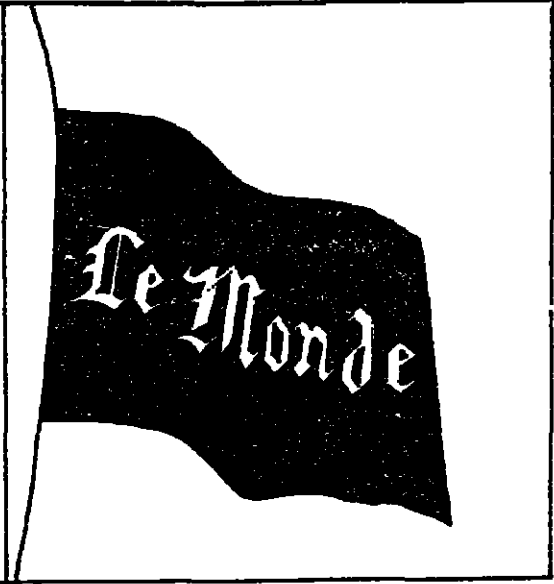
(Le Monde du 12 juin 1968.)

Presse et industrie

La publication d'un nouveau quotidien du soir en avril 1956, le *Temps de Paris*, est clairement destinée à « couler » le *Monde*. Le directeur du quotidien de la rue des Italiens insiste alors sur la nécessité de la transparence des capitaux.

« Il ne s'agit pas ici, qu'on veuille bien le croire, d'une mauvaise querelle, mais de principes essentiels. La liberté de la presse exige qu'il soit permis de fonder de nouvelles entreprises, et il est bien évident que de telles fondations sont devenues impossibles sans la mobilisation de gros capitaux. Encore faut-il que l'origine de ces capitaux soit clairement connue. Un grand quotidien est dit et sera de plus en plus une grande entreprise industrielle et commerciale. Mais il n'est pas, ne doit pas, ne peut pas n'être que cela. Informer un homme, lui fournir les éléments d'une conviction et d'un jugement, est tout autre chose que lui procurer un chapeau ou une paire de chaussures. (...) La presse doit pouvoir s'industrialiser et demeurer saine. Elle ne doit pas être une presse... d'industrie. »

(Le Monde, 19 avril 1956.)



Florilège

Hubert Beuve-Méry était un homme chaleureux et moins avare de confidences qu'il n'y paraissait. Au fil des conversations et à travers ses lettres, il finissait par communiquer l'essentiel de sa pensée en quelques phrases lapidaires.

Sur sa mort, et alors qu'il parlait d'une de ses passions, la montagne : « Mon rêve, ce serait de disparaître dans une crevasse sans que cela déclenche les recherches. Disparaître sans rajouter de soucis aux autres. »

A l'occasion du décès de son fils : « Vie ou mort... De Gaulle évidemment sans y croire, m'écrivait : « Peut-être après tout rien ne sort-il à rien. Mon fils en tout cas a pu en Basse-Normandie [où il était médecin] sauver bien des vies. Et moi, parvenant au bout de la route, je veux encore espérer qu'un dépit des hommes et des choses le Monde ne redeviendra pas, quelle que soit la couleur, le journal officieux qu'il devait remplacer. A la nouvelle génération d'y pourvoir si elle le veut et le peut... »

Sur le journal : « Avant la guerre, j'avais été profondément choqué par le journalisme que l'on nous faisait faire. Et puis voilà qu'à la libération un journal nous tombe sur les bras. J'en ai accepté la direction après avoir dit cent fois non. Alors aujourd'hui je voudrais savoir si j'ai gagné mon pari sur la pouture. »

« Nous avons perdu beaucoup de lecteurs pendant la guerre d'Algérie, mais je me refusais à me laisser fasciner par le tirage. Le problème était de savoir ce

que nous voulions faire et ce que nous faisions. »

« Quand on joue sur les grands nombres, on a moins d'amis. »

« J'ai voulu que le Monde soit un journal de référence qui devait garder ses distances et la rigueur vis-à-vis de tout ce qui se passait avec obligation de dire ce qu'on pense, même si ce n'est pas ce qu'attendent les lecteurs. »

« Dire la vérité même si ça coûte [un silence], surtout si ça coûte. »

« Quand il s'agit d'affaires de presse, on doit se rendre indépendant. »

« Il ne faut pas laisser nos moyens de vivre compromettre nos raisons de vivre. »

Journalisme : « J'ai toujours dit à mes journalistes : ne confondez pas votre carte de visite avec celle du Monde. Gardez vos distances. Le journal n'est pas fait pour que chacun mette ses tripes sur la table. »

« Négligiez ceux qui sont incapables de faire impartialement le compte rendu d'un sujet qui leur déplaît. »

« Le journalisme, c'est le contact et la distance. Les deux sont nécessaires. Tantôt il y a trop de contact et pas assez de distance. Tantôt, c'est l'inverse. Un équilibre difficile. »

« Le directeur d'un journal est plutôt un maître d'école. Je crois à l'autorité. Il faut faire confiance à ce qui va dans le sens de l'autorité. »

« Il faut laisser le journal à l'écart de tout militantisme, ce qui n'exclut pas l'engagement au moment voulu. »

F. S.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christine et Bruno-François MOSCHETTO sont très heureux de faire part de la naissance de leur fille.

Hélène, Anne-Angélique, à Neuilly-sur-Seine, le 3 août 1989.

48, boulevard Vial-Bonhot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— Gilbert ADDA, Jacques ADDA, Emmanuel et Ary Bojjanah, les familles ADDA, Bojjanah, Cohen-Boulakia, Slama, ont l'honneur de faire part du décès de leur épouse, mère et parente.

Simone ADDA, née Bojjanah, survenue le 6 août 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles vous seraient reconnaissantes de ne pas adresser de fleurs.

24, rue Besant, 75014 Paris.

— Viviane et Henri Varcilles, France et Philippe Schubert, Lucy et Jean Cohen, Dolly et Claude Estraffo, Raymond et Vern Carroll, Isidore et Alexandra Cohen, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Elie COHEN, née Juliette Chaillet, survenue le 3 août 1989.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 août, à 11 heures, au cimetière-parc de La Collo-Saint-Cloud.

14, avenue Lyauté, 78170 La Collo-Saint-Cloud.

— Jean-Jacques Dufour fait part du décès de son père

Jacques DUFOUR, survenue le 27 juillet 1989, à Vichy.

L'inhumation a eu lieu le 31 juillet dans l'intimité.

J.-J. Dufour, 28, boulevard du Général-Leclerc, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Roland Fargeon, son épouse, M. François Fargeon, son fils, Florence et Elodie Fargeon, ses petites-filles, Toute la famille, Et tous ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

M. Roland FARGEON, ancien directeur de la construction en Afrique, ancien sous-directeur du ministère de la construction, officier de la Légion d'honneur, survenue en son domicile, le 4 août 1989.

Ses obsèques auront lieu le lundi 7 août, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 14, place Etienne-Pernet, à Paris-15^e.

On se réunira à l'église.

Ni fleurs ni couronnes.

97, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

— Alain et Martine Franck, Antoine et Dominique Franck, ses enfants, Thierry et Martine Carrière, Romain, Stéphane et Delphine, Dana et Elisabeth Franck, Stéphanie.

Didier et Christine Franck, Sébastien et Caroline, Olivier, Nicolas, David, Benjamin, Martin Franck, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont le deuil de faire part de la mort de

M^{me} ADO FRANCK, née Nicole Treves, survenue le 5 août 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'enterrement aura lieu le mardi 8 août, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

— M^{me} Louis Le Cunff, son épouse, Yves et Maria Le Cunff, Anne et Paul Malibet, Tanguy et Béata, ses petits-enfants, Pierre et Jeanine Roussel et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès, à soixante-dix ans, de

Louis LE CUNFF, journaliste, ancien rédacteur en chef à l'ORTF, prix Italia de radiodiffusion, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec étoile de vermeil, médaille de la Résistance, croix du combattant volontaire, ancien interné résistant, mérite maritime, survenue le 5 août 1989.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Martin, rue de la République, à Meudon-Val-Fleury, le mercredi 9 août, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Longs-Réages à Meudon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille exprime ses remerciements au personnel médical de la clinique de la Porte-Verte à Versailles, pour son profond dévouement.

16 c, rue Charles-Infruit, 92190 Meudon.

(Lire page 6.)

— Le docteur Michel Franco et madame,

M. et M^{me} Daniel Franco et leur fils, Le docteur Christine Franco-Jossier et monsieur, Tous ses parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} veuve Nathana FRANCO, née Marie Gabriel, survenue à Fontainebleau, le 29 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation dans le caveau de famille a eu lieu le mercredi 2 août, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

1, rue Littré, 75006 Paris. 117, rue des Patis, 77630 Arbonne-la-Forêt.

— M^{me} Lucien Prunier, M^{me} Michel Prunier et ses enfants, Les familles Prunier, Blanchard, Mathis, Meyer et allées, font part du décès de

Michel PRUNIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, promotion 1950, ingénieur général des ponts et chaussées, survenue le 31 juillet 1989, dans sa soixantième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Meylan (Isère), le 4 août.

9, avenue Condorcet, 69100 Villeurbanne. 21, avenue de Chartreuse, 38240 Meylan.

Anniversaires

— Une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Gérard AQUENIN.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Agrégations

POINT DE VUE

Un détenu en « cavale » tué par un gendarme

Pierre Durand avait été condamné à perpétuité en 1976 pour homicide sur un agent de la force publique, vol aggravé et association de malfaiteurs. Sa peine avait été commuée en vingt-cinq ans de réclusion, qu'il purgeait à la maison d'arrêt de Muret.

● **Précision.** — Le docteur Hassan Nabha, ce médecin libanais exerçant à Givors (Rhône), accusé d'avoir entretenu des relations avec des groupes terroristes et menacé d'expulsion (*Le Monde* du 5 août), tient à préciser que s'il ignorait les activités de Maurice Abdallah et de Jamel Riachi, il ne connaissait que la seule identité de ce dernier, personnalité de la communauté libanaise à Lyon.

par R. Moulias,
professeur des universités,
et R. Laforestrie,
docteur en psychologie.

ple n'a pas fait de donation-partage, le conjoint survivant peut toujours être chassé du logement qu'il a acheté de ses deniers par un enfant empressé de récupérer la part qui lui est due. On omet enfin de dire qu'il y a encore plus d'un million de vieux sans ressources qui relèvent du Fonds national de solidarité.

A PRES avoir beaucoup voyagé et comparé, il est évident que la France est l'un des pays les moins frappés par les ségrégations racistes et sexistes. Par contre l'«*gïsme*» existe bel et bien. Certes, chez nous, la personne âgée a, devant la loi, les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes libertés que les autres adultes. Mais les faits contredisent cette apparente égalité.

L'âgeisme se manifeste en premier lieu au moment du départ à la retraite, qui représente une véritable épreuve dans la vie de tout individu. Le salarié doit souvent cesser son activité professionnelle à une date qu'il n'a pas choisie, quelles que soient ses capacités physiques et intellectuelles. Ce départ, souvent anticipé, lui est imposé. Si un Français de plus de cinquante ans est demandeur d'emploi, il a très peu de chances d'en trouver. Aux Etats-Unis, pratiquer pour un emploi une restriction liée à l'âge est aussi strictement interdit que d'émettre une restriction concernant le sexe ou la race.

On reproche aux quinquagénaires ou aux sexagénaires d'arrêter des emplois qui pourraient revenir à des jeunes. En même temps, on leur reproche la veillesse et des couvertures sociales complétement, ignore-t-on que c'est le sujet âgé qui a payé sa retraite avec ses cotisations ? Les veuves sont encore mortelles de leur doigt, car ils ont en moyenne plus de ressources et de patrimoine que les jeunes. N'est-il pas légitime qu'on leur envoie aussi un logement pour leur vieillesse ? Les veuves de la première moitié du siècle I. Les veufs et les veuves subissent toujours une amputation de leur niveau de vie. La loi les laisse à la merci de leurs enfants. Si le cou-

ple n'a pas fait de donation-partage, le conjoint survivant peut toujours être chassé du logement qu'il a achetés de ses deniers par un enfant empressé de récupérer la part qui lui est due. On omet enfin de dire qu'il y a encore plus d'un million de vieux sans ressources qui relèvent du Fonds national de solidarité.

Certains devoirs sont également supprimés. Le vieux ne paie pas d'assurance-maladie, il ne peut être responsable d'un accident s'il est piéton ou cycliste et s'il a plus de soixante-dix ans. Il est vrai que s'il est irresponsable quand il traverse une rue, un septuagénaire peut cependant toujours diriger une entreprise ou le pays... Cette irresponsabilité place les personnes âgées dans une situation d'assistance. Cependant, quand leurs facultés mentales diminuent et qu'une aide s'impose, il ne reste plus que le recours à la tutelle, véritable privation de tous les droits.

La culture et les goûts des anciens sont peu pris en compte. Certes, il y a Radio-Notzstalgie, Radio Bleu, mais rien à la télévision. S'occupe-t-on de ce qu'ils savent, des métiers qui ont disparu, dont ils ont le savoir-faire, de la somme de connaissances d'usages et de traditions qu'ils représentent ? Quels ethnologues vont venir au secours de ces monuments historiques ? Les médias, la publicité, les transformant en repoussoirs pitoyables, parce qu'ils ne correspondent plus aux normes de la cité.

Bien que les personnes âgées représentent une tranche d'âge de plus en plus importante dans la population française, leurs besoins restent ignorés : métro aux escaliers inaccessibles et aux couloirs terrifiants, autobus vaseurs et chemin de fer à l'accès réservé aux vieux alpinistes, automobiles dont on ne peut sortir que si l'on a les reins souples, formules flisibles et incompréhensibles, législation confidentielle. On se félicite à juste titre des efforts réalisés en faveur des handicapés, généralement jeunes et heureusement peu nombreux. Mais rien n'est prévu pour l'immense armée des vieux qui ne marchent pas très bien, ne voient pas

très bien, n'entendent pas très bien. On ne leur octroie que le droit de rester chez eux ou d'être assistés.

Certes, on dépense beaucoup pour leur santé, mais comment ? En leur envoyant des généralistes, non formés à la gériatrie. Comment s'étonner que ces médecins transfèrent leur travail social en ordonnances ou expédient leurs patients dans les services d'urgence quand survient une crise ? Là, ils seront pris en charge par des équipes pour malades. Dès lors, du retour malade préparé au domicile à l'envi tardif, au moment de repos sans soins, la personne âgée sombrera peu à peu dans une dépendance irréversible qui permettra de lui imposer un établissement qu'elle n'a pas choisi. A quand l'organisation d'un véritable circuit de soins adaptés aux personnes âgées ? A quand la formation de spécialistes formés à la gériatrie et de listes hospitalières capables d'évaluer et de prévenir les dépendances liées à la pathologie du grand âge ?

Cette fuite en avant dans l'assistance passive sans politique d'évaluation et de prévention (sociale et médicale) ne peut aboutir qu'à une hausse exponentielle des coûts. D'où les inquiétants courants pour le renoncement aux soins ou en faveur de l'euthanasie, qui cachent de moins en moins leur objectif économique.

Refuser aux personnes âgées leur devin de citoyen et restreindre l'accès aux ressources qu'elles ont acquises durant leur vie, ne pas développer des structures de soins compétents et adaptés, garder des législations périmées sur les successions et les tutelles ; leur interdire de participer de facto la participation à la vie de la cité, ignorer leurs désirs et leurs capacités réelles, sont autant de marques d'égisme. Doit-on souhaiter que nos personnes âgées se réunissent en un mouvement puissant qui fasse sauter tous ces interdits « protecteurs » ? L'Association des personnes âgées de plus de trente-cinq millions d'adhérents. Elle est le plus important groupe de pression des Etats-Unis. Faut-il en arriver à peu faire disparaître l'égisme en France ?

(Par ordre alphabétique)
SCIENCES NATURELLES

Marianne Alphonse (48), Fabrice Auvall (107), Jacques Aubert (9), Derivieux (65), Solange Avillet, ex Artel (109), Nathalie Bandin (42), Olivier Benoit (219), Isabelle Blenzon (209), Marc Bittz (40), Sabine Bobbe (108), Jean-Pierre Bonafant (109), Françoise Bonifassi (45), Jérôme Bordes (20), Patricia Bregand (33), Jacques Bret (52), Nathalie Brune (127), Michel Butzi (93), Philippe Cabanis (109), Anne-Cécile Caillet (109), Claude Caille (88), Véronique Canon (70), Clotilde Cam (62), Catherine Caron (105), Philippe Carosine (109), Patrick Carré (103), Caroline Cassin (93), Anne-Cécile Castejon (109), Champsyroux (112), Bruno Charrier (67), Patrick Chazotteaux (44), Eric Chamoulin (113), Pascal Chénard (98), Sylvie Chénard, ex Fiancé (59), Pierre Chénard (109), Marie Chénard (11), Michel Chénier (14), Valérie Cochet (101), Nathalie Coten (64), Dominique Cottreau (33), Guy Coumont (18), Adeline Dunoyer (120), Jean-François Duran (109), Lucien Martin de Vivia (116), Florent Declercq (77), Dimitri Deffrennes (77), Philippe Dève (17), Michel Doffo (70), Danielle Duclos, ex Damoiseau (109), Jean-Louis Duval (109), Jean-Michel Dupré (2), Armand Euzenat (88), Thibaut Eyraud (79), Nathalie Fabien (91), Marie-Laurence Paivre (73), Marc Fau (189), Sylvie Faure (92), Monique Flaminio, ex Fournier (109), Jean-Philippe France (61), Marie-Hélène Frisch (53), Isabelle Funck (19), Jérôme Gaillardet (27), Michèle Garnier (111), Christine Garton, ex Robert (48), André Gazelle (60), Jean-Pierre Gaudin (109), Bernard Goddele (36), Thierry Grosjean (54), Catherine Haillost, ex Gueth (32), Frédéric Hamelin (7), Sandrine Heusser (30), Xavier-Marie Hill (96), Jean-Pierre Hoffmann (109), Stéphane Jégou (29), Nadège Jean-Jean, Corinne Jégou (9), Jean-Alexis Jenni (13), Bruno-Claude Keller (79), Hervé Kempf (12), Bruno Lallemand (31), Catherine Landreau (29), Joëlle Landreau (109), Jean-Luc Landreau (109), Jean-Louis Laporte (107), André Larroche (124), Luc Le Brun (63), Corinne Le Calvé ex Brustis (24), Henri Le Gal (38), Cyrille Le Menestrel (109), Margot Le Moyne ex Leroy (109), Jean-Louis Le Moysse (109), Amel Lornigal (11), Philippe Leguime (26), Anne

Jean-François Martin (47*), Stéphane Masson (123*), Hervé Mongoy (58*), Marie-Christine Morelle ép. Duval (37*), Jean-Marc Moulet (126*), Nadia Naffiah (5*), Dominique Noël (78*), Yves Peuziat (93*), Alexis Pistrère (10*), Richard Plateroux (118*), Alain Pothet (40*), Michèle Prieur ép. Prieur (75*), Anne Queinnec

(54), Bruno Reinhardt (121?), Eric
Kallouard (92), Jean-Marie Rochefort
(82), Patricia Rocher (118), Frédéric
Roux (100), Eric Sanchez (16),
Xavier Schmidt (58), Jean Schmitt-
buhl (48), Bruno Semelin (104),
Gilles Sene (24), Christine Simenel
(75), Charles Soell (66), Pascale
Stionvert (74), Christina Tailliez
(84), Alain Tisser (54), Annie Tou-
che (46), Daniel (114), Martial Umb-
hauer (39), Jérôme Vallot (8), Lucile
Venet (4), Michèle Viaillard (54),
Hendrik Vreken (11), Olivier Willart
(97), Marianne Wojcik (18), Catho-
rine Zimmermann (6), Martin (6).

ESPAGNOL

Virginie Allard *Aycaea* (35), Rajand
 (269), Luis Aranda Ayensa (37), Lam-
 rence Ball (38), Bernard Barrière
 (23), Nancy Berthod (24), Jean-
 Louis Besson (39), Jean Bourgoin
 (13), Lauro Capdevila (2), Mario-
 José Casanueva (7), Patrick Cham-
 betaud (35), Geneviève Corcelles
 (36), Gaudin Galtier (14), Jean-
 Louis Gaudin (14), (25), Muriel Dan-
 iel *épouse* Niclaiss (10), Jaïsès
 De Diego (27), Jean-Michel Delorme
 (31), Elvire Diaz (31), François
 Doms *épouse* Nin (41), François
 Dubouché (32), Dubouché
 (3), Mireille Duranton *épouse* Bru-
 nezzi (59), Marie Franco (4), Lu-
 phase Gaillard (11), Pascal Gaudou-
 lino (46), Françoise Gaudin *épouse*
 Carver (46), Jean-Louis Gay
 (43), Guy Baye (37), Jean Gil (54)
 Marie Gil *épouse* Navarro (23),
 Michel Grillon (16), Régis Heu-
 (54), Hélène Hochbert (52), Hou-
 (43), Michel Jonia (4),
 (43), Michel Jonia (4),
 Rosello Garcia (56), Marie-Fiorre
 Lavand (19), Nathalie Le Bouill (1-
 Christine Lecuyer (3), Claudine Mar-
 tial (41), Jean-Paul Mazerol (36),
 (43), Jean-Paul Mazerol (36),
 Marie-Paul Molins (52), Reynald
 Monnign (9), Alain Nagel (32)
 François Nicolas (44), Jean Ortiz
 (21), Fierrette Oumagana *épouse*
 Parajon (29), (11), Rita
 Parajon (29), Blandine Pavageau
épouse Coysac (40), Jean-Pierre Pet-
 Guez (24), Anne Pizard (47), Hélène
 Roméo *épouse* Fellière (6), Pascale Roy
 (50), Nathalie Sarda (36),
 (50), Nathalie Sarda (36),
 L. Vazquez de Cast. *épouse* Vazquez
 (49), Yves Zarlo (46)

**Ecole normale
supérieure (Ulm)**

SCIENCES

Option Biologie
Yann Essault (1^{er}) ; Bruno Miroux
(2^e) ; Carine Mounier (3^e).

Option Informatique
Nicolas Reimen.

Le Monde DE L'EDUCATION

Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.

Établissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.

Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils entreprennent. *Le Monde de l'éducation* a voulu savoir pourquoi et analyse les efforts des universités pour remédier à cette situation.

Les premières inscriptions en fac.

En province les modes d'inscription. A Paris, fac par fac, la liste des places disponibles.

Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.



N° juillet/août - 132 pages - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde DE L'EDUCATION

**POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.**

ATHLÉTISME : Coupe d'Europe

Les Britanniques au sprint

L'équipe britannique, au sein de laquelle les sprinters volent pour la vedette aux courses de demi-fond, a remporté, dimanche 6 août à Gateshead, la finale de la Coupe d'Europe masculine. Dans la finale féminine, l'Allemagne de l'Est a survécu à la compétition, remportant ainsi la victoire.

La France a réalisé la meilleure performance de son histoire en terminant quatrième, à égalité de points avec l'Italie, qui se trouve au nombre de victoires. Seul Pascal Thiébaud a pu s'imposer dans le 1500 m. L'équipe de France féminine a gagné sa place dans le groupe A en remportant la finale B, disputée le 5 août à Strasbourg.

GATESHEAD de notre envoyé spécial

A portée de vue et de footing du stade de Gateshead, quelque part autour des chemins bordés qui craquent en permanence une fumée épaisse, se dressent les bâtiments cosues où ont eu lieu, à douze années d'intervalle, Brendan Foster et Steve Cram. Deux enfants de ce nord-est de l'Angleterre, plus proches des mines de l'époque que des Rolls Royces de Londres. Deux enfants du demi-fond. Foster a démarré jusqu'à l'apparition de la météorite kényane Henry Rono, le record du monde du 3 000 mètres.

Et Steve Cram, très occupé actuellement à soigner une tumeur au sein et à donner le biberon à sa fille Joséphine a remporté en 1983 le titre mondial du 1 500 m. Gateshead, banlieue tristement connue de Newcastle, a appelé à aimer l'athlétisme au rythme des exploits de ses deux enfants. C'est pourquoi un sprint qu'elle a dû vivre l'un des week-ends les plus glorieux de l'histoire de l'athlétisme britannique. Venu pour hurler leur joie aux exploits des milliers anglais, les onze mille spectateurs du stade de Gateshead ont dû constater avec un plaisir de plus en plus manifeste que leur athlétisme était en train de changer brutalement de visage et de couleur. Sur les neuf succès obtenus par l'équipe britannique, un seul l'a été en demi-fond, accroché aux points

de l'économe Tom McKean, nouveau prodige du 800 m. Face à ce bilan maigre, qui brise cruellement les traditions anglaises, le score parfait des sprinters fait figure de miracle. Linford Christie a remporté le 100 m ; John Regis a dominé le 200 m ; Collins Jackson a survécu le 110 m haies ; Krisz Alabusi, de son vrai nom Krisz Kozma Uche Chikweke Buru-Akubusi, a gagné le 400 m haies, et le relais 4 x 100 m n'a laissé aucune chance aux relayeurs français.

Révolution

La presse britannique avait vu, avant ses lecteurs, le vent tourner. Ses héros, ceux qu'elle avait choisis de magnifier à la « vue » des quotidiens, s'étaient mis à Jack Buckner, le champion d'Europe du 5 000 m et Tim Hutchings, le vice-champion du monde du cross en 1985, mais Colin Jackson et, plus surprenant encore, le lanceur de javelot Steve Backley.

Elle avait vu, juste Backley, un colosse de plus de 100 kilos, étudiant en psychologie à l'université de Loughborough, qu'a fréquenté avant lui Sebastian Coe, a planté son javelot bien en-dehors de la ligne des 80 mètres (82,92 m), pour remporter, au grand étonnement des lanceurs de l'Est, la première victoire d'un Britannique dans un concours d'Europe depuis le succès de Geoff Capes, au poids, en 1975. Plus surprenant : le saut en hauteur a été, lui aussi, dominé par un Anglais, Dalton Grant. Ce qui avait paru, quelques années en arrière, aussi saugrenu qu'une victoire française au lancer du marteau.

L'athlétisme britannique vit sa révolution, bruyamment et sans fautes notes. Simplement, il change de visage avec une rapidité qui laisse sur place spectateurs et dirigeants. « Lorsque je suis rentré des Jeux olympiques de Séoul, explique David Bedford, ancien recordman du monde du 10 000 m, aujourd'hui président de l'Association des entraîneurs britanniques, tout le monde se plaignait que nous n'avions pas remporté de médailles d'or dans une grande course masculine. Les gens trouvaient notre réaction assez absurde. L'athlétisme

anglais a réussi de remarquables JO, dans un contexte extrêmement relevé. Mais les médailles de Linford Christie en sprint ou de Collins Jackson sur 110 m haies n'ont pas eu le même impact que les performances qui réalisent Steve Overt, Sebastian Coe ou Steve Cram au début des années 80. »

Le public se fait donc avec ce changement de sa culture athlétique. Mais il a des excuses, les dirigeants eux-mêmes ayant encore un certain mal à assimiler ce virage. L'été dernier, ils avaient fixé les minima de sélection au 100 m pour les championnats de Grande-Bretagne à un niveau « anglais », donc relativement moyen. Ce qui a provoqué un embouteillage dans les séries de cette épreuve, où quatre-vingt-cinq sprinters avaient eu le droit de s'engager.

Tradition

Du 8 au 10 septembre, l'équipe britannique participera, pour la première fois de son histoire, à la Coupe du monde dans le stade de Barcelona, qui recevra les prochains JO. Elle ne le doit pas à son demi-fond. Pourtant, les champions d'hier pouvaient revendiquer, dimanche soir à Gateshead, leur part du butin. Overt, Moorcroft, Coe ou Cram ne courent plus, sinon derrière leurs successeurs. Mais si Christie, Akubusi ou Regis sont aujourd'hui les rois de l'Europe, ils le leur doivent en partie. C'est grâce au prestige et à l'impact médiatique de ces illustres anciens que ces sprinters, à leurs débuts, ont pu trouver grâce aux yeux des organisateurs de meetings et user leurs premières pointes à Oslo, Zurich ou Bruxelles.

Les dirigeants de la très respectable Fédération britannique d'athlétisme n'hésitent pas à imposer à ces organisateurs un Christie, alors inconnu et sans palmarès, en échange de la participation de Cram ou d'Overt. La méthode a été payante. La Grande-Bretagne n'a jamais été aussi athlétique. Mais personne, dans ce pays de traditions, n'oublie jamais que c'est ici, et nulle part ailleurs, qu'a été inventé le mile (1 609 mètres), la plus mythique des distances de l'athlétisme, reine des courses de demi-fond.

ALAIN MERCIER.

VOILE : Admiral's Cup

Le Graal de Philippe Briand

Deux cent quatre-vingts voiliers ont pris, dimanche 6 août à Cowes (Île de Wight), le départ de la course du Fasnet. Cette épreuve de 605 milles constitue l'ultime préparation pour les concurrents de la Whitbread, la course autour du monde en équipage dont le départ sera donné le 2 septembre à Southampton et la sixième et dernière manche pour les quarante-deux voiliers de la Champagne Mumm Admiral's Cup, l'officielle championnat du monde de course au large par

équipes nationales de trois bateaux. Avant cette ultime épreuve, la Grande-Bretagne, huit fois victorieuse en seize éditions, précède la Nouvelle-Zélande, détentrice du trophée.

La France, qui n'a jamais pu faire mieux que quatrième en 1967 avec Eric Tabarly, est sixième malgré la performance de Corum, un voilier de 35 pieds dessiné et skipper par Philippe Briand, qui occupe la troisième place au classement individuel.

par Cowes, « la Mecque de la voile », où se dispute, tous les deux ans, la Mumm Admiral's Cup. « Pour les architectes, c'est le grand jugement, dit-il. Sur le plan d'eau le plus pourri (par les courants, les vents et la présence d'innombrables bateaux) du monde. »

A Cowes, le grand maître est encore Bruce Farr, triomphateur en 1987, qui a dessiné cette fois dix-neuf des quarante-deux adversaires de la flotte, y compris Xerxes, l'un des trois représentants français. Le combat est à priori à armes inégales pour Philippe Briand qui ne compte que deux créations, Corum et l'italien Mandrill, conçu pour l'édition précédente de l'épreuve. Raison de plus pour faire preuve d'originalité.

La « filière rochelaise »

Pour concevoir Corum, Philippe Briand s'est appuyé sur la « filière rochelaise », qui avait déjà travaillé pour French-Kiss : Philippe Ghesseau (Air Method Group) pour les voiles, Philippe Pallu de La Barrière, du Centre de recherche pour l'architecture et l'industrie nautiques (CRAIN) pour l'hydrodynamique et l'information, et Xavier Philippou pour l'acoustique.

Ce « filier » rochelaise, ne manque pas d'astuces et d'originalité avec son mât fixé sur le pont et non plus sur la quille, pour donner plus de possibilités d'évolutions à la quille, son gréement très ramassé pour une meilleure force propulsive, son plan de pont démontable avec seulement cinq winches, sa coque en carbone et Nomex qui ne pèse que 405 kilos et la concentration de 80 % du poids du bateau sur 2 mètres autour du mât, afin de limiter le tangage et le roulis.

Le plus délicat a été de faire admettre toutes ces innovations aux juges et de régler le bateau. Sur Corum, tous ces chercheurs ont, en effet, décidé de mettre leurs théories en pratique. Aux côtés de Marc Bouet, le tacticien de

French-Kiss - passé à la barre - et d'équipiers de la campagne australienne comme Albert Jacobson ou Jean-François Rivalant, on trouve cette fois sur le pont Luc Ghesseau à la tactique, Xavier Philippou au réglage des voiles et Philippe Briand, qui gère l'information de bord et tient le rôle du skipper.

« Le métier d'architecte naval est encore fait de 50 % de science et de 50 % d'empirisme, estime-t-il. Il est indispensable de naviguer pour mieux sentir ce qu'on dessine. Il faut être sur l'eau pour vivre son bateau, visualiser les différences avec les autres et finaliser le travail de mise au point. »

Baptisé le 9 mars, Corum n'a d'ailleurs été réellement prêt qu'une semaine avant les régates de Cowes. Révélant d'emblée un potentiel impressionnant contre le vent, dès que celui-ci soufflait à plus de 15 nœuds, le voilier de Philippe Briand s'est imposé dans la quatrième régata, un triangle olympique de 27 milles et a collectionné les places d'honneur : troisième, sixième, onzième et quatorzième.

Dans cette épreuve en temps compensé, Corum, voilier de 35 pieds, n'a pu tirer profit de la modification du TMF (times measure factor), qui, après avoir favorisé ces dernières années les one-tonners de 30 pieds, privilégie cette fois les gros 40-45 pieds, comme le britannique Jamarillo et le japonais Wili, deux créations de Bruce Farr qui devançaient le bateau de Philippe Briand avant la course du Fasnet.

Par rapport à l'architecture rochelaise, qui effectuait sa troisième campagne dans les eaux du Solent, les deux autres représentants français, Pierre Mas et Bertrand Peco (CGI) et le médaillé d'or des Jeux de Séoul, Jean-Luc Pilot (Xerxes) ont surtout pêché par inexpérience de ces courses et méconnaissance du plan d'eau. Un handicap quasi insurmontable dans une flotte aussi prestigieuse.

GERARD ALBOUY.

Les résultats

Cyclisme

GRAND PRIX DES AMÉRIQUES A MONTRÉAL
1. Jorg Muller (Sui-PDM), les 224 km en 6 h 03 min 39 s (moyenne : 36,95 km/h) ; 2. Yvon Madiot (Fra.), à 57 s ; 3. Claudi Motter (Fra.), à 1 min 31 s ; 4. Greg LeMond (E-U) ; 5. Sean Kelly (Irl.), n.a.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
PREMIÈRE DIVISION
(Quatrième journée)
*Bordeaux b. Sochaux 1-0
*Marseille b. Toulon 4-0
*Marseille b. Metz 2-1
*Auxerre et Toulon 2-2
*Nantes b. RP 1 5-1
*Monaco et Saint-Etienne 0-0
*Lyon b. Nice 2-0
*Paris-SG b. Montpellier 2-1
*Cannes b. Lille 3-0
*Brest b. Chên 2-1

Championnat
1. Bordeaux, 7 pts ; 2. Nantes, Marseille, 6 ; 4. Toulon, Paris-SG, Monaco, Toulon, 5 ; 8. Lyon, Marseille, Sochaux, Brest, 4 ; 12. Cannes, Nice, Auxerre, Saint-Etienne, Metz, Lille, RP 1, 3 ; 19. Montpellier, Chên, 2.

DEUXIÈME DIVISION
(Quatrième journée)
Groupe A
*Nancy b. Dijon 4-0
*Bastia et Strasbourg 0-0
*Amiens et Allas 2-2
*Martignas b. Gueugnon 2-1
*Lohans-Couzeaux et Montceau 1-1
Championnat b. Grenoble 2-0
*Orléans b. Reims 1-0
*Nîmes b. Arvison 4-1
*Red Star et Istres 2-2

Championnat
1. Nancy, 8 pts ; 2. Bastia, 6 ; 3. Strasbourg, 5 ; 4. Nîmes, Martignas, 5.
Groupe B
*Abbeville et Dunkerque 1-1
*Lons b. Niort 2-1
*Créteil et Reims 1-1
*Saint-Sébastien b. Le Havre 2-1
*Guingamp et Quimper 0-0
*Rouen b. La Roche-Yan 2-1
Angers b. Tours 1-1
*Lorient et Beauvais 1-1
*Laval b. Valenciennes 3-1

Championnat
1. Valenciennes, Laval, Beauvais, 6 pts ; 4. Reims, Rouen, Saint-Sébastien, Dunkerque, Lons, Créteil, 5.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE A DUNDEEN (500 cm)
1. Kevin Schwantz (E-U/Suzuki), les 30 tours en 47 min 45 s ; 2. Eddie Lawson (E-U/Honda) à 97 s 100 ; 3. Wayne Rainey (E-U/Yamaha) à 8 s 60 ; 4. Niall MacKenzie (G-B/Yamaha) à 10 s 94 ; 5. Christian Sarron (Fra/Yamaha) à 28 s 31.

Victime d'une nouvelle chute, le Français Dominique Sarron (E-U) souffre d'une fracture au poignet droit et ne pourra terminer la saison.

Ski nautique

CHAMPIONNATS D'EUROPE A MILAN
Le Français Patrice Martin (figures), le Britannique Benelley (slalom) et l'Allemand Alent (saut et combiné), se sont adjugés les titres européens.

Sports équestres

CSIO DE DINARD
A deux semaines des championnats d'Europe de saut d'obstacles organisés aux Pays-Bas, l'équipe néerlandaise a remporté, vendredi 4 août, la Coupe des nations, à l'issue d'un parcours sans faute de ses quatre cavaliers. Les Français ont pris la deuxième place, avec 3,5 points de pénalité. Dimanche 6, l'Autrichien Hugo Simon (winner) s'est imposé dans le Grand Prix Remont, à l'issue d'un barrage qui réunissait onze cavaliers, dont trois Français : Michel Robert, Roger-Yves Boet et Jean-Marc Nicolas (Midway St Peer) qui a terminé quatrième.

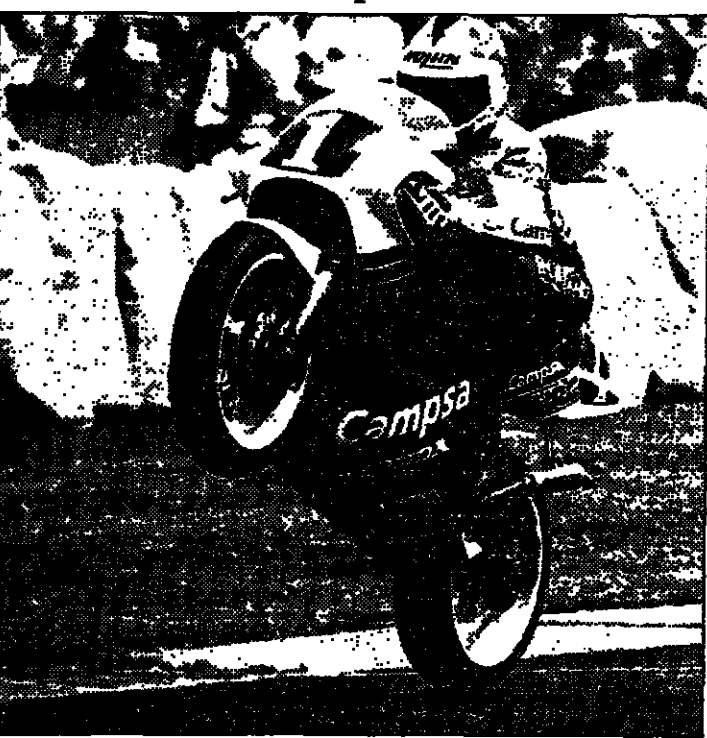
CHAMPIONNAT D'EUROPE DE DRESSAGE
L'Allemande de l'Ouest Nicole Uphoff, championne olympique, a ravi le titre européen de dressage à la Française Margit Otto-Cröpke, qui a été sa consœur de la deuxième place, dimanche 6 août, à Mondorf-les-Bains (Luxembourg).

Triathlon

CHAMPIONNAT DU MONDE A AVIGNON
1. Mark Allen (E-U), 1 h 58 min. 46 s ; 2. Glenn Cook (G-B), à 1 min. 18 s ; 3. Richard Wells (N-Z), à 2 min 10 s ; 4. Patrick Girard (Fr.), à 7 min. 34 s.
Le titre féminin est revenu à la Néozélandaise Erin Baker, classée cinquante-deuxième, à 11 min. 16 s.

MOTOCYCLISME

Deuxième titre pour Sito Pons



Pour la centième course de sa carrière en Grand Prix, l'espagnol Sito Pons (Honda), vainqueur dimanche 6 août à Donington (G-B), s'est adjugé son deuxième titre mondial consécutif en 250 cc. Ce nouveau sacre valait bien un « wheeling » pour le pilote espagnol, qui disposait cette saison d'une équipe de dix personnes et d'un budget de 15 millions de francs.

AUTOMOBILISME : Rallye d'Argentine

Troisième sacre pour Lancia

Vainqueur du Rallye d'Argentine, samedi 5 août à Cordoba, devant les deux autres Lancia Delta-HF intégrale de l'italien Alessandro Fiorio et de l'argentin Jorge Recalde, le Suédois Mikael Ericsson a assuré à la firme transalpine un troisième titre mondial consécutif, le huitième dans l'histoire de la marque. In vainqueur depuis le Rallye de l'Acropole en juin 1988, la Lancia Delta-HF intégrale a toutefois été sacrée en catimini. Toyota, Mazda et Mitsubishi, seuls adversaires des Italiens, avaient renoncé au déplacement en Argentine et la

firme de Turin n'avait pas délégué ses trois pilotes vedettes, l'italien Massimo Biasion, le Français Didier Auriol et le Finlandais Hannu Mikkola. N° 63, N° 0708.1551 l'allemand Markku Alen qui préparait le prochain Rallye des mille lacs.

Cette indifférence pour un sacre reflète la malaise du champion du monde des rallyes, rendu beaucoup moins « spectaculaire » depuis que les constructeurs sont tenus d'aligner des voitures produites au minimum à cinq mille exemplaires.

PLANCHE A VOILE : Triangle « Ouest-France »

La preuve par mille

La neuvième édition du Triangle Ouest-France, première concentration mondiale de planches à voile, a vu la victoire de Jean-Pierre Kelbert et Benoît Wilhelm sur près de 1 000 concurrents rassemblés, le samedi 5 août, dans la baie de La Baule.

LA BAULE de notre envoyé spécial

Les bons à tirer de l'avis de décès étaient prêts. Et les responsables du Triangle Ouest-France pensaient bien depuis plusieurs mois que la neuvième édition serait la dernière. Après le record de 1 154 concurrents en 1985, la participation n'avait cessé de baisser ces quatre dernières années pour n'atteindre que 900 engagés en 1988. Gaëtan Labaie, le directeur des relations publiques du grand quotidien régional, ne cachait pas qu'une « nouvelle baisse du nombre de participants signifiait que l'épreuve ne correspond plus à l'attente du public ».

Mais dès 8 heures du matin, samedi 5 août, les concurrents venus de toute la France se pressaient pour les inscriptions de dernière minute. Et dans le gréillement des radios des bateaux du comité de secours, les chiffres ne cessaient de monter jusqu'à 11 heures - au moment du départ de la première épreuve : 500, 950, 980, 986 inscrits. Sourires et étonnement sur les visages des organisateurs. Un coup de canon libère finalement les 806 voiles des concurrents de la catégorie « grand public » pour un parcours de trois milles et demi dans la baie de La Baule, suivis une heure plus tard, sur un parcours de six milles cette fois, par les concurrents dits « professionnels ».

Le Triangle Ouest-France, c'est d'abord un impressionnant départ. Des centaines de planches aux voiles multicolores sont contenues jusqu'à la dernière seconde derrière une ligne de 300 mètres surveillée par 60 bateaux de sécurité. Un Parisien de quatorze ans, Benoît Wilhelm, remporte le classement « grand public ». Un Rennais de six-sept ans, Roman Kersaudy, s'impose dans la catégorie « hors-jauge ». Deux jeunes concurrents qui représentent la nouvelle vague des planchistes. Ils

ont tous les deux commencé à pratiquer ce sport avant d'atteindre leur dixième année. Avec l'appui logistique de son père, Roman Kersaudy eût déjà les championnats de France de l'ouest et fait partie de l'équipe « jeunes espoirs ». Tiba, Benoît Wilhelm a lui aussi déjà des sponsors et court en compétition presque chaque semaine sur le plan d'eau de Lavacourt, près de Paris.

Dès l'année prochaine tous les deux s'inscriront sans doute dans la catégorie « professionnels ». Ils affronteront alors peut-être Jean-Pierre Kelbert dont le troisième succès consécutif dans l'épreuve n'a pas été facile. Largement en tête de la course à 500 mètres de l'arrivée, le récent champion d'Europe en série olympique a failli se faire souffler la victoire à la loterie des derniers souffles d'un vent soudain devenu asthmatique. Seul son « métier » lui permettait de l'emporter... après un sprint sur la plage.

Les fabricants absents

Si une victoire dans le Triangle Ouest-France entraîne plus de retombées médiatiques qu'un résultat dans un championnat officiel, la grande majorité des concurrents court à La Baule pour le plaisir. Plaisir de participer à une épreuve qui proclame librement être la première concentration mondiale de planches à voile. Plaisir de se confronter à des concurrents chevronnés qui accourent chaque année de toute la France. Plaisir de naviguer aussi, car la brise qui soufflait tôt le matin du 5 août n'est sans doute pas étrangère au succès - inattendu - de l'épreuve cette année. Le niveau général des concurrents - visible à l'absence de chutes - est en constante augmentation.

La réussite d'une telle épreuve, alors que les compétitions de planche à voile pour le grand public ont pour la plupart disparu ces dernières années, rend d'autant plus étrange l'absence des fabricants à Pornichet. Toujours à la recherche des recettes qui avaient provoqué le grand boom de la planche à voile au début des années 80, les fabricants ont perdu une occasion de rencontrer le grand public.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

كيتا مي لاني

MUSIQUES

« L'Été espagnol » à Genève

Feu d'artifice

Une musique vigoureuse, qui respire et explose. C'est celle de l'Espagne, célébrée en août sur les bords du Léman.

Il y a cinquante ans, les peintures majeures du Prado madrilène étaient évacuées et mises à l'abri à Genève, sous la protection de la Société des nations, pour être sauvées de la guerre civile. Pendant l'été, elles furent montrées au Musée d'art et d'histoire, où coururent, de toute l'Europe, quelque quatre cent mille visiteurs.

C'est pour commémorer cet événement que le même musée présente une exposition, « Du Greco à Goya », soixante-quinze œuvres du Siècle d'or, et que la ville de Genève consacre son festival thématique de l'été à l'Espagne (après les États-Unis, l'Inde et le Japon, entre autres) : rétrospective Antonio Saura au Musée Rath; parcours andalou « De l'artisanat à l'émigration » au Musée d'ethnographie; présence de groupes folkloriques dansants à travers les énormes fêtes populaires qui animent les bords du lac, jusqu'au 13 août, etc.

Mais c'est, comme toujours, la musique qui se taille la part du lion avec (d'ici le 26 août) dix-huit concerts organisés comme un vrai festival par René Baud. L'ensemble rassemble les meilleurs interprètes d'outre-Pyrénées et brosse un panorama de la musique espagnole, de Cabezón aux plus jeunes représentants d'une école exceptionnellement vigoureuse.

Dans la belle cour Renaissance de l'hôtel de ville, avec ses lancées d'arcades et d'escaliers superposés, c'était, par exemple, samedi, le Trio de Barcelone. Dans le jeu limpide et primesautier du pianiste, Alberto Gimenez Ateneles, se reflétaient les sonorités de violon et de violoncelle des deux jeunes, Claret, Gérard et Luis, confondus dans la flamme juvénile du Trio en si majeur de Brahms et l'extase du Trio de Ravel.

Et la veille, quelle surprise de voir, abondamment garnis (quelque huit cents personnes), la Victoria Hall, à la décoration surchargée, qui rappelle le Musikverein de Vienne, pour un concert consacré à trois compositeurs vivants (1) : José-Luis Turina, Cristóbal Halffter et Tomas Marco, accueillis avec chaleur grâce aux exécutions brillantes et enthousiastes de l'Orchestre symphonique de Madrid (l'Orchestre Arbos, du nom du chef prestigieux qui le dirige pendant trente-cinq ans), superbement mené par Cristóbal Halffter.

José-Luis Turina, trente-sept ans (neveu du célèbre Joaquín Turina), est le plus jeune des trois compositeurs mais non le moins subtil, comme en témoigne la finesse d'écriture de *Pentimento*. Autour d'une note qui émerge lentement du silence s'enroulent peu à peu toutes sortes de timbres, arc-en-ciel bruisant, en une vision transparente et immuable. La vision devient rumeur, se charge de cuivres, de roulements de tambour, puis s'apaise, laissant apparaître les fondus enchaînés, les images sereines d'un quatuor à cordes. Celui-ci doit lutter pour se faire jour, s'élève peu à peu en une vaste méditation wagnérienne, avant de se dissoudre sous les taches de couleur de l'orchestre.

Le *Concerto pour piano et orchestre* de Cristóbal Halffter — né en 1930, — composé pour Maria-Manuela Caro, qui l'interprétait avec une sombre ardeur, joue beaucoup plus sur les masses que sur les lignes, déchaînant des courbes échelonnées, des grondements, des mugissements, des crescendos irrésistibles, des percussions de clavier frémissantes, alternant avec des épisodes étranges, aux sonorités lancinantes ou obsessionnelles. L'ensemble frappe comme un orage cosmique, mais intimiste plus qu'il ne séduit.

Tomas Marco — né en 1942 — au contraire, rassure d'emblée avec sa *Quatrième Symphonie*, clairement écrite. Les quatre parties enchaînées sont introduites et conclues par les harpes seules, aux couleurs fantomatiques, sépulcrales, pour rire, semble-t-il. Chaque mouvement s'inscrit sur un schéma rythmique et mélodique très simple, presque primitif, qui se renouvelle sans cesse, et c'est l'ingéniosité plus ou moins grande de la variation qui détermine le plaisir de l'auditeur : d'abord un concert d'oiseaux jaccassants, mêlé à des motifs plus intimes et songeurs de cordes ; puis, comme adagio, un solo lyrique, s'achève par un défilé dans le grave ; le scherzo ressemble à une machine infernale ou à une gigantesque fête populaire ; quant au finale, c'est une sorte de plaisanterie sur grandiose appel de trompettes d'Ainsi parlait Zarathoustra, qui n'arrive jamais à

déboucher sur sa conclusion triomphale, toujours rabotée, quel que soit l'instrument qui s'essaye à cette terrible épreuve, où l'on frôle les gains du concert Hoffmann.

En fin, Cristóbal Halffter gratifie l'assistance d'une autre gâterie, avec son orchestration pantagruélique de deux pipes pour orgue de Cabezón et Cabezón, *Tenuto* et *Batalla*, où une belle méditation lente débouche sur une épouvantable bataille de cuivres et de percussions crachant la mitraille pour le bouquet de ce feu d'artifice espagnol.

JACQUES LONCHAMPT.
★ « L'Été espagnol », renseignements : (01) 41-22-786-36-11.

(1) Concert exceptionnel, gratuit, certes, mais la gratuité n'a jamais rempli les salles de concert pour la musique contemporaine, bien au contraire.

Les « Rives sonores » d'Erik Samakh à Niort

L'Éden et avant

Ce qu'imprévoyance et industrialisation ont détruit, l'homme peut aujourd'hui le recréer artificiellement. Un plasticien rend ainsi à Niort ses rives sauvages peuplées d'oiseaux.

Sur le papier, le projet semble fou, parle de capteurs solaires, de batteries rechargées pendant la journée, de modules sonores qui ne se mettent à chanter qu'à la nuit tombée. Le résultat — qu'il faut absolument aller tester au plus profond du bayou niortais — constitue l'œuvre, à peine défilante, d'un plasticien acousticien de trente ans.

Peut-on apposer sa signature sur un fragment de nature vivante ? Ça c'est vu, répond Erik Samakh, qui a lu ses Testaments. Sept jours ne lui ont pas suffi pour achever sa création. Il n'a inventé ni la terre couverte de verdure, ni l'eau grouillante de créatures ni les luminaires au firmament, se contentant de les emprunter, tout faits, à son prédécesseur. Mais il s'est fabriqué son jardin d'Éden particulier : une minuscule île inhabitée, uniquement peuplée d'oiseaux. D'oiseaux modernes, informatisés.

Le concert commence à 10 heures, chaque jour renouvelé, selon qu'il a plu, que le vent s'est levé, que les aulnes bruissent sur la rive, que chiens et grenouilles y mettent du leur. Des barques attendent les spectateurs, de ces barques plates que les gens du marais dirigent d'une seule rame, en un lent glissement vésiculaire. L'île se dissout à peine au milieu d'un bras d'eau. Des branchages vous effleurent le visage. L'oreille veille.

Tout le travail de Samakh — car c'en est un, et fastueux — repose sur notre incroyable capacité à fantasmer sur le son quand on ne voit rien. Ses vingt modules sonores (en fait, des boîtes cylindriques en fer diffusant, à partir d'une heure donnée, des enregistrements d'oiseaux réalisés en Guyane), il les a répartis ici et là, dans l'herbe, comme un orchestre aléatoire de volatiles artificiels. Nul, même l'auteur, ne s'est jamais couché assez tard pour surprendre à l'aube leur premier sommeil. Acides, mélodieux ou nasillards, les chants de ces gosières informatisés composent parfois de petits airs, parfois semblent se répondre, ou se taire intentionnellement à notre arrivée. Et nous voici bons sauvages, partis à la découverte d'une dernière terre vierge, architectes involontaires de cette sculpture sonore naturelle, posée sur l'eau comme un grand objet éligible. Plus qu'auditeurs : auteurs d'un paradis acoustique entièrement imaginaire.

Projet de plasticien avant tout — les musiciens ont rarement tant de poésie, de simplicité et d'imagination — même si Samakh n'a guère utilisé jusqu'ici, comme matériaux, que des grillons, des lézards, une cage vide peuplée d'un fauve interactif (à Rennes l'an dernier), des insectes enfermés dans des mottes de sel, d'où ils ne s'échappent qu'en devenant chrysalides et papillons. Construits par Eric Lamy, avec l'aide de la société Minto, et

par l'informaticien Christian Larroche, ses modules sonores devraient, bientôt, accéder à l'autonomie de véritables animaux doublés de dociles robots. Sensibles à la vitesse du vent et au degré d'hygrométrie, ils pourraient être actionnés de loin ou vivre leur vie. De leurs caprices, leur maître se défie déjà : « Quand mes modules rieront... »

ANNE REY.
★ Installation sonore temporaire, l'île aux oiseaux est « exposée » jusqu'au 27 août sur la Sèvre, à 3 kilomètres de Niort, à la Rousselle, Saint-Lignier. Location de barque et visite : 15 F. - Renseignements : mairie de Niort. Tél. : 49-32-58-20. Dans la même région, à Melle, une autre installation sonore, réalisée par Kuno Viktor, sert de décor aux mines de plomb argentifère des rois francs. - Renseignements : syndicat d'initiative. Tél. : 49-29-15-10.

De la Sèvre à l'Europe

Niort réactive sa mémoire de l'eau. Coupée de l'Océan et du Marais poitevin (devenu parc régional naturel) depuis que la Sèvre ne joue plus son rôle de voie de communication naturelle, l'ancienne cité gothique, devenue lieu de ralliement des routiers, entreprend la reconquête de sa rivière. Cet effort sans précédent concerne l'action artistique (lire ci-dessus), le tourisme et l'environnement.

Christine Beguinot, chargée de mission, a participé à l'organisation d'un parcours botanique le long des berges, à la construction de bateaux miniatures pour enfants, copies exactes de bâtiments anciens. Choisie, dans le cadre d'Eurocréation, pour accueillir en 1990 une papeterie d'artistes bourgeois de la CEE, Niort, « Venise verte », sera l'une des villes représentées, sur le thème des « Utopies urbaines », à l'exposition « Les génies des lieux », en novembre, au Grand Palais.

Enfin, du 31 juillet au 4 août, s'est tenu à Niort un premier Rendez-vous estival de jeunes artistes européens qui a réuni cinq cent vingt-cinq musiciens, chanteurs, vidéastes ou plasticiens venus de onze pays. Initié et « Europe d'art », ce rassemblement a notamment l'ambition de devenir, d'ici à 1992, le carrefour du jeune rock européen. (Rens. : Joël Misbert, tél. : 49-32-58-22).

A. R.

PHOTO

Tono Stano le danseur de Bohême



« Un contemporain et des pierres »

Impact de la lumière sur la matière, à mi-chemin du trépas et de la déraison, la mise en scène de ce personnage d'un autre monde est caractéristique de l'univers du photographe tchèque Tono Stano. Énergie créative d'une jeune photographie (Stano n'a que vingt-neuf ans), d'une élégance froide, émanant de l'exemple des illustres aînés : Sudek et Drtikol.

P. R.

★ Halle aux grains de Lectorne (Gers), jusqu'au 15 août.

ARTS

L'abstraction selon Monique Frydman et Bernard Pagès

Manières modernes

L'une peint, l'autre sculpte. Tous deux sont abstraits, et tous deux cherchent un art de volupté et de délectation. Prés du maniérisme.

Le Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées — c'est l'intitulé officiel de l'établissement — n'a pas à la contemplation et suggère peu de rêveries champêtres. Par on ne sait quel sort ou quelle malveillance, il a été logé dans une zone industrielle de la banlieue toulousaine qui s'appelle jadis Labège et désormais Labège-Imnopolle.

Peut-être par nostalgie de la campagne qui s'étendait alentour et qui a été détruite, les occupants de Labège ont organisé, dans une ancienne ferme aménagée et blanchie, une exposition qui sent le foin et la pierre, la prairie et la carrière, la nature en somme, que ces deux Méridionaux, l'une tarse, l'autre lotis, ont en commun de prendre pour inspiratrice de leurs savants travaux.

Les toiles récentes de Monique Frydman, longues et larges frises frontées de jaune et de vert, ne relèvent point pour autant du paysagisme. On elles en relèvent à la manière des *Nymphéas* de Monet et des *Loires* d'Olivier Debré : comme des fragments transposés, transformés et dépourvus de signes reconnaissables. La composition s'étire le long de toiles de plus en plus longues, elle procède moins par divisions et structures que par échos et appels. D'un bord à l'autre, incitant l'œil à glisser sur la surface comme « un bon nageur qui se pâmait dans l'onde », des traces d'un mauve et d'un blanc se répondent. Les couleurs s'échevrent, des trouées sont ménagées qui laissent croire à une profondeur. L'harmonie peut aller jusqu'au monochrome glorieux d'une jaune solaire ou d'un rouge mi-sang mi-rouille. Il faut que rien ne s'oppose à l'expansion de la dominante colorée.

Nul pathétique là-dedans, nul désir d'expressionnisme. Si Monique

Frydman a su être attentive à Rothko, elle n'en demeure pas moins fidèle à son passé, qui est marqué par l'impressionnisme. Il se peut même qu'elle lui soit quelquefois trop fidèle et qu'à trop se fier à la dissolution des formes et à l'irradiation des couleurs elle ne prenne le risque du décoratif. On le vérifie grâce à quelques peintures plus anciennes, opportunément accrochées dans l'exposition : il y a une Frydman plus violente et brutale, capable d'une peinture noire et repulsive, aux dissonances stridentes et aux gestes tranchants. On aimerait que cette artiste-là ne cède pas entièrement la place à une seconde Frydman, qui a plus de grâce mais moins de force.

Pagès, comme sa compagne d'un été, jouit de dons hors du commun. C'est, dans le genre de la sculpture patchwork, de l'assemblage de matériaux hétérogènes et étranges, une sorte de génie. Il acquiesce le calcaire, le ciment teinté, le carrelage, l'aluminium tordu, le fer rouillé, les bidons écrasés et les souches de vigne avec un savoir-faire prodigieux. Chaque pièce est un miracle d'équilibre et de calcul. On l'ausculte, on aimerait en connaître l'histoire et la fabrication pour savoir par quelle mathématique tout tient ensemble et debout en dépit de la pesanteur et de la diversité des éléments.

Quand on a longuement admiré la virtuosité de l'artiste et son inventivité, il reste néanmoins, avec l'admiration, un peu de doute. Quand Pagès soude les éléments de la *Flèche*, il résout une difficulté technique. Est-ce assez ? Ses œuvres monumentales ont tant d'autorité qu'elles s'en souviennent en impressionnant. Mais les œuvres plus petites, d'un baroque sans retenue ? Cet art abstrait d'agrément, il arrive qu'on ne le sente guère habité par une nécessité subjective. Et qu'on le regrette, tant est remarquable la capacité de renouvellement de l'artiste.

PHILIPPE DAGEN.

★ CRAC Midi-Pyrénées, Labège-Imnopolle, jusqu'au 3 septembre.

FESTIVALS

Micro-Macro à Reggio nell' Emilia

L'objet prend le pouvoir

Un théâtre avec des objets, des lumières, des constructions et aussi des personnes humaines. C'est le Festival Micro-Macro qui vient de se terminer à Reggio nell' Emilia.

Vingt-deux heures. Des trains spéciaux au départ de la gare de Reggio nell' Emilia, quasi numéro six. L'un pour Santo Spirito, l'autre pour Guastalla.

Quand on a choisi Guastalla, il faudra compter quatre ou cinq arrêts à un moment, le train s'arrête, passe devant une fête de village, avec orchestre sous kiosque, image fugitive et fellinienne, et les gens vous saluent. En rase campagne, une fille aveugle court sur les toits d'un train, poursuivie par un contrôleur, et leur dialogue est beau dans la nuit calme. On descend dans les champs. Une petite église est ouverte, un prêtre et des scouts chantonnent autour d'un feu de camp. L'église est désaffectée, tout le monde y pénètre pour assister à l'évocation d'un Noël quelque peu démythifié. Ailleurs, il faudra descendre du train, enfourcher des vélos, traverser sur quelques kilomètres Guastalla presque endormie, pour gagner une autre église perdue : là, les ex-voto, les cerceaux de verre où dorment les saintes vont s'animer comme des boîtes magiques, développer des histoires croisées et intermittentes.

Ce voyage est conçu par / Miraceli du théâtre des Briciole de

Parma, les organisateurs du 6^e Festival de théâtre d'objets qui s'est tenu à Reggio nell' Emilia du 17 au 27 juillet. Parti des marionnettes, il a annexé tout le système des objets pour proposer un ensemble de spectacles jouant sur les rapports de proportion (Micro-Macro).

Aujourd'hui, le « macro » semble bien avoir sacré le « micro ». De l'extension à l'objet, on est passé de l'extension à l'espace.

Le spectacle marquant de ce Micro-Macro 89 venait de l'Espagne. C'était *In Concerto*, du Théâtre Semola de Barcelone, qui se donnait dans le cloître de l'ancien couvent devenu haras militaire (Stalloni), siège habituel du festival. *In Concerto* associait avec une poésie violente l'univers du cirque et celui de la musique. Pour un morceau de Verdi, un canon volant descendait du ciel ; pour un morceau de Wagner, un équilibriste, après avoir rempli d'eau cobalt un immense baquet, en faisait jaillir des flammes et les éteignait en s'y précipitant depuis son plongeur. Pour Mahler, une sirène se débattait dans un monstrueux emballage de plastique.

Deux femmes en cuir, au trapèze, évoluaient sur un air de Mozart, traduisant la partition en propositions gestuelles, tandis qu'un jongleur faisait sauter des assiettes volantes sous la lumière stroboscopique pour un choral de Bach. Aucun fil conducteur, mais une virtuosité à couper le souffle dans la mise en images, et la danse n'est pas loin, à peu près comme dans les spectacles de la Fura del Banz, de Barcelone aussi.

On se rappelle les *Dances de la Basilille*, du Royal Station Opera (créées au Festival de l'insolite à Cherbourg, en juin dernier), spectacle qui court cet été entre Londres, Amsterdam et Barcelone, où, sur trois jours, trente acteurs-danseurs-musiciens jouent à construire, déconstruire à coups de vrais participants de monstrueuses architectures symboliques. Et l'on se dit qu'à l'époque du retour en force du texte, se développe avec succès un théâtre de l'image et de la sensation forte.

BERNARD RAFFALLI.

« Athènes n'était pas en Avignon... » A la suite d'une ambiguïté phonétique, nous avons, dans l'article « Le pouvoir d'Avignon » (*le Monde* du 2 août), commis une erreur dans le nom de la société chargée de l'audit sur le Festival. Il ne s'agit pas d'Athènes Conseil, mais d'ATN conseil (pour l'application de techniques nouvelles) spécialisées dans les études stratégiques auprès des grandes entreprises, administrations, collectivités locales et territoriales.

dans lequel le groupe joue au big band, on *Young Ned of the Hill*, le rencontre toujours recommencée entre le jig irlandais et l'électrochoc rock. Pour l'angoisse, c'est Shane McGowan qui s'en charge. Sa voix est encore un peu plus en morceaux, et pourtant il chante (à moins qu'il ne dise) ses textes, qu'il salue miraculeusement de l'inconscience. *USA* est une marche funèbre chaotique, qui se grave instantanément dans la mémoire.

T. S.

★ *Peace and Love*, disque, cassette, CD Pogue Mahone/WEA.

Tabu Ley. — Dit également Seigneur Rochereau (général dont le nom fut donné à un lycée de Kinshasa où notre héros fit ses études). Chef de l'Orchestre Africain International. A peu près inconnu hors d'Afrique jusqu'à ce que Peter Gabriel, les gens de WOMAD et de Real World ne jettent leur dévolu sur lui et ne l'invitent à Bath (Somerset) pour lui faire enregistrer un album dans le studio de Gabriel.

Babati Soukous et un cours accélééré de musique zairoise, un compendium de la carrière du seigneur à l'usage des curieux pressés. Sur trente ans de modes variant sur le thème de la rumba-rock zairoise, Tabu Ley n'a apparemment pas eu de peine à trouver une heure de musique réjouissante, accessible malgré sa sophistication, grâce au coup de pouce de la production. Tous les titres (treize) ont été enregistrés en direct, mais le son est tout à fait familier, batterie et basses bien grasses, champ sonore profond, où l'on retrouve chaque instrument (dont de belles guitares tournoyantes) sans avoir à chercher. Ce n'est sans doute pas très authentique mais tellement reposant pour le néophyte.

T. S.

★ *Babati Soukous*, Disque, cassette, CD Real World/Virgin.

Le Monde

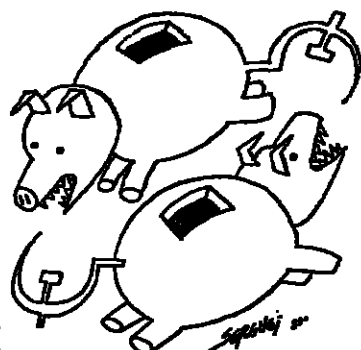
ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 8 août 1989 15

MUTATION MALAISEE A L'EST

II. - Hongrie : la fin des tabous

Une Bourse à Budapest,
un commissaire chargé de la dérégulation,
les postes peut-être privatisés...



UNE Bourse en Hongrie, avec une corbeille entourée de « golden boys », la crise quotidienne et les cours des actions affichés à la craie sur un grand tableau noir ? Il y a deux ans, Zsigmond Jari, alors président de la Banque de Budapest — au troisième rang des établissements bancaires magyars — n'aurait pas mis un forint (1) sur une idée aussi saugrenue. Un tel symbole du capitalisme dans un pays socialiste, l'imaginable.

Aujourd'hui, Z. Jari est vice-ministre des finances. Sa mission est de créer une Bourse à Budapest, « une valse », pas un marché informel et discret comme il l'avait proposé. « Le pays a besoin de symboles qui marquent le changement », explique le jeune vice-ministre, très occupé à préparer l'inauguration, le 1^{er} septembre prochain comme il l'espère, du floor hongrois.

A nouveau donc, la Hongrie reprend le chemin des réformes économiques. Depuis vingt ans déjà, plusieurs tentatives visant à sortir le pays du système étatisé et hypercentralisé d'origine soviétique avaient été menées. Sans grand résultat. Aujourd'hui, la volonté de rupture avec le « socialisme existant » est nettement plus marquée.

« Nous manquons de modèles »

Le vent venu de l'Est, celui de la perestroïka, n'y est sans doute pas étranger. Finis les « petits pas » ; la Hongrie de 1989 a choisi le « grand bond en avant » avec comme seul objectif : l'économie de marché. Rezső Nyer, le père de la réforme de 1968 — la première tentative de libéralisation sur les bords du Danube — est à la tête du parti, bien déterminé à changer les choses.

Certes, l'exercice est difficile. L'économie hongroise est en stagnation : croissance nulle et inflation forte (un rythme annuel officiel de 15 % à 16 %). S'il n'y a pas de véritables pénuries pour la population, les déséquilibres sont nombreux, du budget et des finances extérieures en particulier.

« Passer d'une économie socialiste à une économie de marché n'est pas chose facile », explique un expert hongrois en ajoutant avec un brin d'ironie : « Non seulement nous manquons de modèles, mais nous n'avons pas non plus de théorie. Si beaucoup

ont écrit sur la transition du capitalisme au socialisme, rien n'a été pensé sur l'inverse, le passage du socialisme au capitalisme ! »

Contrairement aux périodes passées, il n'y a plus aujourd'hui de tabous. Le rôle du parti dans les affaires économiques doit être réduit, les entreprises d'Etat privatisées, les relations commerciales avec l'Union soviétique transformées et diminuées. Les intentions d'ores et déjà inscrites dans certaines lois révèlent une volonté de libéralisation profonde : désétatisation et réanimation des marchés.

Premier axe, réduire le rôle de l'Etat. Le travail ne manque pas. Malgré les réformes passées, l'Etat est omnipotente. Avec son budget, qui centralise 61 % du revenu national. Avec ses propriétés, qui représentent la quasi-totalité des entreprises. Avec ses règlements administratifs qui ont remplacé les instructions impératives aux entreprises. Pour affaiblir ce colosse, les dirigeants hongrois ont choisi trois armes : une réforme du budget, une politique de dérégulation et un programme de privatisation.

Est-ce l'effet du choc ou la période estivale ? Les membres du Parlement n'ont pas encore réagi au volumineux document (200 pages environ) qui leur a été remis, début juillet, par le gouvernement. Celui-ci propose une loi cadre qui devrait — si elle était totalement acceptée — révolutionner la gestion des finances publiques.

Outre une baisse simultanée des impôts et des dépenses, notamment des multiples subventions aux canards boiteux et aux prix à la consommation, le pouvoir prévoit en effet une importante réforme des institutions financées par le budget central (écoles, universités, hôpitaux...).

« Actuellement, l'Etat ne contrôle que la bonne exécution des dépenses », explique l'économiste László Antal, l'un des auteurs du texte. Il nous fait maintenant tenir compte de leur efficacité et donc de la relation entre leurs coûts et leurs « productions ». Le nombre d'élèves ou d'étudiants formés dans une école ou une université, celui des opérations dans un hôpital... »

Bref, à leur tour, les Hongrois se préoccupent — avec une logique très marchande — de la productivité de leurs services publics.

Des concurrents privés — « des écoles religieuses par exemple » — seront d'ailleurs autorisés.

Il s'agit ensuite, selon le programme adopté le 13 juillet dernier, de supprimer toutes les règles bureaucratiques du contrôle qui encadrent la gestion des entreprises. Rattaché au ministre de la Justice, un commissaire à la dérégulation a été nommé, dont le principe d'action

des marchandises en provenance de l'Ouest peuvent être achetées sans aucune autorisation, pourvu que les firmes aient l'argent — des forints ou des devises.

Enfin, pour lutter contre l'emprise publique, l'arme la plus spectaculaire est celle de la privatisation. Nommé il y a peu de temps commissaire du gouvernement chargé des privatisations, Janos Martonyi n'a pas d'états



« Non... je ne viens pas vous adopter ! Je ne suis qu'un commis voyageur. » (Newsweek, 24 juillet 1989.)

est d'inspiration « réaganienne » : « Tous les textes gouvernementaux et ministériels seront supprimés sauf ceux dont le gouvernement pourra démontrer la nécessité. »

L'arme des privatisations

C'est dans ce cadre que s'inscrit la politique actuelle de libération des prix, des salaires, du commerce privé et des importations engagées par le gouvernement avec le soutien actif du Fonds monétaire international. Alors que le monopole du commerce extérieur a déjà été supprimé depuis plusieurs années (1 500 sociétés hongroises commercent directement avec l'étranger), un programme de libération des importations a été lancé le 1^{er} janvier dernier. Près de 40 %

d'ores et déjà, Tamas Beck, le ministre du commerce, se fait à l'étranger le commis voyageur de l'industrie magyare, présentant à ses interlocuteurs une liste d'une cinquantaine de grandes sociétés d'Etat à vendre ! Ainsi le capital de la société hongroise de lampes électriques Tungram a été ouvert à l'étranger (voir encadré). Pour sa part, le producteur français de compteurs électriques Schlumberger Industrie va acquérir la majorité du capital (75 %) dans une usine de matériel électrique à Gödöllő, à trente kilomètres à l'est de la capitale.

La liste des privatisables hongroises, qui n'est pas encore établie, sera, d'après J. Martonyi, très large. « Il n'y a pas de limites de nature politique dans ce domaine ». Aucun secteur ne sera fermé aux étrangers : l'administration des postes elle-même pourrait être transformée en société par actions et son capital ouvert à des partenaires extérieurs. Deux nouvelles lois devraient être adoptées à l'automne, l'une précisant les droits rattachés à la propriété afin de vaincre une éventuelle opposition des actuels PDG, l'autre donnant naissance à un holding public chargé de gérer les actifs de l'Etat.

Le programme de privatisation se heurte aussi à la faiblesse du marché financier. Réanimer les différents marchés : ceux du capital, du travail, des biens immobiliers, c'est justement le deuxième axe des réformes actuelles. Là encore, tous les tabous sont tombés : le chômage apparaît comme un mal nécessaire. Depuis le début de cette année, un réseau d'agences pour l'emploi est en cours d'installation, des allocations sont versées à ceux qui ont perdu leur travail, des stages de formation leur sont proposés.

Pour l'instant, quelque 20 000 chômeurs sont officiellement recensés (environ 0,5 % de la population active). Sur le marché immobilier, la situation de pénurie provoque une flambée spectaculaire des prix. Le pavillon de 120 mètres carrés sur les collines de Buda se négocie autour de 5 millions de forints, 50 ans d'un salaire moyen !

Deux marchés font cependant l'objet d'une attention plus spécifique de la part des autorités : celui des capitaux et le marché mondial. Pour l'instant, le marché financier reste embryonnaire : les vingt-cinq membres du « Stock Exchange » se retrouvent chaque mardi pour coter une cinquantaine d'actions — en fait seules une quinzaine font l'objet de transactions régulières. Trois cents obligations sont également cotées, mais le marché souffre des perspectives d'inflation.

En cours d'installation dans les anciens locaux d'un coiffeur d'Etat, juste en face de l'endroit où sera construit le futur centre américain, Andras Simor est pourtant confiant. Nommé à la tête d'une société de courtage créée il y a quelques mois par le Credit Anstalt de Vienne et la Banque de Budapest, il est convaincu que son métier — intermédiaire sur les marchés finan-

ciers, — nouveau en Hongrie, va connaître un essor sinon rapide, en tout cas important dans les prochaines années.

Plusieurs textes vont contribuer à créer un cadre légal complet pour ce marché financier. Une loi sur les valeurs mobilières est annoncée pour l'automne, qui s'inspire des textes en vigueur à l'Ouest. « La Hongrie doit compter des dizaines de milliers d'entrepreneurs », proclamait récemment au Parlement le chef du gouvernement, Karoly Nemeth. Son appel a été entendu : de nombreuses petites sociétés par actions se créent, qui toutefois ne viendront à la corbeille que dans quelques années.

Z. Jari compte sur les privatisations pour amorcer la pompe. Mais qui achètera des actions ? La Hongrie manque d'investisseurs. Le poids de l'Etat, comme l'actuelle politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale, limite les moyens financiers dont disposent les entreprises. La population n'a pas confiance : lorsqu'elle a une petite épargne, elle préfère acheter de l'or, des devises ou de la pierre.

Des capitaux étrangers

« Nous devons éliminer la méfiance actuelle en inscrivant dans la nouvelle Constitution l'inviolabilité de la propriété », déclare J. Martonyi. Pour sa part, Zsigmond Jari prépare, avec la deuxième chaîne de la télévision d'Etat, un programme pédagogique en vue d'initier les Hongrois aux charmes des placements en Bourse. La Banque nationale enfin a mis au point un système d'incitation à l'achat d'actions qui pourrait être adopté prochainement : il s'agit d'un crédit à taux avantageux accompagné d'une aide fiscale.

de Budapest
ERIK IZRAELWICZ.
(Lire la suite page 16.)

(1) Membre du FMI, la Hongrie s'est engagée à rendre convertible sa monnaie, le forint. Officiellement, le forint vaut environ 10 centimes français. Sa dénote sur le marché noir, à Vienne, est très faible — de 10 à 15 %.

Pologne : le début du marché

La vérité des prix
commande l'assainissement économique
et l'aide de l'Occident

« destinée à transformer et à ouvrir leurs économies de façon durable », ce qui est capital pour Varsovie.

Une intégration européenne

L'idée d'une plus grande insertion dans le monde occidental n'est pas neuve en Pologne. Depuis 1956, elle a été reprise régulièrement par toutes les équipes qui se sont succédées au pouvoir, y compris la dernière. Mais les échecs répétés de la stratégie orientée vers l'exportation ont démontré l'insuccès du système économique traditionnel à engendrer le progrès technique et à accroître la compétitivité internationale.

La stratégie d'ouverture, appliquée par l'équipe d'Edward Gierek dans les années 70, s'est soldée par une dette extérieure, proche actuellement de 40 milliards de dollars, qui pèse lourdement sur l'économie polonaise. En limitant les capacités d'importation, elle provoque des difficultés

d'approvisionnement dans l'industrie, en même temps qu'elle pousse à exporter à tout prix au détriment du marché interne.

Le seul effet bénéfique de cette dette laissée en héritage semble être la sensibilisation croissante de l'Occident aux problèmes économiques polonais. Or les Polonais sont fortement désireux de s'intégrer dans l'économie européenne, mais ont conscience qu'ils ne pourront jamais y parvenir sans une aide active de l'Occident.

Seule l'évolution de la Pologne vers un système de marché — sur ce point, le consensus est acquis — permettra une véritable insertion mondiale. Elle aura notamment pour avantage d'instaurer un langage économique commun entre l'Est et l'Ouest. Mais personne n'est capable de donner la recette miracle pour le passage au « nouvel ordre économique ».

Les débats sont loin d'être clos. Les représentants de l'opposition reprochent à M. Rakowski l'amateurisme de sa politique économi-

que et l'incohérence de ses réformes. Pour se justifier, celui-ci se vante d'avoir « brisé la colonne vertébrale de l'ancien système » et déclaré normale la fragilité du système naissant.

Le dernier acte du gouvernement démissionnaire après son échec électoral en juin a été la libération, à partir du 1^{er} août, des prix alimentaires. Pour certains produits (lait, viande), les prix ont été multipliés par trois ou quatre.

Les crédits du FMI

La nécessité d'introduire la « vérité des prix » n'est plus contestée par personne. C'est une étape indispensable sur la voie de l'assainissement de l'économie. C'est également une des conditions de l'octroi des crédits du FMI et de la Banque mondiale, attendus impatiemment depuis 1986 (la Pologne a adhéré à ces deux organisations en juin 1986), ainsi que de la reprise des pourparlers avec le Club de Paris sur le rééchelonnement de la dette.

Les avis divergent uniquement sur les méthodes à employer. M. Rakowski a choisi la méthode forte. A-t-il eu raison ? Ne risque-t-il pas de provoquer de violentes réactions comme en 1970 et 1980

lors d'opérations comparables ? En 1976, les autorités avaient été contraintes d'annuler au dernier moment des mesures de même nature.

Avant le choc du 1^{er} août, Lech Walesa, avec son bon sens habituel, a déclaré en substance que la victoire politique ne peut servir à rien si l'économie s'effondre. On peut en déduire que l'opposition aidera le nouveau gouvernement si elle juge bonne sa politique. Encore faudrait-il que la population suive.

La Pologne vit une période de transition et l'on ne sait pas très bien ce qui en résultera. Le nouveau gouvernement hérite d'une lourde charge. On en attend une politique économique à la hauteur de la gravité de la situation. Il lui faudra en tout cas du courage pour introduire d'autres mesures impopulaires et l'appui de toutes les forces politiques du pays.

Tout ce que l'on sait, c'est que Solidarité reproche au parti de « vouloir sauter dans une eau profonde sans savoir nager ». A quoi le parti lui rétorque : « Vous voulez apprendre aux gens à nager avec des manuels et sans vous mouiller. »

KRYSTYNA SZYMKIEWICZ, chargée de recherche au CNRS.

(1) Officiellement, le zloty vaut environ 0,8 centime français.

لبنان في ايلول

La chronique de Paul Fabra

Le génie du capitalisme et l'écologie

DANS leur longue « déclaration économique » publiée le mois dernier, les sept participants au sommet de l'Arche s'affirmaient convaincus que « la protection de l'environnement et les investissements qu'elle induirait devraient contribuer à la croissance économique ». De cette assertion, la science économique moderne et sa représentation de la réalité économique à travers le PNB (produit national brut) sont, pourtant, bien en peine d'apporter une justification claire et convaincante. Cette impuissance est à l'origine de graves malentendus qui se sont traduits, à gauche et à droite, par une grande confusion sur les enjeux soulevés par la nécessaire défense de l'environnement.

D'un côté, on voit le mouvement écologiste, dans ses formes les plus extrêmes, se prendre pour l'ennemi irréductible du « progrès économique », dont il dénonce les illusions et les tentatives contre la nature, contre l'homme, son bonheur et sa liberté. De là à reprendre à leur compte les diatribes contre l'économie de marché et le « capitalisme » par définition (quelle définition ?) hélas, c'est un pas que beaucoup de Verts ont franchi allègrement. Ce faisant, ils rendent indirectement une sorte d'hommage à l'objet de leur exécution, dont la cause était ainsi confondue avec celle du progrès économique, détestable sans doute, mais progrès tout de même.

Au gauchisme affiché par goût de la provocation et du pittoresque par les amoureux conservateurs du milieu naturel à long terme répond — à chacun son naturel ! — l'indifférence arrogante des conservateurs tout court. Aux États-Unis, cette attitude passe sans peine pour la sagesse. Sous couvert de délégitimation, l'administration Reagan oppose, en plusieurs occasions, une fin de non-recevoir à des revendications des écologistes : tout doit être, et tout de suite, mis au service des entreprises, auxquelles, au nom de la prospérité et de la promotion de l'individu, il s'agit de rendre la vie plus facile, non de mettre à leur charge des obligations supplémentaires.

Dès les premières semaines de sa présidence, George Bush annonce, par quelques décisions bien « ciblées », son intention d'accorder une grande place à la protection de l'environnement. Ce en quoi il interprétait mieux que son prédécesseur les aspirations de l'opinion publique et, accessoirement, entendait mieux

que lui suivre les nouvelles voies ouvertes au « capitalisme ». Il reste que les Américains, plus inféodés encore que les Européens du continent aux modes de pensée de la théorie économique moderne et aux interprétations courantes données aux statistiques de la comptabilité nationale, sont probablement les plus mal préparés à prendre le tournant.

Supposons un instant, pour essayer de comprendre la promesse contenue dans le texte de la « déclaration » des Sept, que dans tel ou tel pays industrialisé, la pollution de l'atmosphère devienne telle qu'à certaines heures, pour mettre le nez dehors, il soit nécessaire de revêtir une sorte de scaphandre assurant simultanément l'alimentation adéquate en oxygène et la protection des yeux contre les brûlures de l'air vicié. Une telle détérioration de l'environnement appellerait bien évidemment aussi un coûteux équipement de tous les bâtiments publics et privés pour y garantir la respiration, dans de bonnes conditions, de leurs occupants. Conséquence immédiate : investissements nouveaux massifs. De deux choses l'une : ou bien ces derniers seraient compensés par l'abandon d'anciennes activités considérées comme trop polluantes, ou bien, au contraire, au nom de la préservation du plein emploi et de la prospérité, on ne modifierait que très lentement l'appareil de production existant, sauf à lui ajouter les nouvelles industries de l'environnement. Dans le premier cas, on peut admettre que le PNB par tête d'habitant resterait à peu près inchangé, dans le second, qu'il augmenterait, et cela d'autant plus que la vie serait plus gravement menacée et le plaisir de vivre, lui, déjà fortement entamé.

Sans nous attarder davantage sur cette hypothèse extrême, remarquons que, dans pratiquement tous les domaines, les conditions de vie sur cette Terre, dans qu'elles résultent de l'état actuel de la nature — ou de l'évolution des mœurs — nous imposent l'équilibre de l'économie du scaphandre. On a calculé qu'environ 8 % du PNB suédois, un des plus élevés du monde par tête d'habitant, est imputable aux rigueurs du climat ou, plus exactement, aux acti-

vités économiques liées au besoin de se chauffer artificiellement dix à onze mois sur douze. Cela, évidemment, est de nature à fausser la comparaison, faite sur la base du PNB, avec le niveau de vie des Siciliens ou des Andalous.

A l'occasion d'une étude menée récemment en Allemagne par un institut privé (lié à la CDU) sur les conditions d'existence dans le Land supposé le plus riche, la Bade-Wurtemberg, et le Land supposé le plus pauvre, le Schleswig-Holstein, les enquêteurs, sur toute une série de critères objectifs (habitat, achats de produits d'agrément, etc.), ont conclu que l'avantage était plutôt pour les habitants de ce dernier. Non pas que la nature soit plus clémente dans le nord que dans le sud de la République fédérale, mais, dans le nord rural, c'est la communauté qui fournit gratuitement des services qu'on doit payer ailleurs à cause de mœurs différentes. On gagne moins d'argent dans le Schleswig-Holstein, mais quand on s'absente, on n'a pas besoin de confier ses enfants à une garderie. Les voisins s'en chargent.

L'n'empêche que toute une idéologie nous invite à effacer de notre esprit et de nos calculs ces circonstances particulières et à faire dire au produit national ce qu'il ne dit peut-être pas spontanément, mais qu'il suggère par construction. Son importance en valeur absolue est tenue pour un gage de richesses supérieures, son augmentation comme l'indice le plus certain d'un niveau de vie en voie d'élévation. Force est d'admettre que la théorie économique moderne, loin de nous mettre en garde contre ces interprétations hâtives et parfois abusives, ne nous fournit aucune clef sûre pour nous en préserver. Au contraire, elle nous pousse subrepticement dans la fausse direction. C'est pourquoi les Verts sont exposés à la maladie infantile du gauchisme. Celui-ci a beau jeu de dénoncer pile-mêle la technique et l'économisme. (De par ses fondements essentiellement hétérodoxes et subjectifs, la théorie économique moderne est paradoxalement condamnée à verser dans l'économisme.)

Je serais enclin à pousser la critique plus loin, à cause, précisément, de ces

fondements (qui l'ont conduite à voir dans un « équilibre général de marché » l'état optimal de satisfaction), la théorie économique moderne, issue des travaux de la fin du siècle dernier, est mal préparée à comprendre et à assumer le tragique de la vie économique, auquel elle répond par une mythologie de la croissance à l'eau de rose. En particulier, pour ce qui nous occupe ici, la doctrine moderne refuse de voir que, d'un point de vue macro-économique, l'augmentation de la valeur serait signe plutôt d'appauvrissement (relatif) général que d'enrichissement. C'était pourtant là une proposition centrale de la problématique classique, en réaction à laquelle s'est en grande partie construite l'école moderne.

Pour les grands auteurs écossais et anglais de la fin du dix-huitième et surtout du début du dix-neuvième siècle, qui furent les premiers à proposer ce qui apparaît de plus en plus aujourd'hui comme la théorie la plus générale du capitalisme (un mot qui n'existait pas encore à l'époque et qu'on aurait mieux fait de ne pas inventer), la valeur des produits et services mis sur le marché était proportionnelle à la quantité de travail qu'il avait fallu consacrer à leur élaboration. Cette proportionnalité était à leur yeux corrigée par un facteur supplémentaire qui était le profit revenant au maître du capital (outils, machines, fond de roulement, etc.) utilisé pour produire. Mais laissons de côté ici cet aspect pourtant très intéressant des choses (et que Marx, par la suite, devait obscurcir pour plus d'un siècle) pour concentrer notre attention sur le seul facteur travail.

Du principe ainsi posé pour tous les biens « reproductibles à volonté et pratiquement sans limite pour peu qu'on effectue à leur production le travail et le capital requis » (définition de David Ricardo datant de 1817), c'est-à-dire pour la grande majorité des produits et services commercialisés (à l'exception des œuvres d'art, des terrains à Paris et à Manhattan et d'autres biens « rares »), il résulte ceci : tout progrès dans les techniques de fabrication, dans l'art de gérer les entreprises, dans l'utilisation de l'énergie, etc., se traduit par une baisse de la valeur unitaire des produits, voire,

si le progrès est suffisamment grand et rapide, par une baisse de la valeur globale de la production, celle-ci fût-elle considérablement accrue.

QUE cette proposition d'une simplicité quasi biblique et dont on vérifie tous les jours la vérité sur les marchés (où une machine à calculer coûte dix fois moins cher qu'il y a dix ans, bien que beaucoup plus performante) ait été abandonnée comme pierre angulaire de la théorie économique s'explique — mais ne se justifie pas nécessairement — par le souci des économistes de la fin du siècle dernier de trouver une explication unique pour la valeur de tous les biens : les biens rares que les classiques auraient dû avoir tendance, dans la logique de leur système, à placer hors marché, tout autant que les biens reproductibles, qui seuls pouvaient faire l'objet d'un échange sur base d'égalité (puisque, au moins en principe, leur valeur est objectivement déterminable). Sans être véritablement détrônée, l'ancienne doctrine, qui a survécu sous la forme édulcorée et plus étroite de « coût de production », a été suppléée comme facteur explicatif de la valeur par la considération subjective de l'utilité.

Au fur et à mesure que l'eau l'air pur deviennent rares, leur « utilité » augmente, et il faut produire de nouveaux équipements pour les soustraire à la pollution. Avec l'accroissement de la valeur globale, on constate une multiplication des biens et services mis sur le marché, le tout étant facilement interprété comme une augmentation de la richesse collective et particulière. Dans les mêmes phénomènes, les classiques auraient d'emblée diagnostiqué une diminution de la richesse collective et particulière puisque, désormais, il faut travailler davantage pour obtenir, dans le meilleur des cas, une satisfaction égale. Les Verts se seraient-ils trompés de camp ?

● **ERRATUM.** — Dans la précédente chronique, intitulée « Le destin de l'Europe » (Le Monde du 1^{er} août), il fallait lire en haut de la troisième colonne : « Dans le même temps, le chancelier de l'Échiquier Lawson, dans le souci de maintenir la parité avec le deutschemark... » et non avec le dollar, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire. Par ailleurs, à l'extrême-droite du premier paragraphe, il fallait lire « détracteurs » au lieu de « détracteurs ».

MUTATION MALAISEE A L'EST

II. — Hongrie : la fin des tabous

(Suite de la page 15.)

Toutefois, c'est surtout, au départ, dans les capitaux étrangers que la Hongrie place ses espoirs : « L'aide principale que les Occidentaux peuvent apporter à notre politique de libéralisation, c'est de venir investir ici », plaide Gabor Andras, le président de la Chambre de commerce. D'ores et déjà, plusieurs fonds ont été créés : le First Hungary Fund (100 millions de dollars) par une filiale de la Banque mondiale et plusieurs investisseurs étrangers ; le fonds de 25 millions de dollars annoncé par George Bush. La visite à Budapest d'émissaires de Carlo De Benedetti, en juillet —

l'équipe de Cerus en particulier — a favorablement impressionné.

Cet appel aux capitaux étrangers — un régime ultralibéral leur est proposé — traduit également la volonté actuelle d'insertion dans l'économie mondiale. Il s'agit d'une véritable antienne à Budapest, mais cette fois la tonalité des derniers tabous — politiques notamment — pourrait permettre le véritable saut.

Les dirigeants hongrois sont déterminés à réduire et à transformer leurs relations économiques et commerciales avec leurs partenaires du Comecon, notamment avec le principal d'entre eux, l'Union soviétique. Les conditions

de cette réforme font l'objet, parmi les conseillers du gouvernement, d'un intense débat. Des changements semblent inévitables d'ici à 1991. Comme on le laisse clairement entendre au ministère du commerce.

Un surplus commercial

Tout en réduisant ses échanges avec l'Est, la Hongrie compte bien les développer avec l'Ouest. Pour assurer le service d'une dette en devises importante (17 milliards de dollars), Budapest devra encore dégaier, au cours des prochaines années, un surplus commercial d'au moins 1 milliard de

dollars, selon Ferenc Bartha, le président de la Banque nationale de Hongrie.

Aussi les dirigeants magyars espèrent-ils que, à la suite du sommet de Paris, les pays occidentaux ouvriront plus largement leurs marchés aux produits hongrois. Ils comptent en particulier sur une accélération du processus de libéralisation des échanges prévue dans l'accord conclu en 1988 entre la Hongrie et la CEE.

Moins d'Etat, plus de marché et une intégration dans l'économie mondiale : la voie hongroise est tracée. « La direction est bonne, mais sera-t-elle maintenue ? », s'interroge Marton Tardos, un

économiste influent, membre de l'Association des démocrates libres, un parti qui se veut « d'opposition constructive » et qui regroupe les principaux membres de l'intelligentsia hongroise. Effectivement, les obstacles ne manquent pas, la « sous-sous-bureaucratie notamment ».

Les réformateurs hongrois veulent construire aujourd'hui une économie à l'image du grand marché de fruits et légumes de Pest, à côté du pont de la Liberté. Un autre symbole. Sur ce marché abondamment alimenté, se confrontent l'offre des paysans privés, celle des membres des coopératives et celle des salariés des fermes d'Etat.

Une économie mixte, en quelque sorte. Mais une fois le marché terminé, on voit quelques petits vieux fouiller entre les cagots à la recherche de quelque nourriture. La nouvelle pauvreté — les retraités, les chômeurs, certains fonctionnaires — sera le défi des futurs dirigeants du pays, ceux issus des élections libres à venir.

de Budapest,
ENIK IZRALEWICZ.

« Le Monde Économie » poursuit la publication d'articles sur les transformations des pays de l'Est. Après l'URSS (Le Monde du 1^{er} août), la Hongrie et la Pologne, le prochain numéro du 15 août sera consacré à la RDA et à la Tchécoslovaquie.

A l'Ouest, les partenaires

ALBERT COSTA DE BEAUREGARD

LA DISCORDANCE DES TEMPS

« Albert Costa de Beauregard aura montré, au cours de son existence trop brève, et ce livre en est une preuve convaincante, que selon la formule de Paul Valéry, « sa ressource était son exigence » »

Raymond BARRE
Préface

152 pages, 90 francs

MASSON

Sur les bords du Danube un austère bâtiment de briques grises abrite le groupe Tungram, véritable multinationale hongroise dont le capital est, depuis mai dernier, détenu à 49,67 % par des investisseurs occidentaux. Au sixième rang mondial sur le marché des ampoules électriques, concurrente de Philips, General Electric et Siemens, cette firme, fondée en 1896, a créé la première lampe à filament en tungstène, d'où elle tire son nom : tungstène comme tungstène, ram comme wolfram.

Dès ses débuts, elle a fondé sa stratégie commerciale sur l'exportation et a tissé très tôt un réseau de distribution à l'étranger. Aujourd'hui Tungram possède quinze filiales dans le monde (une seizième va s'ouvrir prochainement à Paris) et est présente dans quatre-vingts pays.

En Hongrie, seize usines emploient 17 500 personnes, auxquelles il faut ajouter le personnel de deux autres unités de production, à Vienne (400) et dans le New-Jersey (500). Le chiffre d'affaires est de l'ordre de 320 millions de dollars, dont plus de la moitié est réalisée à l'exportation vers les pays de l'OCDE. « Nous espé-

rons passer la barre des 57 % en 1989 », assure, confiant, Peter Wohl, le directeur commercial.

Trois produits se partagent le palmarès. Tout d'abord les halogènes, notamment les phares de voitures, dont Nissan et Toyota sont importateurs. Ensuite les lampes à décharge à haute pression, dont une variété, la lampe à sodium, est chaque année achetée par la ville de Rome à des dizaines de milliers d'exemplaires. La firme hongroise a également conçu et réalisé l'éclairage de nombreux terrains de tennis en Espagne et en Italie. Enfin, et surtout, les lampes compactes à économie d'énergie, pour lesquelles le groupe est bien placé.

Toutefois, pour se maintenir dans le peloton de tête d'une industrie très concentrée, Tungram devait se moderniser, mais l'achat de nouveaux matériels et de technologies coûtait fort cher. En outre, le groupe accumulait des dettes depuis quelques années, leur estimation variant de 2,5 à 6 milliards de forints.

Sandor Demian, le président de la banque Magyar-Hitel, qui possède 91 % du capital de Tungram, est persuadé que la clef du dévelop-

pement économique se trouve dans l'ouverture des entreprises hongroises vers l'étranger. En décembre 1988, il est procédé à une augmentation de capital de la société, portée à 220 millions de dollars (6,42 milliards de forints, au lieu de 42 millions depuis 1945), et l'on cherche des investisseurs étrangers désireux de participer directement à la gestion de l'entreprise, car Tungram n'a pas seulement besoin de capitaux, mais aussi de managers.

Une ouverture viennoise

Au début du mois de mars 1989, la société autrichienne Continental Industries, dont le directeur est hongrois, fait savoir que la banque viennoise Gyrozentrale est intéressée. Les différents protagonistes se réunissent aussitôt à Budapest, le 14 mars, un accord de principe est conclu, selon lequel Magyar-Hitel cède à Gyrozentrale 49,67 % de son capital, à charge pour cette banque de verser ses parts à d'autres investisseurs étrangers, sauf à des concurrents de Tungram.

Quelques difficultés surviennent quand il est question que la banque

hongroise traite directement avec les sociétés intéressées. « Nous avions relativement peu d'expérience dans ce domaine », confie Anna Halusnyk, conseillère juridique de Magyar-Hitel et membre du comité de rédaction du nouveau code de commerce hongrois. Mais l'acte final est signé le 5 mai au siège de Tungram.

Le Crédit lyonnais a investi 15 millions de dollars et la BNP 5 millions. La banque Magyar-Hitel conserve 41,38 % du capital, l'Etat 8,3 % et le reste va à des investisseurs privés hongrois. A l'issue d'une période de trois ans, les investisseurs pourront revendre leurs titres à la banque de Hongrie. Ou bien les actions seront introduites sur les bourses européennes, à Vienne, à Francfort, peut-être à Londres.

Pendant ce temps, il sera procédé à un audit de la société selon les critères occidentaux. Tungram pourra se restructurer avec l'aide notamment de la société autrichienne de conseil Taus : réorganiser la production et la gestion, supprimer quelques centaines de postes. « Tungram est certainement un cas pilote », affirme Peter Margittai, chercheur à l'Institut de

recherches économiques, nouvellement créé à Budapest. « Il faut que les entreprises hongroises s'internationalisent, car l'accès à un plus grand marché compensera les coûts de recherche et développement, qui ont énormément grimpé ».

Ainsi les brasseries Kobanya ont été rachetées par le roi australien de la bière, Alan Lad, tandis qu'une sucrerie hongroise a entamé des négociations avec le groupe Tate et Lyle. Au cœur de l'Europe, la Hongrie offre un marché de dix millions d'habitants, tout en disposant d'une main-d'œuvre qualifiée peu chère, ainsi que des firmes financièrement intéressantes à acquérir.

En 1830 le comte Széchenyi, riche aristocrate hongrois, revenant de voyage. Effrayé par le retard économique et social de son pays, il introduisit les mots magiques de profit et de concurrence. Ayant décidé de doter la Hongrie des infrastructures dont elle avait besoin, il construisit le premier pont reliant Buda à Pest. Aujourd'hui, dès la tombée de la nuit, le nouveau pont Széchenyi-Lánchíd, éclairé par les tubes de Tungram, illumine le Danube de tous ses feux.

de Budapest,
FLORENCE LA BRUYÈRE.

ubert

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

... Le Monde • Mardi 8 août 1989 17

PREVISIONNISTE CONSEIL
(SALLE DES MARCHES)

Vous participerez au développement des outils de prévision existants ainsi qu'au suivi de l'évolution des principales devises et des principaux taux d'intérêt. Vous assurerez également une fonction d'information et de conseil auprès des opérateurs de la salle des marchés, des exploitants et de notre clientèle d'entreprises.

Vous avez une solide formation en macro économie et en finance internationale (5ème Cycle Universitaire, ENSAE). Votre première expérience souhaitable au sein d'une banque, d'une société de conseil ou d'un grand groupe vous a permis d'acquies une bonne connaissance des marchés et des TECHNIQUES DE PREVISION.

Vous avez un esprit de décision, du goût pour le travail en équipe, un très bon contact humain et d'excellentes capacités rédactionnelles. Vous maîtrisez la langue anglaise et l'outil informatique.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. à BFCE
Département du Personnel - 21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

Le département du Val-de-Marne

RECRUTE PAR
DÉTACHEMENT, MUTATION
OU CONTRAT

UN RÉDACTEUR
OPTION ANIMATION
pour son service culturel
Assistant de la conseillère au spectacle vivant

Cette personne de terrain devra connaître le monde du spectacle et assurer la programmation culturelle d'événements départementaux.

Conditions :

- Expérience professionnelle exigée ;
- Véhicule souhaité ;
- Disponibilité les week-ends.

Date de clôture des inscriptions :
- 28 août 1989.

Envoyez lettre et curriculum vitae à :
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1^{er} bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle
94000 CRÉTEIL

VILLE DE SAINT-PIERRE
(Rhône, 45 000 habitants)
Agglomération lyonnaise

recrute

ADMINISTRATEUR
exerçant les fonctions de secrétaire général
conditions statutaires

Adresser candidature, C.V. détaillé et photocopie
des diplômes à Monsieur le maire, BP 330,
69801 Saint-Pierre Cedex, avant le 28 août 1989.

Dans le cadre de la structuration de nos services,
la commune de Cergy (95) recrute son

RESPONSABLE DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

Une formation universitaire (BAC + 4) ou grande école, à dominante économique et une expérience des relations avec l'entreprise ou du développement économique sont indispensables.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidature par écrit (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo) avant le 27 août 1989, auprès de :

Madame le maire, mairie de Cergy,
2, rue de l'Abondance, 95000 Cergy RP.

Le département de l'Eure
recrute son

1 ATTACHE DE PRESSE
(H ou F)

Au sein du cabinet du président du Conseil général, il sera chargé de la promotion du département vers l'extérieur :

- relations avec la presse ;
- réalisation publications départementales ;
- participation à l'organisation des manifestations départementales ;
- participation à l'organisation des manifestations départementales ;
- participation à l'organisation des manifestations départementales ;

Profil :
BAC + 3 et formation complémentaire en communication.

Postes :
salarié à la grille d'Attaché territorial.

Cand. : manuscrite + C.V. + photo à envoyer à M. le président du Conseil de l'Eure, hôtel du département, bd Georges-Chaumi, 27051 Evreux, avant le 31 août 1989.

ANCIEN, URBANISME, voir collaborateur pour études P.O.S. Z.A.C. lotissement. Env. C.V. + photo à l'adresse : M. le Maire, 77600 Rieux, imp. La Forge, 77600 Rieux.

Organisation du Secours Sanitaire Social 850, 220 salariés 40 000 KF budget

recrute

1 DIRECTEUR
d'Association, conf. 650, convention collective mars

Niveau 2^e cycle, diplômé E.N.S.S.P., compétence juridique, expérience domaine de la gestion, des relations publiques et de la vie associative.

Adresser lettre manuscrite avec mention « C.V. » avant le 15/08/89 au 1^{er} bureau de l'Association, BP 133, 69104 Saint-Etienne Cedex.

676 ARTS GRAPHIQUES (75) recrute son

RESPONS. ADMINSTR. ET COMPTABLE

Ce poste à responsabilité, à pourvoir au plus vite, concerne un directeur de 35 ans au moins ayant au moins 10 ans d'exp. prof. en comptabilité, en gestion et de l'étude, et ayant assuré la responsabilité d'activités administratives.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à : D.R.S. Industrie, 83, rue de Sedan, 75011 Paris.

Pour le développement de son activité formation continue AAC FORMATION recherche

TECHNICIEN EN AUTOMATISME ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

d'un niveau BTS ou DUT, vous avez acquis une expérience d'une durée minimale de 5 années dans les domaines de la maintenance et de l'étude, et avez assuré la responsabilité d'activités administratives.

Nous vous proposons un poste à votre mesure (qui peut évoluer) pour débiter notre collaboration se conclura par un CDD de 6 mois.

La rémunération proposée (170 KF/mois) est à la hauteur des exigences.

Prière d'envoyer votre dossier de candidature à : C.A.P.T. à l'attention d'A. Colnard, 60, rue de la République, 93100 Montreuil.

DEMANDES D'EMPLOI

Couple sérieux, 30-38 ans, recherche place garant appointé, libre rapidement. 47-66-77-52.

VILLE DE DIEPPE
Seine-Maritime
(40 000 habitants)
recrute

DIRECTEUR TERRITORIAL

chargé de la mise en place et de la gestion de la nouvelle division de l'animation urbaine et de la vie associative, regroupant les secteurs tourisme, culture, sports, commerce et manifestations.

Adresser lettre de motivation et C.V. à : Monsieur le maire de la ville de Dieppe, BP 226, 76203 Dieppe Cedex.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE-ANNEXE

recrute son cadre

RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES

Prière adresser cand. manusc. + C.V. à : CAC, 1, rue Jean-Jaurès, 76000 Amécourt avant le 15 août 1989

LABORATOIRE DE CHIMIE FINE
SPECIALISÉ EN SYNTHÈSE DE MOLECULES MARQUEES avec dans le D4

recrute

INGÉNIEUR CHIMISTE
pour service de synthèse

Envoyer C.V. à : ISOTOPES SARL, B.P. 16, 04510 GANAGUES-PEYRUS.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

Porche 911 Carrera RS 2.7, N° 179

Touring transformée en version allégée, blanche et rouge, moteur 1500 km seulement, contre 175 000 DM, 15 48 8252/28122.

UNIVERS DE LA GESTION

Responsable gestion administrative du personnel

SECTEUR COMMUNICATION

Multinationale de tout premier plan, recherche un « spécialiste » de la gestion administrative du personnel.

Votre autorité de compétence vous permettra d'animer votre équipe et d'optimiser les systèmes de Paie et de Gestion (2000 personnes). Intélocuteur privilégié de la Direction financière, vous serez un des acteurs du changement dans une société particulièrement performante.

Profitez de cette période propice aux contacts approfondis pour un premier entretien téléphonique, en nous appelant au 45 48 14 50

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS

PARIS 300 KF +

INFOT 5

PARIS/BARCELONE

Directeur du financement Vente Région Parisienne

Nous sommes une société « HI-TECH » renommée et en expansion.

Nous créons la filiale qui prendra en charge le financement de nos ventes aux entreprises en leur proposant des produits financiers tels que le crédit bail ou la location vente.

Nous cherchons le « patron » de cette filiale caractérisée par la légèreté de la structure et l'importance de son développement.

Nous souhaitons un cadre financier et homme de marketing, avec à son actif 10 ans d'expérience professionnelle réussie, acquise de préférence dans un organisme financier s'adressant à la clientèle Entreprises.

Merci de contacter immédiatement notre conseil en lui adressant votre dossier de candidature, sous réf. VO/11 M2. Pour un contact plus rapide l'appeler au 45.48.14.50.

INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS

PARIS/BARCELONE

INFRAPLAN

BANQUE REGIONALE, Région Sud-Est
recrute son activité
"COMPTES GERES"

Gestionnaire de Portefeuille-Titres H/F

ayant une bonne pratique de la gestion sous mandat.

Apptitudes à la communication et à l'animation d'équipes indispensables.

Réelles possibilités d'évolution.

Poste basé à Lyon.

Envoyer C.V. et motivations, sous référence 546, à MEDIA P.A. - 52, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

GRUPE BANCAIRE PARIS 8
recrute

2 collaborateurs comptables H/F

Titulaires BTS ou équivalent pour COMPTABILITE BANCAIRE

Postes à pourvoir immédiatement.

Adaptation à l'outil micro-informatique indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 1891 à LTA Antenne Saint Lazare, 4, rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris qui transmettra.

Chef du service juridique

Entreprise BTP diversifiée et en expansion (2500 personnes, nombreuses filiales), nous recherchons notre Chef du Service Juridique. Dépendant directement de la Direction Générale, vous aurez la charge de l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe : contrats, contentieux, assurances, acquisitions et cessions, propriété industrielle... De formation supérieure, vous avez une expérience de 8 années au moins, acquise dans une entreprise industrielle à un poste semblable. Un diplôme de 3ème cycle en Droit des Affaires sera apprécié. Vous devrez vous imposer tant à l'intérieur du groupe, qu'à l'extérieur avec nos différents partenaires et conseils. Vos compétences nous ont un sens relationnel affirmé vous y aideront. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser sous référence 855/M à AL Conseil, 35 rue de Naples, 75008 Paris.

AL conseil

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

13^e arrdt

BUTTE-AUX-CAILLES
Beau 3 pces, cuisine équipée, w.c., 43-20-32-71.

18^e arrdt

RUE CHAMPIONNET
Beau 2 pces, 21 ét., 480 000 F.

M^{re} GARIBOLDI
Gd 2 pces, conf. 480 000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

M^{re} CHATEAU-ROUGE
Beau studio, 255 000 F. Immo Marcadet
42-52-01-82.

maisons individuelles

VDS CAUSE DIVORCE
80 m² direct Paris 15^e arrt, sans SNUC direct Paris.

Ville sous charme, s'en vendent plus de 5 000 m², splendide maison entièrement aménagée, m. rustique, cuisine, 3 ch., bns, w.c., habitable de suite.

Prix 488 000 F.

Crédit 100 % remboursable en 10 ans, 100 % constant.

(16) 38-82-72-32 ou (16) 38-65-22-92, 24 h/24.

locations non meublées offres

Paris

PIED SACRÉ-CŒUR
Beau 2 pces, 11 ét., 5 600 F.

PRÈS BD ORNANO
Maison 2 pces, 3 200 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

RUE POUCHET
Gd 4 pces, 11 ét., 5 600 F.

M^{re} PASSY
3 pces, 11 ét., 1 300 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

VILLAGE SUISSE
3 PCES, 110 m²
9 500 F. ASM 42-47-12-10.

VILLAGE SUISSE
GRAND 2 PCES
5 500 F. ASM 42-47-12-10.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STES MULTIN. et DIPLOMATES 608 APPTS de stand. 5, 6, 7 p. Tél. : 42-80-20-42.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Ménilmontant
75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE. Belles réceptions avec minimum 3 chambres.

(1) 45-62-78-99

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés, Démarches et tous serv. Fourn. téléphoniques.

43-55-17-50.

immeubles

Importante société d'investissement achète cot. immeubles, appart, pavillons Paris et banlieue. Prix élevés si justifiés. 43-38-48-42.

hôtels particuliers

BELLE MAISON
dans villa privée. Verduze, 250 m² + 80 m² jardin. EXCLUSIVITE.
5 000 000 F. 46-27-12-19.

propriétés

Goudelin, Cdn, 10^e St. Quary-Port, Maison de maître, en L. rest. sur 500 m², bord riv., pierres, poutres apper., granit sous ard., 120 m² habit., 5 pces, bain, rang., chaudi. électr., obs. sol., gar., terr., dépend., 100 m² jard. arb., classe, pêche, tennis, villa, golf, équit., tout TGV, habit. de suite, belle prestation. Prix : 450 000 F justifié. (16) 96-70-06-13. Alain Siffert, heures bureau.

كثير من الناس

Économie

Un projet helvétique de 21,6 milliards de francs

Berne construit un nouveau tunnel ferroviaire au Saint-Gothard

BERNE
de notre correspondant

Gothard, à travers le centre de la Confédération, à titre principal, et Loetschberg-Simplon, un peu plus à l'ouest, en guise de complément : telle est la combinaison finalement retenue par le gouvernement helvétique pour la réalisation d'un ambitieux projet de nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes, afin de mieux s'intégrer aux réseaux de la CEE.

Après une consultation qui a duré un an, le Conseil fédéral a également fixé le tracé définitif de l'axe du Gothard. Ayant écarté deux variantes un peu plus à l'est, il a opté pour le tunnel de base, quitte à dévier les cantons de Suisse orientale. Cette décision, a expliqué M. Adolf Ogi, chef du département fédéral des transports, traduit la volonté du gouvernement de se concentrer sur ce qui est nécessaire et de renoncer à ce qui est souhaitable.

S'articulant autour de l'axe du Gothard, la nouvelle transversale entraînera d'abord la construction d'un tunnel de base de 49 kilomètres entre Amsteg, dans le canton d'Uri et Biasca dans celui du Tessin. Cette solution présente l'avantage d'être à la fois la ligne la plus directe entre le Nord et le Sud, de contribuer à l'amélioration de la répartition du trafic entre le rail et la route sans oublier que la facture sera moins élevée. Si l'on tient compte que les travaux de construction dureront entre douze et seize ans, l'ouvrage

pourrait être opérationnel entre 2005 et 2010.

Le projet principal sera complété par la construction d'un autre tunnel de base de 28,4 kilomètres à travers le Loetschberg de même que par l'aménagement de la ligne du Simplon. Une manière de donner partiellement satisfaction aussi bien au

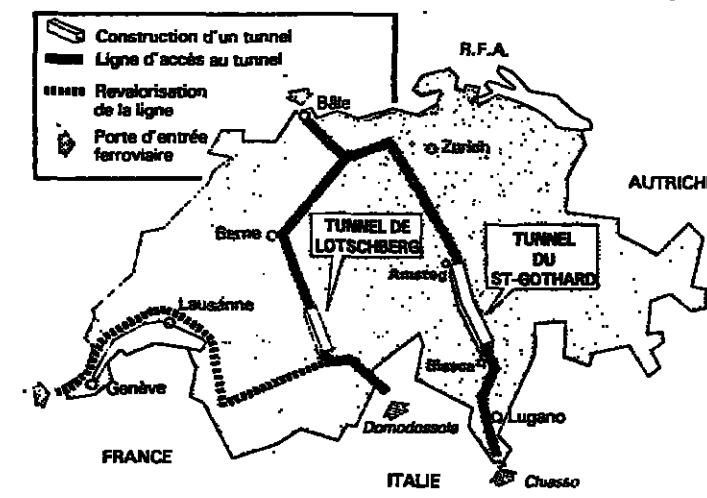
prévu d'améliorer les accès vers l'est du pays.

Reste encore à déterminer les modalités du financement de cette nouvelle transversale dont le coût est estimé à 5,4 milliards de francs suisses (21,6 milliards de francs français) pour la construction du tunnel de base du Gothard et de ses deux voies d'accès. Deux options

Une fois que le projet gouvernemental aura été ratifié par le Parlement, les travaux de construction de la nouvelle transversale ferroviaire pourront commencer au début de la prochaine décennie. Pour Berne, il s'agit de s'adapter à l'échéance de 1993. Passage quasi obligatoire entre l'Allemagne ou le nord de l'Europe et l'Italie, la Confédération ne saurait ignorer le fort accroissement du trafic qu'entraînera la création d'un marché unique chez ses voisins, même si elle, pour l'instant, choisit de s'en tenir à l'écart.

Se préparer à 1993

Berne reste cependant fermement opposé au passage des camions de 40 tonnes sur son territoire, comme le souhaiteraient ses partenaires. M. Ogi l'a encore rappelé lundi 17 juillet au commissaire des transports de la CEE, M. Karel Van Miert, venu s'enquérir d'une possibilité d'assouplissement de la position helvétique. Actuellement, seuls les véhicules de 28 tonnes au maximum sont autorisés à emprunter les routes suisses. C'est précisément dans l'espoir d'éviter d'être submergés par les poids lourds que la Confédération envisage la construction d'un couloir ferroviaire, voyant une solution de rechange dans le « ferro-rail », c'est-à-dire le transport des camions hissés sur des wagons. Mais la CEE ne dissimule pas une certaine impatience et désirerait trouver des accommodements plus immédiats.



canton francophone qu'à celui de Berne. Finalement, avec l'abandon des tracés qui la concernaient directement, seule la Suisse orientale aura été quelque peu laissée à l'écart de ce compromis bien helvétique et elle ne manque pas d'exprimer une certaine déception. Mais il est aussi

ont envisagés : soit les travaux seront financés par l'Etat, soit la Confédération fera elle-même appel à d'autres bailleurs de fonds, y compris de l'étranger. Il est également question de financer 30 à 40 % du coût avec des revenus provenant des droits de douane sur les carburants.

Avant de se rendre en Suisse, M. Van Miert avait laissé entendre que la CEE pourrait envisager des mesures de représailles si Berne n'assouplissait pas sa position. Sa visite lui a toujours permis de se rendre compte sur place de la topographie de la Suisse et de constater « la convergence de vues entre Berne et Bruxelles sur les deux objectifs majeurs » que sont le transport combiné rail-route et la protection de l'environnement. Le commissaire européen a aussi indiqué qu'il était dans l'intérêt des deux parties de poursuivre les négociations sur le trafic à travers les Alpes.

Conformément à sa vocation de transit, la Suisse cherche donc à s'insérer dans la politique européenne des transports tout en prenant soin de préserver ses propres intérêts.

JEAN-CLAUDE BURNER.

Grève dans le téléphone américain. Plus de cent mille employés de deux compagnies régionales de téléphone, Nymex et Pacific Telesis — desservant respectivement le nord-est des Etats-Unis ainsi que la Californie et l'Etat du Nevada — se sont mis en grève dimanche 6 août. Le renouvellement des contrats de travail — qui arrivait à expiration samedi 5 août à minuit — est à l'origine de ce mouvement. En revanche, deux autres compagnies, Bell South (84 000 salariés) et Bell Atlantic (52 500 personnes) — ont réussi à parvenir à un accord de principe avec les syndicats.

SOMMAIRE

■ Le PDG de Marc-
eau Investissements
nie qu'il y ait eu
action concertée
avec MM. Maxwell et
Safra dans l'affaire
de la Société gé-
nérale (lire page 20).

■ Afin de mieux
s'intégrer au réseau
de la CEE, la Suisse
veut construire un
nouveau tunnel fer-
roviaire sous le
Saint-Gothard (lire
ci-contre).

■ Les services pren-
nent une part de plus
en plus importante
dans l'équilibre de la
balance des paie-
ments (lire page 19).

■ Pour tenter
d'enrayer une hausse
des prix catastrophique
(+ 28,7 % en
juillet), les élus bré-
siliens proposent un
nouveau plan
d'urgence (lire ci-
dessous).

INSOLITE

Tuba : de l'eau dans le gaz

Alors que la période estivale bat son plein et que les Français se livrent aux plaisirs de la plongée, le ministère de la mer publie un arrêté annonçant « le retrait des masques de plongée comportant un tube incorporé muni d'une balle de ping-pong ».

Cette mesure, purement préventive, fait suite à un rapport de M. Henri de Fargat, professeur à la faculté de Nice, dénonçant les dangers des tubes intégrés au masque, notamment celui d'asphyxie. « Ils ne permettent pas la dissociation des respirations buccale et nasale » et favoriseraient l'élevage du taux de gaz carbonique dans le masque. Cette décision va atteindre le commerce des petits bazar de plage, principaux distributeurs de ces produits

importés dans une très large mesure des pays d'Extrême-Orient.

La fabrication, l'importation, la mise sur le marché, la distribution à titre gratuit ou onéreux de ces masques sont suspendues pour un an, ajoute l'arrêté. Le danger potentiel lié à l'utilisation de ce produit concerne essentiellement les enfants et si le ministère de la mer ne peut interdire l'emploi de ces tubas par des personnes qui en possèdent déjà, il espère attirer leur attention sur la non-faisabilité du produit.

Les adeptes de la plongée devront se rabattre sur les masques traditionnels, où le tube n'est pas intégré.

REPÈRES

Inflation

Hausse des prix
de 31,3 % en Yougoslavie
en juillet

La hausse des prix de détail s'est de nouveau accélérée en Yougoslavie en juillet, et atteint le niveau record de 31,3 %. Selon les prévisions les plus pessimistes, l'inflation risque d'atteindre 2 500 % environ sur l'ensemble de l'année. Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a assuré que le taux d'inflation devrait se stabiliser à un rythme annuel avoisinant 800 % d'ici à la fin de l'année.

Travaux publics

Ralentissement
de la croissance

Les entreprises de travaux publics ont réalisé plus de 11 milliards de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires global du Groupe pour le deuxième trimestre 1989 est de 7 364 millions de francs hors taxes (soit 7 809 MF TTC). Ce montant ne prend pas en compte la participation de Dumez dans GTM-Entrepose.

Sa répartition est la suivante :
- BTP : 2 491 millions hors taxes
- Immobilier : 368 millions hors taxes
- Distribution : 3 872 millions hors taxes
- Nucléaire, électricité, et divers : 633 millions hors taxes
Les facturations du 1^{er} semestre représentent globalement 13 320 millions hors taxes.

Les travaux commandés et restant à exécuter en BTP au 1^{er} juillet 1989 correspondent à 12,5 milliards de francs, sans tenir compte du barrage de Dul Hast, en Inde.

Activité

Révision
à la baisse
des perspectives
aux Pays-Bas

La croissance aux Pays-Bas sera de 2,25 % en moyenne (en termes réels) pour les années 1991-1994 contre 3 % en moyenne pour 1988-1990, estiment les experts du bureau central néerlandais de planification, qui révisent à la baisse — d'un quart de point environ — les prévisions en vigueur jusqu'alors.

Les investissements des entreprises (+ 4,5 % en moyenne annuelle) devraient continuer à jouer un rôle moteur dans la croissance. Le pouvoir d'achat des Néerlandais ne progressera que de 0,5 % en moyenne annuelle, contre + 1,75 % en 1988-1989, estiment encore les experts.

A la recherche d'un point d'équilibre satisfaisant

La difficile modernisation des chemins de fer italiens

ROME
de notre correspondant

Après le scandale des « draps d'or » (1), qui, à la fin de l'année 1988, avait entraîné la démission puis l'inculpation de la quasi-totalité des dirigeants des Ferrovie dello Stato (FS), on attendait beaucoup de Mario Schimberni, qui en avait été nommé commissaire extraordinaire. A l'issue de neuf mois de travail, ponctués de crises, de grèves et de projets de développement systématiquement attaqués, le pronostic demeure réservé. Bien que proche de la Démocratie chrétienne au pouvoir, cet ex-dirigeant flamboyant de la Montedison, son collègue patron, Raul Gardini, avait poussé à un humilisme départ, en se passant de succomber sous les feux convergents du Parlement, des syndicats, des industriels et de son tout nouveau ministre, Carlo Bernini.

Un désaveu

L'extrême sensibilité du secteur ferroviaire italien explique ce blocage. Un tiers des 210 000 employés serait en surmarché. Les sommes manipulées par les FS sont, en outre, considérables. Le dernier plan d'investissement décennal présenté s'élève à 225 milliards de francs. Les constructeurs ferroviaires de la péninsule, qui ont développé un matériel original, l'ETR 450, pour les moyennes vitesses et voudraient mener à bien l'achèvement de l'ETR 500, leur train à grande vitesse, n'y trouvent pas leur compte. Les chemins de fer représentent en outre une importante saignée dans le budget de l'Etat. Les recettes couvrent aujourd'hui 19 % des dépenses, contre 29 % en 1980, 41 % en 1972, et l'an dernier les apports de l'Etat ont été de près de 46 milliards de francs pour le fonctionnement et 28 milliards de francs en capital.

C'est pourquoi, devant la commission des transports de la Chambre des députés, M. Bernini a pratique-

ment désavoué Mario Schimberni en abandonnant toutes les dispositions-clés du décret des réformes élaboré à grand-peine sous le gouvernement précédent.

Le responsable des chemins de fer, qui avait essayé d'obtenir un maximum d'autonomie au bénéfice d'une structure allégée, risque dès lors de devenir un simple gestionnaire des arbitrages et compromis du pouvoir politique.

Sentant le vent tourner, le commissaire extraordinaire s'est adressé aux syndicats qui menaçaient de déclencher une grève totale pour le 31 juillet, a effectué un changement de cap à 180 degrés. Son plan se fonde sur l'abandon des grands investissements, à ses yeux superflus, au profit d'une amélioration d'ensemble de la vitesse et de la qualité sur l'essentiel du réseau.

Le renforcement de la desserte des zones urbaines, la création de nouvelles traversées alpines à très gros gabarit, l'introduction, enfin, de la grande vitesse seraient, de ce fait, et volontairement négligés ou ajournés. De même, la croissance des investissements ferroviaires dans le Mezzogiorno devait, au nom de la rentabilité immédiate, être fortement contenue. S'appuyant sur des hausses de tarifs de l'ordre de 50 % sur trois ans (20 % dès cette année), sur la suppression de 39 000 postes de travail dans un délai de cinq ans (dont 15 000 en 1989), sur la suppression d'un bon millier de kilomètres de « voies mortes », d'un réseau qui en compte au moins 3 000, Mario Schimberni permettait un meilleur équilibre financier et une moindre dépendance vis-à-vis du budget de l'Etat.

Consortiums privés

Cette stratégie relativement modeste visait à la simple stabilisation des positions en matière de transport des passagers, et à la reconquête de quelques points de parts de marché en matière de trans-

port de marchandises, pour lesquelles les chemins de fer italiens représentent désormais moins de 12 % du trafic global.

Mario Schimberni a donc annoncé qu'il n'écarterait plus le recours à des consortiums privés pour réaliser et éventuellement gérer en concession les infrastructures dont il n'avait pas prévu le financement, que ce soit en matière de grande vitesse, de réseau urbain ou de nouvelles connexions avec l'Europe du Nord. Il a également indiqué que le Mezzogiorno serait pour lui prioritaire, quitte à passer par un grand emprunt obligataire.

Plusieurs mois vont ainsi être encore perdus pour trouver un point d'équilibre satisfaisant. Ne serait-ce que pour la grande vitesse, il faudrait pouvoir dégager, selon les estimations les plus prudentes, 135 milliards de francs, non prévus dans le plan Schimberni. Et l'intervention éventuelle du privé soulèverait à coup sûr, si elle était retenue, beaucoup d'objections au nom de l'unité du système ferroviaire.

Pendant ce temps, la saturation des routes et autoroutes italiennes frise l'explosion, notamment au passage des Alpes, où, faute de pouvoir apporter des orientations précises, l'Italie apparaît quelque peu dépendante des décisions suisses et autrichiennes. Malgré les pressions des régions limitrophes, comme la Lombardie et le Piémont, la schizophrénie ferroviaire italienne risque de se prolonger et de concrétiser l'image politique actuelle d'une Europe à deux vitesses. — (Interim.)

(1) En novembre 1988, à la suite d'une série d'appels d'offre, 152 milliards de francs (76 milliards de francs) de commandes avaient été passées à un seul petit industriel de la région d'Avellino (région de Naples), Elio Graziano. Ancien employé des chemins de fer, il était devenu spécialiste des fournitures ferroviaires. On a pu établir que s'il avait été passé à d'autres sociétés, les commandes auraient entraîné 120 milliards de francs d'économies. Le montant des pots-de-vin est estimé à plus de 60 milliards de francs.

■ Ouverture des négociations entre les Philippines et les banques créancières. — Les négociations portant sur la réduction de la dette commerciale des Philippines devaient s'ouvrir le lundi 7 août à New-York. Après l'accord signé entre le Mexique et ses créanciers le 23 juillet dernier, le gouvernement philippin espère pouvoir bénéficier également d'un allègement de sa dette, conformément au plan Brady.

La demande actuelle de nouveaux crédits des Philippines se monte à 1,7 milliard de dollars (11 milliards de francs environ), le total de la dette extérieure du pays atteignant 28 milliards de dollars. Le gouverneur de la banque centrale des Philippines, M. José Fernandez, a indiqué, le 4 août qu'il ne consentirait pas le pourcentage de 35 %, retenu par le Mexique et ses créanciers pour la réduction de la dette maximale, comme un maximum.

Hausse des prix de 5% prévue en 1989

L'inflation repart en Suisse

BERNE
de notre correspondant

Avec les poussées inflationnistes apparues ces derniers mois, les responsables helvétiques s'attendent généralement à un renchérissement sensible supérieur aux 3 % prévus au début de l'année. Dans un entretien accordé à la télévision suisse allemande à l'occasion de la fête nationale du 1^{er} août, le président de la Confédération, M. Jean-Pascal Delamuraz, qui est aussi ministre de l'économie, a lui-même admis que la hausse des prix pourrait finalement atteindre près de 5 % en 1989.

A en croire les spécialistes, cette tendance devrait ensuite s'inverser à partir de 1990 mais, dans un pays habitué à une faible augmentation du coût de la vie, l'inflation n'aura jamais été aussi élevée depuis le début des années 80. Il n'en faut pas plus pour faire écrire au service de presse d'une grande banque que « la hausse des prix qui s'amplifie de mois en mois constitue à l'heure actuelle la menace la plus sérieuse pour l'économie suisse ».

Conformément à la politique monétaire restrictive menée depuis une année, la Banque nationale suisse (BNS) cherche à la fois à contenir la reprise de l'inflation et à enrayer la dépréciation du franc suisse. Dans cette perspective, l'Institut d'émission a déjà relevé à six reprises les taux d'intérêt, le taux d'escompte ayant été porté à 5,5 % le 30 juin.

Jusqu'ici, ces mesures se sont révélées plus efficaces pour la protection de la monnaie helvétique que dans la lutte contre l'inflation. Ainsi, depuis juin, le franc suisse a regagné une partie du terrain perdu par rapport aux monnaies des quinze principaux partenaires de la Confédération. Cette reprise a été stimulée par l'introduction d'un taux lombard flexible supérieur d'un point au taux de l'argent au jour le jour.

Avec une croissance évaluée à 2,5 % par an, l'économie suisse continue de tourner à plein régime. Mais des menaces de surchauffe subsistent tandis que la pénurie de personnel pèse sur les coûts et les prix. Ainsi, pour la première fois depuis 1970, le nombre des offres d'emploi a dépassé celui des demandes, le taux du chômage étant tombé à 0,5 % seulement de la population active. Dans de telles conditions, avec de bonnes perspectives conjoncturelles jusqu'à la fin de l'année, il n'est guère aisé de juguler l'inflation.

Durant le premier semestre, la hausse des prix s'est élevée à 3 % contre environ 2 % douze mois auparavant. Autre facteur de nature à accélérer le mouvement, le récent relèvement des taux hypothécaires devrait entraîner des augmentations de loyer de 5 % à 10 %. Après la flambée de cette année, la BNS espère cependant que sa politique permettra à terme de freiner l'inflation, ce qui pourrait aussi se traduire par un ralentissement de la croissance au début des années 90.

J.-C. B.

Économie

SOCIAL

En Europe

Les disparités entre les systèmes sociaux nationaux freinent la mobilité

Les disparités entre les divers systèmes nationaux de protection sociale dans le futur marché intérieur constituent « une entrave à la libre circulation des travailleurs », souligne le rapport d'un groupe de travail présidé par M^{me} Colette Mame, conseillère d'Etat, et remis à M. Claude Bvin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. « Des choix politiques difficiles doivent être faits par les responsables des différents systèmes d'organismes sociaux », indique le rapport.

L'évolution actuelle est celle d'une mobilité toujours plus grande à l'intérieur de la CEE des salariés qualifiés ou très qualifiés, pour lesquels « la question centrale est celle du maintien de la couverture sociale ». A cet égard, « l'approche en terme de couverture globale est indispensable ». Les pertes de droits, par exemple, peuvent venir des régimes collectifs de retraite ou des doubles cotisations des expatriés en Europe. « Tout dispositif visant à éviter ou à limiter les pertes de droits et les doubles cotisations, affirme le rapport, ne doit viser que ce qui est, objectivement, des couvertures sociales ».

Les couvertures complémentaires

« Cette nouvelle mobilité est désormais organisée directement par les entreprises », souligne le rapport, en invitant la Commission de Bruxelles à « tenir davantage compte des couvertures sociales qui se réalisent en dehors ou en complément des régimes légaux de sécurité sociale ». En Europe, en effet, « la tendance générale des systèmes de sécurité sociale est à la réduction des niveaux de couverture et au transfert de fait vers le niveau complémentaire ».

Dans le Nord-Pas-de-Calais

Les syndicats refusent le projet de refonte des sociétés de secours minières

Le projet gouvernemental de refonte des sociétés de secours minières (SSM) du Nord-Pas-de-Calais est nettement refusé par les organisations syndicales, qui envisagent des actions de protestation. Il y a actuellement onze SSM auxquelles sont affiliées environ deux cent mille personnes, parmi lesquelles vingt-six mille mineurs salariés. Il n'y a plus cependant que six mille actifs dans les Houillères cotisant à ces caisses. Le projet gouvernemental consisterait, « tout en maintenant intégralement les droits des affiliés », et en gardant le réseau médico-social, à ramener le nombre de ces caisses de onze à six, en raison de la récession accélérée dans les Charbonnages depuis plusieurs années.

Les caisses ont un mois pour donner leur avis. La CGT affirme que la seule réponse est d'organiser un « front du refus » et, au contraire de ce qui est proposé, d'ouvrir le régime à l'ensemble des salariés. La réaction est également vive à la CFDT, qui veut manifester devant les ministres et organiser une action de tous les syndicats. — (Corresp.)

CONJONCTURE

Selon une enquête récente du Crédit national

Les excédents de la balance des services sont trop concentrés

« Le solde courant a toujours été plus favorable que le solde commercial depuis 1973. » Une étude récente publiée par le Bulletin du Crédit national (1) souligne ainsi la contribution majeure des services au solde de la balance des opérations courantes. L'excellente position détenue par la France en ce domaine (la France a atteint le deuxième rang mondial en matière d'échanges internationaux de services hors revenus des capitaux) ne doit pas masquer, précise toutefois le document, certains indices préoccupants de fragilité.

Faiblement positif jusqu'en 1976, l'excédent des services a rapidement progressé entre 1977 et 1980, jusqu'à atteindre 37 milliards de francs. Ce résultat providentiel de 1980 a d'ailleurs permis d'atténuer les effets sur le solde des paiements courants d'un déficit commercial également élevé à l'époque (plus de 55 milliards de francs).

Depuis, l'excédent des services s'est toujours maintenu au-dessus des 30 milliards de francs, amortissant les effets des fluctuations erratiques du déficit commercial sur le solde courant (- 102 milliards de francs en 1982 en termes de balance des paiements, - 16,9 milliards de francs en 1986, - 55,7 milliards en 1987).

Analysant dans le détail les différents postes intervenant dans la balance des services, l'étude du Crédit national relève que l'évolution heurtée de l'excédent touristique depuis 1983 s'explique par une sensibilité accrue aux recettes en provenance de la zone dollar.

Les services liés au commerce extérieur (assurances, commissions sur ventes de biens d'équipement) sont par nature déficitaires. La contraction de ce déficit depuis 1984 n'est pas un bon signe. Elle s'explique essentiellement par la diminution des grands contrats à l'étranger, source principale de frais accessoires.

Plus préoccupante, souligne l'étude, est la régression de l'excédent des services liés aux échanges de technologie. Après avoir connu une progression constante entre 1977 et 1981, puis s'être stabilisé entre 1982 et 1985 au niveau élevé de 30 milliards de francs, cet excédent a enregistré une lente érosion, pour s'établir depuis à 20 milliards de francs.

Responsables : la baisse des recettes de grands travaux (génie civil, prospection pétrolière, étude et recherche, ingénierie), la progression des dépenses de coopération technique (progression induite par le lancement des grands programmes européens, notamment dans l'aéronautique) et, enfin, le déficit croissant de la balance des redevances et brevets. Le déficit serait « entièrement imputable aux dépenses sur les Etats-Unis en matière de machines de traitement de l'information ».

Polarisation géographique

L'étude met en évidence l'excessive polarisation géographique des services, qui, sur ce point, présentent les mêmes faiblesses que les flux commerciaux. Si l'essentiel des échanges se fait avec les pays industrialisés de l'OCDE, les excédents sont concentrés sur la zone franc et les pays de l'OPEP.

La balance des transactions courantes ayant perdu de sa pertinence en tant qu'indicateur global de la situation des paiements extérieurs français (elle ne retrace que les flux économiques dont la part relative s'amoindrit par rapport aux autres flux), l'impact des services doit être apprécié également par rapport à la balance de base. Celle-ci intègre les mouvements de capitaux à long terme, outre les transactions courantes. En 1973, relève ainsi l'étude, un excédent commercial léger et l'équilibre des flux de services n'ont pas suffi à compenser les sorties de capitaux à long terme. D'où un solde de base déficitaire (- 4,2 milliards de francs) financé par prélèvement sur les réserves de change.

En 1978, le décollage des services technologiques et touristiques, s'ajoutant au retour à l'équilibre commercial après le premier choc pétrolier, explique le fort excédent de la balance des transactions courantes (31 milliards de francs). Les mouvements de capitaux à long terme, ont en revanche, été déficitaires en raison de l'importance des crédits commerciaux liés aux grands contrats ainsi qu'aux prêts à long terme du secteur bancaire.

En 1983, un déficit commercial important - induit par le second choc pétrolier et la relance solitaire - et de substantiels crédits commerciaux n'ont pu, non plus, être compensés par l'excédent des services. La balance de base a toutefois été équilibrée par une politique d'endettement extérieur.

En 1987, enfin, l'excédent des services ne parvient pas à contrebalancer le déficit commercial (- 55,7 milliards de francs), mais les mouvements de capitaux à long terme se sont révélés neutres.

(1) La balance des paiements : composition et évolution en moyenne période.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Securicic - Société anonyme

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1989
Actif net au 31.03.1989 : F 5 169 593 844,41
Valeur liquidative au 27.07.1989 : F 5 847,52
Performance du 31.12.1988 au 27.07.1989 : 4,51 %
Dividende 1988-1989 : F 396,94 + F 0,45 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 2 août 1989.

La Présidente Michèle Tessart a déclaré :
Securicic a maintenu sa performance et offert un rendement très proche du marché monétaire au cours de son exercice. Après accomplissement des formalités légales et convocation d'une AGE, elle sera transformée en Sicav de capitalisation d'ici quelques semaines. Elle continuera à offrir aux particuliers un instrument de gestion sans risque de leur trésorerie à court terme et ne distribuant plus de coupon.

(AGO du 28 juillet 1989)

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MME André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sales

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications n° 37-437
ISSN : 0393-2657
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse : si vous êtes abonné, nous vous invitons à fournir votre dernière adresse avant votre départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

621 MOND3

La BFCE émet en août 1989 1,5 milliard de francs d'obligations à taux fixe avec la garantie de l'Etat.

MONTANT DES OBLIGATIONS	TAUX D'INTÉRÊT	JOUISSANCE ET RÈGLEMENT	DURÉE	AMORTISSEMENT NORMAL	AMORTISSEMENT ANTICIPÉ	TAUX DE RENDEMENT ACTUEL	ASSIMILATION
au pair, soit 5 000 francs	8,60 % l'an, avec premier coupon payable le 7 novembre 1989, limité à 25 francs	21 août 1989	6 ans 78 jours	au pair le 7 novembre 1995	possible par rachats en Bourse	8,33 % au règlement	à partir du 7 novembre 1989, à l'émission 8,60 % d'octobre 1988.

Une fiche d'information (visa COB n° 89.339 du 31 juillet 1989) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE 21, bd Haussmann, 75009 Paris.
Balo du 7 août 1989.
L'émission sera close sans préavis.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

BOURSE DU 7 AOUT

[illegible]

Comptant (réaction)

SICAV (réaction)

4/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	
Obligations	Exp. 6.02/85 77	123 89	1 832	C.I. Méditerranée	844	844	Macdonell	...	130	Volpato	...	1654	A.A.A.	1058 83	1033 10	France-Indes	1111 58	1031 31	Pavard	856 68	876 42
8.00/85 79/84	100 00	0 000	0 000	Chem (B) ...	2200	2200	Magnolia Indipr	...	130	Vint	...	767	Asclon	241 07	234 02	France-Indes	447 81	434 80	Placid Phosphate	251 19	248 94
10.00/85 79/84	100 00	0 872	0 872	Chem ...	1310	1310	Magnolia S.A.	...	67	Wattman S.A.	...	767	Asclon France	572 14	551 48	France-Indes	458 13	454 80	Placid Phosphate	753 53	735 15
13.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	1167	1167	Maritime Port	...	401 70	Bras. du Maroc	...	...	Asclon effluents	672 73	648 41	France-Indes	458 74	454 80	Placid Phosphate	1589 58	1589 58
15.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Cogit	385	385	Midi Display	...	885	...	...	...	Asclon effluents	672 82	634 04	France-Indes	1127 11	104 04	Placid Phosphate	7150 09	7150 09
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	485	485	Midi Display	...	143	...	...	...	Asclon effluents	1224 22	1194 38	France-Indes	1231 12	1201 08	Placid Phosphate	85255 44	85255 44
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	408	408	Midi Display	...	423	...	...	...	Asclon effluents	655 51	640 28	France-Indes	27 79	27 79	Placid Phosphate	53767 21	53767 21
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	1100	1100	Midi Display	...	406	...	...	...	Asclon effluents	1078 48	1057 81	France-Indes	28 88	28 88	Placid Phosphate	116 32	112 23
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	15 90	15 90	Midi Display	...	423	...	...	...	Asclon effluents	122 80	119 61	France-Indes	34 05	34 05	Placid Phosphate	10767 73	10727 73
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	470	470	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	113 13	110 10
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	420	420	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	22617 52	22617 52
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	142 20	142 20	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...	...	...	Asclon effluents	447 81	438 98	France-Indes	10767 67	10767 67	Placid Phosphate	122 77	122 77
16.00/85 82/80	100 00	2 300	2 300	Chem (B) ...	100 00	100 00	Midi Display	...	1381	...											

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent -- ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'enlèvement du cheikh Obeid et les tractations autour des otages occidentaux au Liban. 4 Les relations belgo-zairoises. - La situation en Afrique du Sud. 5 La démission du premier ministre néo-zélandais.	6 Réunion des Verts à Sophia-Antipolis. - Communication : la libération de l'audiovisuel en Hongrie ; Point de vue : « La couleur de l'argent », par Michel Becq. 8-9 La mort d'Hubert Beauvillier.	7 L'introuvable mosquée de Cavallion. - Les violents orages dans la région de Narbonne. - La recherche sur les tremblements de terre. 11 Sports.	12 Musiques : un été espagnol à Genève, et les « rives sonores », d'Érik Samard, à Niort. - Arts : l'abstraction, selon Monique Frydman et Bernard Pagès.	19 Un nouveau tunnel ferroviaire sous le Saint-Gothard. - La difficile modernisation des chemins de fer italiens. 19 La protection sociale en Europe. 20 L'affaire de la Société générale.	Abonnements 19 Annonces classées 17 Carnet 9 Loto, Loto sportif 14 Ménorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du monde : 3615 tazes LM

BOLIVIE : soutenu par le général Banzer

Le social-démocrate Jaime Paz Zamora a été élu président

Réuni le samedi 5 août en session spéciale, le Parlement bolivien a désigné M. Jaime Paz Zamora, candidat du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), social-démocrate, comme président de la République pour les quatre années à venir. Des tractations étaient en cours depuis des jours pour aboutir à ce résultat, à première vue très surprenant : M. Paz Zamora n'était, en effet, arrivé qu'en troisième position, avec 17 % des voix, lors du « premier tour » - au suffrage universel direct - le 7 mai dernier. Il avait été précédé par le candidat du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), la formation du président sortant, M. Victor Paz Estenssoro (24 % des suffrages), et par l'ancien dictateur Hugo Banzer (droite), qui avait recueilli 23 % des voix.

L'autre élément paradoxal de la nouvelle situation est que M. Paz Zamora a passé alliance, pour obtenir sa désignation, avec, précisément, le général Banzer, dont l'Action démocratique nationaliste (ADN) participera au gouvernement en une forme assez inédite, pour la région, de « cohabitation ». C'est, par ailleurs, un allié de M. Banzer, M. Luis Orosio Sanjinés, dirigeant du Parti démocrate-chrétien, qui assumera la vice-présidence.

Jaime Paz Zamora, âgé de cinquante ans, leader et fondateur, en 1971, du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire issu d'une scission de gauche de la démocratie chrétienne), de tendance social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, est le neveu du président sortant, Paz Estenssoro. Ancien séminariste, il est diplômé en sciences politiques de l'université de Louvain. Il a été vice-président du gouvernement de l'Union démocratique populaire, social-démocrate (UDP), de M. Silva Zazo, d'octobre 1982 à août 1985. Son parti a été représenté au niveau ministériel pendant onze des trente mois de ce gouvernement de gauche.

Jaime Paz Zamora avait été fermement poursuivi par la dictature du général Banzer (1971-1978), dont il avait notamment dénoncé, en 1977, le projet d'implantation en Bolivie de colonies rhodésiennes. Il avait échappé, en juin 1980, à un accident d'avion dû, selon toute vraisemblance, à un attentat attribué à des hommes de main du colonel Arce Gomez, considéré comme proche des trafiquants de drogue. Après le coup d'État, le 17 juillet 1980, du général Garcia Meza, lui-même lié aux trafiquants, il avait dû quitter pour quelques mois la Bolivie.

Maintenir la stabilité économique

En 1985, M. Paz Zamora avait empêché le retour à la présidence du général Banzer en faisant voter le MIR en faveur de son oncle Paz Estenssoro. Celui-ci, ancien président de la République - il avait déjà été élu en 1952 sur un programme révolutionnaire - avait, en 1985, avec l'appui d'Hugo Banzer, promulgué un décret (le 21-060), lançant une véritable « Nep », néolibérale dans un pays traditionnellement étatique. La première question qui se pose après l'élection de M. Paz Zamora est de savoir si le fameux décret 21-060 (dont l'un des premiers résultats spectaculaires avait été d'abaisser en quelques mois une inflation galopante) sera conservé, au moins dans son esprit. Cette question lui avait été posée après les élections du 7 mai par

Devenant au fil des ans moins « minier » (avec, notamment, la quasi-fermeture des exploitations d'étain de la Comibol, la grande compagnie d'État), la Bolivie devient davantage un pays « pionnier », avec la mise en exploitation, souvent sauvage, de ses immenses régions orientales. Qu'en pense le social-démocrate M. Paz Zamora ? « Ce pays a changé. La grande mine d'étain de la Comibol, et avec elle, une idéologie syndicale qui a été dominée pendant quarante ans : le syndicalisme anarchisant, mûrifié de ce que l'herméneutique marxiste de l'époque appelait « le sens unique de la vie ». Il y a bien une nouvelle culture en Bolivie, qui coïncide avec une migration vers l'Orient, vers Cochabamba, Santa-Cruz, Tarija et vers le Beni. Les Boliviens descendent vers les terres chaudes. Eh bien ! le

tant, M. Victor Paz Estenssoro (24 % des suffrages), et par l'ancien dictateur Hugo Banzer (droite), qui avait recueilli 23 % des voix.

L'autre élément paradoxal de la nouvelle situation est que M. Paz Zamora a passé alliance, pour obtenir sa désignation, avec, précisément, le général Banzer, dont l'Action démocratique nationaliste (ADN) participera au gouvernement en une forme assez inédite, pour la région, de « cohabitation ». C'est, par ailleurs, un allié de M. Banzer, M. Luis Orosio Sanjinés, dirigeant du Parti démocrate-chrétien, qui assumera la vice-présidence.

MIR est l'expression de cette nouvelle Bolivie. La preuve : à Santa-Cruz, longtemps le fief de l'extrême droite, le MIR a aujourd'hui une excellente implantation.

Interrogé, enfin, sur un autre point crucial, les relations avec les États-Unis, Paz Zamora nous répondait : « Les objectifs américains en Bolivie sont, dans l'ordre : 1. le maintien de la démocratie ; 2. la stabilité économique ; 3. la lutte contre le trafic de la drogue. Bien sûr, nous sommes une excellente implantation. » Interrogé, enfin, sur un autre point crucial, les relations avec les États-Unis, Paz Zamora nous répondait : « Les objectifs américains en Bolivie sont, dans l'ordre : 1. le maintien de la démocratie ; 2. la stabilité économique ; 3. la lutte contre le trafic de la drogue. Bien sûr, nous sommes une excellente implantation. »

Interrogé, enfin, sur un autre point crucial, les relations avec les États-Unis, Paz Zamora nous répondait : « Les objectifs américains en Bolivie sont, dans l'ordre : 1. le maintien de la démocratie ; 2. la stabilité économique ; 3. la lutte contre le trafic de la drogue. Bien sûr, nous sommes une excellente implantation. »

Sur RTL

M. Le Pen regrette son jeu de mots « Durafour crématoire »

Invité, lundi 7 août, de l'émission « Mes Culps » de RTL, M. Jean-Marie Le Pen a « regretté » son jeu de mots controversé « Durafour crématoire », ainsi que certaines de ses déclarations sur les malades du sida. Le président du Front national juge qu'il a montré « trop de franchise ». Il s'est défendu d'avoir voulu « persécuter les sidéiques ». « Il n'en est rien », a précisé M. Le Pen. « D'ailleurs, s'il est ajouté, j'ai répété en invitant à Paris un grand malade américain du sida, Paul Gannan, et en embrassant sur la bouche. Ce baiser est une forme de regret pour ceux que j'avais pu blesser par mon expression. »

Quant au jeu de mots malencontreux sur le nom du ministre de la fonction publique, M. Le Pen a déclaré : « n'avoir pas voulu viser M. Durafour. » « Si j'ai blesé involontairement des gens qui se sont sentis visés, je le regrette », a-t-il précisé.

Le député européen a encore expliqué : « Dans la mesure où l'on est un orateur politique et que l'on parle sans notes mais avec son cœur, on est quelquefois amené à dire des choses qui dépassent votre pensée. Les hommes politiques ont tellement peur de choquer qu'ils utilisent la langue de bois, un langage convenu, encore plus dangereux que l'alternance de la douche glacée et de la douche brûlante. »

● CONGO : un nouveau premier ministre. — L'ancien ministre congolais du commerce, M. Alphonse Pouty-Souchet, a été nommé, dimanche 6 août, premier ministre par le comité central du Parti congolais du travail (PCT). Il remplace à ce poste M. Ange-Edouard Poungou, premier ministre depuis dix ans, qui a été nommé à la tête du conseil économique et social. D'autre part, l'ancien ministre du développement rural, M. Justin Lekoundou, prend en charge l'organisation du PCT, devenant ainsi le numéro deux du régime. — (Reuters.)

● Nouveau secrétaire du PC à Shanghai. — Le maire de Shanghai, M. Zhu Rongji, a été nommé secrétaire du Parti communiste pour la grande métropole chinoise, en remplacement de M. Jiang Zemin, nommé secrétaire général du Parti communiste chinois le 24 juin dernier, après la mise à l'écart de M. Zhao Ziyang. — (AFP, Reuters.)

La situation en Corse

L'ex-FLNC met en garde le gouvernement et les « spéculateurs » fonciers

BASTIA
de notre correspondant

L'ex-FLNC a saisi l'occasion des huitièmes Journées internationales de Corse - qui ont réuni des représentants de différents mouvements nationalistes - pour lancer une double mise en garde à l'État français et aux acteurs de la « balkanisation » de l'île.

Diffusé simultanément par haut-parleur et par écrit, à l'attention de la presse, dimanche 6 août, quelques minutes avant le meeting de clôture de ces trois journées, devant quelques deux mille cinq cents personnes, ce message a été adressé par l'intermédiaire de l'organisation clandestine à A Concolta nazionalista, principale organisation nationaliste corse. Son contenu ne remet pas directement en question le principe de la trêve des « actions militaires décidées unilatéralement » par l'ex-FLNC depuis le 1^{er} juin 1988, mais laisse entendre que la situation d'attente dans laquelle l'organisation dissoute se place depuis quinze mois semble arriver à son terme.

« L'heure du bilan est proche », indique l'ex-FLNC, qui précise : « Nous rejetons la tactique de la poudre aux yeux et du coup par coup. (...) Nous nous trouvons face à une absence totale de politique de l'État français. Celle-ci ne peut aboutir qu'à une impasse. Nous mettons en garde l'actuel gouvernement. (...) Plus que jamais une solution politique s'impose. »

En ne faisant pas directement référence à la trêve mais en évoquant pour la première fois la proximité de « l'heure du bilan »,

l'ex-FLNC remet la pression sur la question corse. La préparation du colloque sur les îles européennes, qui devrait se tenir à Ajaccio à cette date, semble pas étrangère à cette démarche. Ce colloque, initialement prévu par M. Pierre Joxe pour le mois d'avril, mais reporté en raison du conflit social dans la fonction publique, devrait permettre d'évoquer, directement ou indirectement, le principe de la « solution politique » qui fonde la décision de la trêve de l'ex-FLNC.

« Choisissez votre camp »

Dans la deuxième partie de son message, l'ex-FLNC dénonce la spéculation immobilière touristique qui se développe, notamment à la faveur du climat de confiance engendré par la trêve des attentats. L'ex-FLNC voit dans ces projets touristiques une « vaste conspiration contre les intérêts collectifs du peuple corse qui, dans le droit fil des projets européens, vise à créer une situation foncière irréversible, cause prochaine de nouvelles ruptures économiques et sociales ». Directement, mais aussi indirectement, l'ex-FLNC dénonce la complicité des « élus du clan, qui multiplient ou retardent les documents d'occupation des sols afin de laisser le champ libre aux spéculateurs, quand ils ne sont pas eux-mêmes les prête-noms de ces groupes financiers ».

L'ex-FLNC met ainsi en garde les « nombreux Corses qui se vendent pour mieux vendre notre terre ». Dénonciation également de la complicité de l'administration, « qui détourne ses propres lois ou

en rend l'application impossible ». Autant de dénonciations de complicité qui permettent à l'ex-FLNC de lancer « un solennel avertissement à tous les spéculateurs ». « Nous intervenons, menace le mouvement dissous, de façon inéluctable pour mettre un terme à la balkanisation de notre île. L'appareil corse ne nous abusera pas non plus. Les auteurs comme leurs complices, les prête-noms corse ou non corse doivent prendre leurs responsabilités (...). Nous n'aurons aucune retenue à leur égard. Le fait d'être corse ou d'être de cette qualité dans ses affaires ne sera pas une protection mais constituera, bien au contraire, une circonstance aggravante. Nous nous adressons à eux et leur disons : choisissez votre camp, et vite ! »

Ainsi, la ballée, selon les nationalistes, n'est pas que dans le camp du gouvernement. L'ex-FLNC vise directement les partenaires insulaires de certains grands projets touristiques prévus dans le sud de la Corse, dont le presse nationaliste a déjà plusieurs fois dénoncé la préparation ces dernières semaines. Par cette déclaration, l'ex-FLNC, sans remettre en cause la trêve des attentats, s'ouvre un champ d'actions circonstancielles très ciblées : la menace de leur mise en œuvre constitue un nouveau levier dans le rapport de forces que l'organisation dissoute veut créer non seulement avec l'État, mais aussi avec les décideurs insulaires.

MICHAEL CODACCIONI.

● Interpellation de militants nationalistes bretons. — Membres d'un Comité de soutien aux prisonniers politiques bretons, une vingtaine de militants nationalistes ont été interpellés, sans ménagements, par la police, dimanche 6 août, à Lorient (Morbihan). Deux d'entre eux, blessés légèrement, ont reçu des soins à l'hôpital.

Les militants distribuaient des tracts lors d'un défilé du Festival international de Lorient, réclamant la libération de deux militants de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) détenus depuis le 10 juin dernier à Paris, pour des attentats à l'explosif commis en Bretagne.

Interpellés dimanche matin, tous les militants ont été relâchés en fin d'après-midi.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages épatants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc.

Ou pour des rideaux, des coussins, des jolis de lit...

Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos vitres d'Orangerie les changent trois fois plus que nous. Pour leur efficacité contre le bruit, le froid et les effusions, ISO-FRANCS-FENÊTRES vient poser dans la journée des fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en éclaircissement, de la zone. Deux grande - lit de l'exposition, 111, rue Lafayette (109) 40 00 00, 40 00 00.

Mort de Paolo Baffi ancien gouverneur de la Banque d'Italie

ROME
de notre correspondant

Paolo Baffi, ancien gouverneur de la Banque d'Italie puis vice-président de la Banque des règlements internationaux à Bâle, est mort des suites d'une longue maladie dans la nuit de vendredi à samedi 5 août. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Né dans la province de Pavie, diplômé de la célèbre université Bocconi de Milan, il était entré à vingt-cinq ans à la banque centrale où il fit toute sa carrière. Il occupa le poste de gouverneur entre août 1975 et septembre 1979.

En Italie, connue à l'étranger, ou le contraire d'avoir en avec obstination défendue une discipline monétaire ayant abouti malgré les avatars de l'inflation, des dévaluations et de la clôture du marché des changes (en 1976 notamment) à l'entrée de la lire dans le SME (système monétaire européen). Il avait su négocier une marge de fluctuations élargie à 6 %.

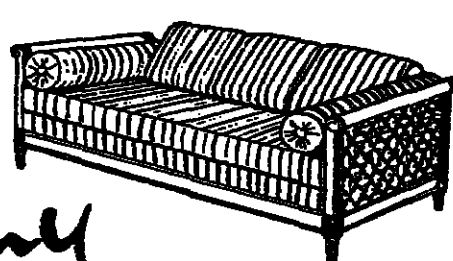
(Indéfini.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réalise les plus beaux meubles - Louis XIII - Rustique - (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-58.

A L C D E F G H